

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 10 MAI 1928

Projet de loi

approuvant les actes internationaux signés à La Haye le 6 novembre 1925 relatifs à la propriété industrielle, à l'enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce et au dépôt international des dessins ou modèles industriels.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

Ainsi qu'il est à votre connaissance, la Convention d'Union de Paris du 20 mars 1883 pour la protection de la propriété industrielle avait déjà été successivement révisée à Bruxelles, le 14 décembre 1900 et à Washington, le 2 juin 1911.

Pareillement l'arrangement de Madrid, du 14 avril 1891, créant une union restreinte spéciale pour l'enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce, avait été révisée successivement à Bruxelles et à Washington aux dates ci-dessus rappelées.

Une nouvelle Conférence de revision a été tenue à La Haye en 1925 du 8 octobre au 6 novembre. Elle revit, à la lumière de l'expérience acquise au cours des dernières années, l'œuvre de la Conférence de Washington, aussi bien en ce qui concerne la Convention d'Union que la Convention spéciale sur l'enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce (1). De plus, tenant compte de desiderata souvent manifestés, et s'inspirant dans une large mesure de ce qui existait pour les marques de fabrique, elle étudia et réalisa une autre amélioration au régime de la protection internationale, celle du dépôt international des dessins ou modèles industriels.

La délégation de la Belgique à la Conférence de La Haye prit une part active aux travaux de celle-ci et s'associa à ses conclusions, en signant, le 6 novem-

(1) Elle revisa également l'Arrangement dit « de Madrid » concernant la répression des fausses indications de provenance sur les marchandises, à laquelle la Belgique n'a pas jusqu'à présent adhéré.

bre 1925, suivant les pouvoirs dont elle était nantie, les trois actes nouveaux, à savoir :

1°) La Convention d'Union révisée pour la protection de la propriété industrielle;

2° L'arrangement révisé concernant l'enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce;

3° Un arrangement nouveau concernant le dépôt international des dessins ou modèles industriels.

Ce sont ces trois actes, Messieurs, que nous avons l'honneur de soumettre à vos délibérations, et au sujet desquels nous croyons intéressant de vous donner les quelques explications ci-dessous :

Convention d'Union pour la Protection de la Propriété Industrielle.

ARTICLE PREMIER.

L'énumération des branches de la propriété industrielle, qui figure à l'article 2 de la Convention, a été, dans un but de meilleure ordonnance, reportée à l'article premier. Ainsi donc, l'alinéa premier de cet article, indiquant l'objet de l'Union, à savoir, la protection de la propriété industrielle, se voit logiquement développé dans l'alinéa 2.

De plus, l'alinéa 3 contient une formule destinée à rendre le texte plus explicatif et à exprimer logiquement l'idée qu'outre les produits de l'industrie et du commerce proprement dits, compris tout naturellement dans la notion de la propriété industrielle, celle-ci embrasse encore d'autres domaines, notamment, le domaine des industries agricoles (vins, grains, feuilles de tabac, fruits, bestiaux, etc.) et extractives (minéraux, eaux minérales, etc.). Cette interprétation large a d'ailleurs toujours été admise d'une façon générale.

Enfin, l'alinéa final précise la notion du brevet d'invention en mentionnant les diverses espèces de brevets industriels, de perfectionnement, d'importation et autres, admises par les législations des pays unionistes.

ARTICLE 2.

Les développements apportés à la rédaction de l'article premier (alinéa 3) ont permis de remplacer par les termes « propriété industrielle » l'énumération qui figurait à l'article 2 de la Convention antérieure. Cette simplification n'enlève rien au caractère compréhensif de la disposition.

L'article 2 apparaît comme l'article base de l'Acte, en ce sens qu'il formule le principe fondamental du régime de l'Union pour la protection de la propriété industrielle : *les ressortissants de chacun des pays contractants, jouiront dans tous les autres pays de l'Union des avantages que les lois respectives accordent actuellement ou accorderont par la suite aux nationaux.*

Il convenait pourtant d'envisager l'application de ces prescriptions dans les divers pays. Certains d'entre eux implantent *ipso jure* les avantages de la Convention d'Union en faveur des unionistes par le simple fait de la ratification de l'acte d'Union et renvoient la revision de la loi intérieure au moment qui leur paraît le plus opportun ; ainsi les intéressés doivent-ils attendre un certain

temps avant d'être admis au bénéfice des mêmes améliorations. Au contraire, d'autres pays (1) incorporent ces dispositions dans leur législation intérieure avant de mettre la Convention à exécution chez eux.

Dans le but de marquer la voie dans laquelle l'Union doit entrer et de guider nettement et uniformément les adhérents nouveaux, comme aussi pour tenir compte de la situation de nature constitutionnelle de certains Etats, il a paru opportun de mentionner que la protection serait accordée sans préjudice des droits spécialement prévus par la présente Convention.

ARTICLE 4.

La Convention fixe désormais à *six mois* au lieu de *quatre* la durée du délai de priorité pour les dessins et modèles industriels et pour les marques de fabrique ou de commerce. Quant au délai de priorité pour les brevets d'invention et les modèles d'utilité, il reste fixé à *douze* mois.

Le désir d'uniformiser la durée du délai de priorité pour toutes les branches de la propriété industrielle a été exprimé depuis longtemps. Déjà, en 1914, à la Conférence de Washington, l'Allemagne avait demandé l'extension aux dessins et modèles et aux marques du délai de priorité de douze mois admis pour les brevets. Toutefois, seule une proposition intermédiaire — celle de six mois — fut retenue, pour la double raison que, d'une part, une prolongation du délai ne se comprenait pas pour les dessins et modèles dont la durée de protection est déjà très courte d'après certaines législations, et que, d'autre part, le dépôt des marques n'exige pas des formalités bien compliquées.

Tenant compte du flottement qui s'était produit dans certaine jurisprudence, il a paru préférable de déterminer avec précision le point de départ du délai de priorité. La rédaction « ces délais commencent à courir » aurait pu faire croire erronément que le jour du dépôt doit être compté. C'est pourquoi le texte s'explique clairement à ce sujet. D'autre part, ces délais comprennent le jour anniversaire de la première demande dans un pays de l'Union — *dies ad quem* — et si ce jour est férié légal dans le pays où la protection est demandée, le premier jour ouvrable qui le suit. Cette manière de procéder permet de déterminer avec plus d'aisance le jour anniversaire. Il était juste, au surplus, de décompter au profit du déposant le ou les jours fériés qui tombent en fin du délai et dont il est excusable de n'avoir pas tenu compte étant dans l'ignorance de ce caractère.

ARTICLE 5.

Aux termes de la Convention actuellement en vigueur « l'introduction, par le breveté, dans le pays où le brevet a été délivré, d'objets fabriqués dans l'un ou l'autre des pays de l'Union, n'entraînera pas la déchéance.

» Toutefois, le breveté restera soumis à l'obligation d'exploiter son brevet conformément aux lois des pays où il introduit les objets brevetés, mais avec la restriction que le brevet ne pourra être frappé de déchéance pour cause de non exploitation dans un pays de l'Union qu'après un délai de trois ans, compté à partir du dépôt de la demande dans ce pays, et seulement dans le cas où le breveté ne justifierait pas des causes de son inaction ».

Mais ces deux atténuations suffisent-elles encore à rendre acceptable l'obliga-

(1) Notamment en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis.

tion d'exploiter ? Peut-on raisonnablement exiger du bénéficiaire d'une invention brevetée dont le marché possible s'étend sur presque tous les pays unionistes, qu'il installe une fabrique dans chacun de ces pays s'il veut être protégé ?

C'est à la lumière et sous la poussée de ces considérations que l'article 5, partiellement nouveau, bouleverse, en plusieurs points, l'économie de l'ancienne disposition.

La breveté conserve la faculté, bien légitime, que jadis certains Etats refusaient, d'introduire dans le pays où le brevet a été délivré des objets fabriqués dans l'un ou l'autre des pays de l'Union, mais chacun des Etats contractants aura le droit de prendre les mesures législatives qu'il croirait opportunes pour prévenir les abus à résulter de cette pratique, et du défaut d'exploitation. Cependant, la sanction ne pourra consister en la déchéance du brevet que pour autant que la concession de licences obligatoires ne suffirait pas pour prévenir les abus.

Le système de la concession de licences obligatoires concilie, à n'en point douter, tous les intérêts en présence. D'une part, l'inventeur ne se voit pas dans l'obligation d'exploiter lui-même une invention dont le succès peut ne pas toujours répondre aux frais que cette exploitation occasionne. Mais il ne peut, d'autre part, s'opposer à ce qu'elle soit exploitée par un autre. Au reste, depuis la Conférence de Madrid de 1891, et, plus spécialement, depuis la guerre, le mouvement d'opinion en faveur de la substitution de la licence obligatoire à la déchéance comme sanction de la non-exploitation, s'est accentué, et il est permis d'affirmer que l'on se trouve maintenant en présence d'un faisceau de circonstances favorables à l'établissement du régime nouveau.

De toute manière, il est accordé au breveté un certain temps pour mettre son invention en valeur, tandis que, d'autre part, la Convention fait obstacle à ce que la déchéance du brevet soit déclarée quand le titulaire ne peut être tenu pour responsable du défaut d'exploitation. Ainsi donc, l'alinéa 4 de l'article 5 dispose-t-il qu'« en tout cas, le brevet ne pourra faire l'objet de telles mesures avant l'expiration d'au moins trois années à compter de la date où il a été accordé et si le breveté justifie d'excuses légitimes ».

A noter que désormais le délai de trois ans accordé pour commencer l'exploitation courra, non plus à dater du dépôt de la demande, mais à dater de l'accord du brevet. Dans les pays à examen, en effet, une année, voire même davantage, peut s'écouler entre ces deux dates et le délai réel d'exploitation, s'il court à partir de la première, risque d'être trop considérablement réduit. En d'autres termes, tant que le brevet n'est pas accordé, on ne peut équitablement demander à l'impétrant de l'exploiter.

ARTICLE 5bis.

La disposition de l'article 5bis est nouvelle et doit être rapprochée du régime actuellement appliqué en Belgique. Aux termes des articles 3 et 22 de la loi du 24 mai 1854, modifiée par celle du 30 décembre 1925, la première annuité du brevet doit être acquittée par anticipation; les suivantes, sans amende, dans le mois de la date anniversaire et en tout cas, moyennant surtaxe, avant l'expiration des six mois qui suivent l'échéance. La sanction du non-paiement dans les délais impartis consiste dans la déchéance totale du brevet.

En matière de brevet de perfectionnement, deux hypothèses doivent être envisagées. Lorsque le brevet de perfectionnement est déposé par le demandeur du brevet principal, il n'y a lieu de payer qu'une taxe unique au moment du dépôt. Si, au contraire, le brevet de perfectionnement est déposé par un tiers, il donne

ouverture au paiement de la taxe de dépôt et des taxes annuelles, comme pour le brevet d'invention.

En ce qui concerne les marques de fabrique, la question de l'accord d'un délai moratoire pour l'acquittement de la taxe à laquelle le dépôt donne lieu ne se pose pas, puisque suivant l'article 5 de la loi du 1^{er} avril 1879, « le dépôt n'est reçu que sur la production d'une quittance constatant le paiement de la taxe » et que ce dépôt ne donne pas lieu au paiement d'autres taxes. Même remarque pour le dépôt des dessins et modèles industriels, tel que le régit l'article 19 de la loi du 18 mars 1806, modifiée par celle du 30 décembre 1925.

Aux termes de l'article 5^{bis} de la Convention générale, un délai de grâce de trois mois minimum devra être accordé pour le paiement des taxes prévues pour le maintien des droits de propriété industrielle, étant entendu cependant que chaque pays contractant conserve la faculté d'exiger le paiement d'une surtaxe comme sanction du retard dont elle déterminera la durée. De plus, en ce qui concerne les brevets d'invention, forme la plus respectable des droits intellectuels relevant du domaine de la propriété industrielle, le délai de grâce devra, ou bien être porté à six mois au moins, ou bien demeurer fixé à trois mois, mais dans cette deuxième hypothèse, il conviendra de prendre des mesures de nature à permettre la restauration du brevet tombé en déchéance pour défaut de paiement de taxes.

Ces innovations, d'ailleurs heureuses, ne sont pas de nature à nécessiter une refonte des dispositions légales actuellement en vigueur dans notre pays.

ARTICLE 5^{ter}.

La législation de certains Etats prévoit comme une cause de déchéance d'un brevet l'introduction dans un pays étranger d'objets semblables à ceux couverts par celui-ci.

En insérant dans la Convention générale l'article 5^{ter}, la Conférence de La Haye a marqué sa volonté de réagir contre semblable pratique.

Car, il est deux cas, particulièrement fréquents que commandent et justifient, d'une part, l'extension sans cesse croissante de l'industrie et du commerce, d'autre part, les efforts tentés par des hommes toujours à la recherche de progrès nouveaux et dans lesquels la prohibition à laquelle il vient d'être fait allusion conduirait à des conséquences iniques et funestes.

Nous voulons parler de l'emploi, soit à bord des navires, soit dans la construction ou le fonctionnement des engins de locomotion aérienne ou terrestre, des moyens faisant l'objet d'un brevet.

Dans un esprit de logique et de justice, la Conférence a cru pouvoir proposer à la ratification des Etats contractants la suppression de l'état de chose existant et disposer que, dans les hypothèses envisagées l'introduction dans les autres pays de l'Union d'objets brevetés ne pourrait être considérée comme portant atteinte aux droits du breveté.

Il est d'ailleurs entendu que le bénéfice du brevet n'est maintenu que pour autant que les objets soient introduits temporairement et accidentellement. Ces conditionnements, bien adaptés du reste aux raisons qui légitiment l'avantage à concéder aux inventeurs, paraissent suffisants pour prévenir les abus.

ARTICLE 6^{bis}.

« Les Pays Contractants s'engagent à refuser ou à invalider soit d'office si » la législation du pays le permet, soit à la requête de l'intéressé, l'enregistre-

» ment d'une marque de fabrique ou de commerce qui serait la reproduction ou
» l'imitation susceptible de faire confusion, d'une marque que l'autorité compé-
» tente du pays de l'enregistrement estimera y être notoirement connue comme
» étant déjà la marque d'un ressortissant d'un autre pays contractant et utilisée
» pour des produits du même genre ou d'un genre similaire ».

Cette disposition, nouvelle, figure au nombre des résolutions de la Conférence d'experts techniques réunis à Genève en mai 1924, sous la réserve que les termes « interdire l'enregistrement » et « prévoir la radiation » ont été remplacés par les mots « refuser » et « invalider », terminologie considérée à la fois comme plus compréhensive et plus synthétique et qui permet l'adaptation nécessaire au régime législatif des divers Etats. A noter aussi que la prescription dont il s'agit présente un caractère impératif et obligatoire pour tous les pays y compris le pays d'origine.

Il était temps, en effet, de mettre fin à l'emploi abusif non autorisé de marques de fabrique ou de commerce connues pour appartenir aux ressortissants d'un autre pays. Il n'est pas rare, en effet, de voir des commerçants ou même d'autres personnes déposer des marques étrangères très répandues dans le but de s'en assurer la propriété et d'empêcher le vrai possesseur de la marque de s'en servir dans le pays, ou bien de pouvoir lui faire subir chèrement le droit d'en faire usage. Mais encore le refus ne pourra-t-il être opposé ou l'invalidation prononcée que pour autant qu'il s'agisse de marques destinées à protéger des produits du même genre ou d'un genre similaire.

Cependant il convenait de concilier l'application de ces mesures de garantie avec la nécessité de maintenir la stabilité de la protection des marques. D'aucuns auraient désiré voir fixer à cinq ans le délai jusqu'à l'expiration duquel l'action en contestation de l'enregistrement ou en radiation de celui-ci devait être intentée par l'intéressé, propriétaire originaire de la marque. Tout en admettant que le délai doit être suffisamment long pour permettre à la partie lésée d'être avertie de l'usurpation de la marque, la Conférence s'est arrêtée au terme de trois ans, ceci dans le but de ne pas imposer aux pays unionistes l'obligation de laisser les marques enregistrées par eux trop longtemps exposées au danger d'être frappées d'invalidation ou de refus de protection. Ce délai court à dater de l'enregistrement de la marque.

Il était à peine nécessaire d'ajouter que seraient recevables en tout temps les demandes tendant à obtenir la radiation des marques enregistrées de mauvaise foi. On ne peut cependant faire un reproche à la Conférence d'avoir rappelé à l'attention des Etats unionistes ce principe de droit commun et de stricte équité.

ARTICLE 6ter.

Depuis longtemps on a reconnu l'avantage qu'il y aurait à réprimer, au moyen d'accords internationaux, l'abus qui consiste à utiliser, sans autorisation des pouvoirs compétents, à titre de marque de fabrique ou de commerce ou comme éléments de ces marques, des armoiries, drapeaux et autres emblèmes d'Etat des pays contractants, signes et poinçons officiels de contrôle et de garantie adoptés par eux, ainsi que toute imitation au point de vue héraldique.

Non seulement cette pratique constitue une atteinte au droit moral que possèdent les Etats sur leurs insignes de souveraineté, mais encore les marques reproduisant de pareils emblèmes ou signes sont de nature à induire le public en erreur quant à l'origine des marchandises auxquelles elles s'appliquent.

L'adoption du principe consacré par l'article 6^{ter} de la présente convention était depuis longtemps dans les vœux de tous et notamment du Comité international de la propriété industrielle et commerciale de la Chambre de commerce internationale.

A noter que les termes « armoiries, drapeaux et autres emblèmes d'*Etat* » ont été substitués à l'expression « armoiries, drapeaux et emblèmes *publics* » contenue dans le projet du Comité économique de la Société des Nations parce que l'adjectif « public » comprend également les emblèmes des provinces, des communes, voire même des familles princières, ce qui serait revenu à pousser trop loin la protection. D'autre part, l'interdiction est bornée aux imitations « au point de vue héraldique » : en interdisant aux commerçants et aux industriels l'adoption de tout signe généralement quelconque figurant dans les armoiries, drapeaux et autres emblèmes, on courait le risque de restreindre à l'excès le domaine où ils pourraient puiser des sujets de marques.

Enfin, en ce qui concerne les signes et poinçons officiels de contrôle et de garantie, l'interdiction ne vise que les cas où les marques qui les comprennent sont destinées à être utilisées sur des produits du même genre ou d'un genre similaire. C'est qu'en effet, l'application d'un poinçon ou signe sur une marchandise entièrement différente de celle pour laquelle ce poinçon ou ce signe sert de garantie, ne saurait impliquer une intention frauduleuse.

La Convention a réglé fort heureusement et en les ramenant à un strict minimum les formalités à observer en vue de l'application des principes qui précèdent : les pays contractants se communiqueront réciproquement par l'intermédiaire du Bureau international de Berne, la liste des emblèmes d'Etat, signes et poinçons officiels de contrôle et de garantie qu'ils désirent ou désireront protéger soit d'une façon absolue, soit moyennant certains conditionnements. Cette liste sera tenue à jour et mise à la disposition du public.

L'article fixe à 12 mois, à compter de la réception de la notification, le délai pendant lequel chaque pays pourra, par l'intermédiaire du Bureau international, transmettre au pays intéressé ses objections éventuelles.

La Convention laisse aux Etats contractants la faculté de faire radier, en cas de mauvaise foi, même les marques enregistrées avant la signature de l'Acte et comprenant des emblèmes d'Etat, signes et poinçons.

ARTICLE 9.

Dans la forme où il est proposé par la Convention de La Haye à l'agrément des divers pays unionistes le texte de l'article 9 n'a subi que des modifications de pure forme.

A l'alinéa 4, les mots « particulier ou société » ont été remplacés par les termes « personne physique ou morale » lesquels paraissent plus précis et, juridiquement, plus exacts, attendu que le cas peut se présenter où la partie intéressée n'est ni un particulier, ni une société, dans le sens strict du mot.

De plus, une nouvelle ordonnance des alinéas de cet article a permis de grouper, d'une part, les dispositions concernant les différentes modalités de la saisie (saisie à l'importation, prohibition d'importation, saisie à l'intérieur) des produits portant illicitement une marque de fabrique ou de commerce, ou un nom commercial, et d'indiquer, d'autre part, les mesures destinées à remplacer la saisie dans les pays de l'Union qui ne l'admettent pas.

On sait que la prohibition d'importation ne peut être appliquée en Belgique

dans les cas visés par le présent article mais que les produits peuvent être saisis sur la plainte de la partie lésée.

ARTICLE 10.

L'article 10 de la Convention d'Union tend à tarir à la source l'acte de concurrence déloyale qui consiste à couvrir un produit d'une fausse indication de provenance.

Mais on a fait remarquer que, dans sa rédaction actuelle, la disposition ne vise expressément que l'emploi non justifié du nom d'une localité déterminée et qu'ainsi elle risque d'être interprétée comme ne s'appliquant pas quand il s'agit de réprimer une fausse indication consistant dans le nom d'un pays. C'est la raison pour laquelle les alinéas 1^{er} et final ont été soumis à remaniement.

L'adjonction des termes « personne physique ou morale » trouve sa justification dans les raisons développées d'autre part (Art. 9). De plus, il importait de conférer la qualité de partie intéressée d'abord aux sociétés, puis aux syndicats qui se sont constitués pour la défense des intérêts de toute une profession, car il est permis de croire que grâce aux moyens plus vastes dont elle dispose, la répression des fraudes sera plus aisément atteinte si elle est poursuivie par une association.

L'usage de la marque collective, adoptée par un groupe de producteurs pour distinguer les produits individuels, usage d'un si grand intérêt non seulement pour la collectivité, mais encore pour le public, a été reconnu par la Convention de Washington. A plus forte raison convient-il à présent d'autoriser ces collectivités à s'employer pour faire disparaître des pratiques frauduleuses, nettement caractérisées et préjudiciables à toute une région.

A noter aussi qu'il n'existe pas de corrélation absolue entre la partie intéressée admise à invoquer le bénéfice de l'article 9 relatif à la saisie des produits portant illicitement une marque de commerce ou de fabrique ou un nom commercial et celle qui peut se prévaloir des dispositions de l'article 10. La définition de la partie lésée, telle que la donne l'article 9 demeure réservée à la législation intérieure de chaque pays; au contraire, dans l'article 10, cette définition est formulée par la Convention même.

Ainsi donc sera en tous cas reconnu comme partie intéressée, sur le pied de l'article 10 de l'Acte et partant admis à intenter les poursuites du chef de fausse indication de provenance, le producteur, le fabricant ou le commerçant, personne physique ou morale, engagé dans la fabrication ou le commerce du produit ou de la marchandise marquée et établi dans l'entité géographique indiquée comme lieu d'origine.

ARTICLE 10bis.

Deux notions nouvelles ont été comprises dans le cadre de la « propriété industrielle » par la Conférence de Washington : la protection des indications de provenance et la répression de la concurrence déloyale. Cette protection est assurée dans notre pays par les articles 1382 et suivants du Code Civil qui tracent les règles de la responsabilité acquilienne, règles dont la jurisprudence fait une large application pour réprimer les abus de la concurrence.

Le texte de l'article 10bis ancien constitue l'alinéa premier de l'article nouveau, sauf remplacement du terme « s'engagent » par celui, plus énergique « sont tenus ».

Pour le surplus, l'article 10^{bis} esquisse une notion générale de l'acte de concurrence déloyale et pour éviter le procédé toujours dangereux de l'énumération, lequel ne laisse que peu de jeu dans l'interprétation, se borne à relever certains actes qui décèlent une intention frauduleuse particulièrement caractérisée. Le mot « notamment » marque, à suffisance, qu'il s'agit d'une disposition à caractère simplement indicatif.

ARTICLE 11.

L'alinéa premier de cet article n'a subi aucune modification. Il dispose que les pays contractants accorderont, conformément à leur législation intérieure, une protection temporaire aux inventions brevetables, aux modèles d'utilité, aux dessins ou modèles industriels ainsi qu'aux marques de fabrique ou de commerce, pour les produits qui figureront aux expositions internationales officielles ou officiellement reconnues, organisées sur le territoire de l'un d'eux.

Cette disposition se borne, on le voit, à poser un principe et laisse aux législations nationales le soin de prendre les mesures d'exécution qu'il pourrait éventuellement appeler. Dès lors, elle a engendré un état de choses qui est loin d'être satisfaisant. En effet, certains pays de l'Union, faute d'avoir légiféré sur ce point n'ont donc pas assuré *en fait* la protection temporaire aux expositions; d'autres États, pour avoir mis en œuvre cette protection n'ont pas manqué de l'organiser de manière fort différente.

Spécialement, une question très délicate devait être tranchée; le délai de priorité spécial accordé à l'exposant-inventeur pour déposer sa demande de brevet ou d'enregistrement avant l'expiration de six mois à courir de l'ouverture de l'exposition sera-t-il considéré comme une partie du délai ordinaire de priorité prévu par l'article 4 de la Convention générale d'Union? Ou bien se confondra-t-il à due concurrence avec ce dernier? Ou bien au contraire, s'ajoutera-t-il à lui? Plusieurs législations se sont prononcées en faveur du cumul; d'autres ont marqué leur préférence pour le non cumul, d'autres enfin n'ont pas statué expressément sur ce point.

La Conférence de La Haye s'est arrêtée au principe du non-cumul et dispose que « cette protection temporaire ne prolongera pas les délais de l'article 4 », soit douze mois pour les brevets d'invention et les modèles d'utilité et six mois pour les dessins et modèles industriels et pour les marques de fabrique ou de commerce.

Toutefois, « si plus tard, le droit de priorité est invoqué, l'administration de chaque pays pourra faire partir le délai de la date de l'introduction du produit dans l'exposition », disposition qui pourrait être paraphrasée comme suit : « Quiconque, dans les six mois de l'ouverture d'une exposition tenue dans l'un des pays unionistes, déposera dans un quelconque de ces pays une demande de brevet, sera considéré comme ayant déjà fait sa demande de protection temporaire à la date à laquelle le produit a été introduit à l'exposition ».

Dans ce système, la demande basée sur le fait de l'exposition rétroagit jusqu'au jour où ce fait s'est produit en sorte que celui-ci est considéré comme n'ayant pas porté atteinte à la nouveauté de l'invention.

La Convention a stipulé en outre que « chaque pays pourra exiger comme preuve de l'identité de l'objet exposé et de la date d'introduction les pièces justificatives qu'il jugera nécessaires ».

ARTICLE 12.

La suppression, au deuxième alinéa, des mots « autant que possible », lesquels figuraient dans le texte précédemment voté à Washington, se justifient par le fait que tous les Etats de l'Union publient à présent une feuille périodique officielle. En conséquence, la faculté laissée jusqu'à présent aux pays unionistes pouvait, sans dommage pour eux, devenir une obligation.

Nul doute, d'autre part, que la création d'un organe de presse semblable s'impose aux pays qui adhèreraient ultérieurement à l'Union.

ARTICLE 13.

Le Bureau international de la Propriété Industrielle a été institué à Berne en vertu de l'article 13 de la Convention de Paris, du 20 mars 1883. Les frais de fonctionnement en sont supportés, en commun, par les divers Etats faisant partie de l'Union.

L'article 13 a pour objet de fixer une nouvelle fois la dotation de cet organisme et d'en mettre le montant en rapport avec l'augmentation des frais généraux d'organisation et de fonctionnement. Pareille augmentation trouve tout ensemble son origine et sa justification dans les conséquences économiques de la guerre.

Aux termes de la Convention révisée à Washington, le 2 juin 1911, les dépenses du Bureau International ne pouvaient, en aucun cas, dépasser la somme de soixante mille francs par année. L'urgence d'une majoration des crédits fut aisément reconnue par les Gouvernements des pays adhérents qui, ensuite d'une circulaire leur adressée par le Conseil fédéral suisse, consentirent à ce que le chiffre de la Dotation fut porté à cent vingt mille francs annuellement.

Cette somme paraissant momentanément suffisante pour faire face aux dépenses du Bureau, la Conférence de La Haye propose de la ratifier.

Mais nul ne pourrait préjuger de l'avenir et, dans le but de simplifier la procédure à suivre en vue d'obtenir éventuellement une nouvelle augmentation dont le besoin se ferait impérieusement sentir, l'Acte laisse aux diverses Conférences dont la convocation est prévue par l'article 14 le soin de prendre unanimement à ce sujet toutes décisions utiles sans en attendre la ratification par les Etats contractants.

Il ne sera peut être pas inutile de rappeler comment se détermine la part contributive de chacun des pays contractants dans cette somme totale des frais.

Les Etats contractants et ceux qui adhéreront ultérieurement à l'Union sont divisés en six classes, contribuant chacun dans la proportion d'un certain nombre d'unités, savoir :

1 ^{re} classe.		25 unités
2 ^e »		20 »
3 ^e »		15 »
4 ^e »		10 »
5 ^e »		5 »
6 ^e »		3 »

Ces coefficients sont multipliés par le nombre de pays de chaque classe et la somme des produits ainsi obtenus fournit le nombre d'unités par lequel la dépense totale doit être divisée.

Le quotient donne le montant de l'unité de dépense. Chacun des pays contractants désignera, au moment de son accession, la classe dans laquelle il désire être rangé.

Arrangement relatif à l'enregistrement international des marques de fabrique.**ARTICLE PREMIER.**

L'alinéa 2 détermine, en ce qui concerne le dépôt des marques de fabrique et de commerce ce qu'il convient d'entendre par « pays d'origine », et, dans ce but, rend applicable à cet objet la disposition de l'article 6 de la Convention générale d'Union pour la protection de la propriété industrielle. Cette précision a paru nécessaire pour déjouer certaines manœuvres en matière de paiement de la taxe nationale, sensiblement plus élevée dans tel Etat que dans tel autre, comme aussi pour assurer la facilité des recherches à effectuer dans le journal *Les Marques internationales*.

En outre, chacun reconnaîtra l'opportunité de préciser le pays d'origine, pays à l'administration duquel il faut s'adresser pour transmettre une demande d'enregistrement international.

Par application de cette disposition, il y aura lieu de considérer comme pays d'origine : le pays de l'Union où le déposant a un établissement industriel ou commercial effectif et sérieux ; s'il ne possède pas un tel établissement, le pays de l'Union où il a son domicile et, enfin, s'il n'a pas de domicile dans l'Union, le pays de sa nationalité, au cas où il est ressortissant d'un pays de l'Union.

ARTICLE 3.

On aurait tort de sous-évaluer l'importance, purement pratique, d'ailleurs, de l'alinéa premier : il a paru utile de préciser au début de l'article les formalités à remplir en vue de l'enregistrement international. Ainsi, les propriétaires de marques saisiront mieux le motif qui leur fait obligation de passer par l'Administration de leur pays, les indications du registre national et du registre international devant être strictement équivalentes.

ARTICLE 4.

L'article 4 pose deux principes : à partir de l'enregistrement opéré au Bureau International, la protection de la marque, dans chacun des pays contractants, sera la même que si ce dépôt y avait été directement effectué ; d'autre part, toute marque qui a fait l'objet d'un enregistrement international jouira du droit de priorité établi par l'article 4 de la Convention générale.

Sous l'empire de l'Arrangement de Madrid, du 14 avril 1891, actuellement en vigueur, tel qu'il a été successivement modifié à Bruxelles, en 1900 et à Washington, en 1911, le droit de priorité n'était accordé à la marque de fabrique et de commerce que pour autant que l'enregistrement international eut été demandé dans un délai de quatre mois à dater du dépôt dans le pays d'origine. Le délai a été porté à six mois, par application des dispositions de l'article 4 de la Convention pour la protection de la propriété industrielle, sous la réserve qu'il n'y aura pour le déposant aucune obligation de faire la déclaration indiquant la date et le pays de ce dépôt.

ARTICLE 5.

L'article 5 tend à déterminer les conditions dans lesquelles les pays à l'administration desquels notification de l'enregistrement international d'une marque aura été donnée, pourront se refuser à accorder la protection à cette marque dans l'étendue de leur territoire.

Le délai durant lequel le pays intéressé pourra exercer la faculté de refus de protection est fixé soit au terme prévu par la loi nationale, soit, au maximum, au terme d'une année à compter de l'enregistrement international de la marque. De plus, information du refus sera donnée à l'administration du pays d'origine et au propriétaire de la marque, sans retard, par les soins du Bureau international.

L'alinéa final pose, fort heureusement, le principe de l'acceptation tacite : « Les Administrations qui, dans le délai maximum susindiqué d'un an, n'auront adressé aucune communication au Bureau international, seront censées avoir accepté la marque ». Ainsi disparaîtront les refus tardifs qui viennent inquiéter le déposant au moment où il se croit fondé à penser que sa marque a été définitivement acceptée.

Cette innovation n'infirme en rien la faculté que possèdent, le cas échéant, les tribunaux judiciaires ou administratifs des divers Etats contractants d'invalidier une marque en tout temps, sur le pied de l'article 6 de la Convention d'Union et, notamment, dans le cas où la marque porterait atteinte aux droits acquis par des tiers, se trouverait dépourvue de tout caractère distinctif, serait contraire à la morale ou à l'ordre public tant interne qu'international.

ARTICLE 5bis.

On se rappelle que l'article 6^{ier} de la Convention générale reconnaît l'utilisation, moyennant l'autorisation des pouvoirs compétents, soit comme marque de fabrique ou de commerce, soit comme élément de ces marques, des armoiries, drapeaux et autres emblèmes d'Etat des pays contractants, signes ou poinçons officiels de contrôle et de garantie adoptés par eux, ainsi que de toute imitation au point de vue héraldique.

Se basant sur cette disposition, il est logique d'admettre que le déposant d'une marque a déjà dûment prouvé à l'Administration de son pays qu'il a le droit d'utiliser semblables éléments figurant dans sa marque, celle-ci peut être acceptée telle quelle dans les autres pays. De là, la disposition faisant l'objet de l'article 5bis, nouveau, bien fait pour diminuer le nombre des refus, les frais imposés aux déposants, la correspondance et les retards résultant de l'examen des éléments de la marque par les administrations des autres Etats ; les pièces justificatives de la légitimité d'usage seront dispensées de toute certification ou légalisation autre que celle de l'Administration du pays d'origine.

Le principe de l'article 5bis n'apparaît d'ailleurs que comme la codification d'une expérience tentée, non sans succès, par certains Etats.

ARTICLE 6.

L'addition faite à l'article 6 : « sous réserve de ce qui est prévu à l'article 8 pour le cas où le déposant n'aura versé qu'une fraction de l'émolument international », apparaît comme nécessaire afin de réserver expressément la possibilité

d'une durée de protection plus courte. Le paiement de la taxe internationale de dépôt peut être effectué en deux versements : l'un lors du dépôt et l'autre avant l'expiration de la dixième année qui suit. Si la deuxième fraction n'est pas payée à l'échéance, la marque est radiée du registre international, en sorte que la protection n'aura duré effectivement que dix ans.

ARTICLE 7.

Il a paru avantageux de trancher, en les précisant, certains points relatifs au renouvellement de l'enregistrement des marques.

L'Arrangement actuellement en vigueur, dispose que le renouvellement de l'enregistrement peut être demandé à un moment quelconque compris entre le jour de l'enregistrement et le dernier jour de la vingtième année suivante, délai terminal assigné à la protection. Mais ce que l'Arrangement omet de noter — et d'aucuns auraient pu le penser — c'est que celui qui sollicite prématurément un renouvellement ne peut prétendre être protégé à la fois pour le laps de temps restant encore à courir et, en plus, pour une nouvelle période de vingt ans. C'est pour marquer cette intention que l'alinéa 1^{er} de l'article 7 a été complété par les mots : « pour une nouvelle période de vingt ans à compter depuis la date de renouvellement ».

La rédaction de l'alinéa 2 n'a subi que des modifications de détail. D'une part on a précisé en quoi consiste l'avis officieux que le Bureau international doit donner au propriétaire de la marque dans les six mois précédant l'expiration du terme de protection; d'autre part, la mesure faisant double emploi, on a supprimé l'obligation pour le Bureau international d'envoyer un avertissement à l'Administration du pays d'origine de la marque.

Quant à l'alinéa 3, nouveau, il se justifie par les raisons suivantes. De nombreux Etats refusent de considérer comme un renouvellement l'enregistrement d'une marque qui, depuis le jour de l'enregistrement originaire aurait subi certaines modifications, soit dans les éléments qui la composent, soit dans l'indication des produits pour lesquels la protection avait été revendiquée.

Il a paru opportun de généraliser cette pratique, sous la réserve cependant que la demande nouvelle d'enregistrement pourrait être considérée comme une demande de renouvellement si l'intéressé déclare renoncer à la protection pour les produits autres que ceux qui figuraient en mêmes termes lors de l'enregistrement antérieur. De plus, à supposer même que le caractère d'un renouvellement ne pût, eu égard aux circonstances qui précèdent, être accordé, les droits d'autorité ou autres acquis par le fait de l'enregistrement antérieur pourront être sauvegardés.

Les signataires de l'Arrangement ont tenu à appeler sur cette situation l'attention des autorités judiciaires ou autres qui seraient portées à ignorer complètement le premier enregistrement effectué.

ARTICLE 8.

Les modifications et additions proposées à l'article 8 visent des questions d'administration : à ce titre elles ne présentent qu'un intérêt secondaire justifiant l'exposé sommaire qui en sera fait.

Sous l'empire de l'Arrangement de Madrid, la taxe de l'enregistrement international était fixée à cent francs par marque déposée. L'acte additionnel de

Bruxelles, du 14 décembre 1900, accorda pour les dépôts multiples une réduction de cinquante francs sur chaque marque en sus de la première. C'est cette taxe différentielle qui est encore perçue actuellement.

Les circonstances paraissent justifier une augmentation de cet émolument. Au demeurant, même doublée, la taxe reste très modérée et n'est proportionnée que d'une manière lointaine aux services et aux avantages que les industriels et les commerçants attendent et effectivement retirent de l'enregistrement international.

Sauf le cas où la liste des produits pour lesquels la protection est revendiquée contiendrait plus de cent mots, le montant des taxes serait désormais établi comme suit :

A. — *Taxe nationale* : à déterminer par le pays d'origine (1);

B. — *Taxe à payer du chef de l'enregistrement international* :

Pour la première marque : 150 francs suisses ;

Pour chacune des marques suivantes, déposées en même temps que la première, au nom du même propriétaire : 100 francs suisses.

Toutefois, le déposant a la faculté d'acquitter le montant de la taxe en deux versements, opérés l'un au moment de la demande d'enregistrement international, l'autre avant l'expiration d'un délai de dix ans à dater de cet enregistrement. La sanction du défaut de paiement dans le délai prévu consiste dans la perte du bénéfice de l'enregistrement. Ainsi pourront être rayées au bout de dix ans, les marques qui, n'ayant qu'une valeur temporaire, encombrant le registre international, rendent malaisées les recherches et gênent le public qui, pour déposer de nouvelles marques, se trouve considérablement limité dans son choix.

L'article contient en outre des dispositions relatives à la répartition annuelle entre les pays contractants du produit des diverses recettes provenant de l'enregistrement international, déduction faite des frais généraux, et règle à ce sujet les droits des États qui n'auraient pas encore ratifié l'Arrangement révisé au moment où celui-ci entrera en vigueur.

ARTICLES 9, 9bis et 9ter.

Les articles 9, 9bis et 9ter ont trait aux annulations, radiations, renonciations, transmissions et autres changements apportés à l'inscription de la marque.

Légèrement remanié dans sa rédaction, sans d'ailleurs que le fond en soit entamé, l'article 9 ne contient qu'une innovation ; les formalité concernant l'enregistrement international des changements apportés aux marques *peuvent* désormais donner ouverture au paiement d'une taxe dont le montant sera déterminé par le Règlement d'exécution. A cela, rien de choquant si l'on songe à la somme de travail et partant à la dépense qu'occasionne au Bureau International l'inscription de semblables modifications,

Le Bureau International établira sans doute un tarif différentiel en fonction de l'importance des écritures que nécessite la mutation demandée par le propriétaire de la marque.

L'article 9bis n'appelle aucune remarque, sauf que l'alinéa 2 en a été détaché pour former, moyennant une adaptation de pure forme, l'article 9ter de l'Arrangement révisé. Il stipule que les dispositions des articles 9 et 9bis concernant les mutations n'ont point pour effet de modifier les législations des pays contrac-

(1) En Belgique l'enregistrement international ne donne pas lieu au paiement d'une taxe nationale.

tants qui ne permettent la transmission de la marque que moyennant la cession simultanée de l'établissement industriel ou commercial dont elle distingue les produits. Cet objet, d'application en Belgique en vertu de l'article 7 de la loi du 1^{er} avril 1879 (1), présente un intérêt particulier, justifiant un numérotage spécial.

ARTICLE 11.

Cette disposition a pour effet de fixer les règles relatives à la rétroactivité de l'adhésion. On sait, en effet, que les pays de l'Union pour la protection de la propriété industrielle qui n'ont pas pris part au présent Arrangement, seront admis à y adhérer sur leur demande et dans la forme prescrite par l'article 16 bis de la Convention générale.

Or, l'Arrangement de Madrid institue l'application rétroactive de ses dispositions aux nouveaux adhérents : la notification collective de toutes les marques protégées qui leur est faite par les soins du Bureau international assure, *ipso jure*, la protection dans les pays adhérents et forme le point de départ du délai d'un an dans lequel ceux-ci peuvent exercer leur faculté de refus que prévoit et conditionne l'article 5.

Mais l'examen par l'Administration du pays intéressé d'un nombre tellement considérable de marques, dans un délai si court, est chose quasiment impossible. C'est la raison pour laquelle il a paru nécessaire d'atténuer la rigueur de la disposition.

En conséquence, il est stipulé que chaque Etat pourra au moment de son accession, déclarer que l'Arrangement se limitera aux marques qui seront enregistrées à partir du jour où l'adhésion deviendra effective, et cette déclaration aura pour effet de dispenser le Bureau international de faire la notification collective prévue à l'alinéa 2.

Toutefois la faculté d'exclusion du bénéfice de la protection des marques enregistrées à Berne à une époque antérieure à l'adhésion du nouveau pays ne s'applique pas aux marques internationales ayant déjà été, dans ce pays, l'objet d'un enregistrement national identique encore en vigueur et qui seront immédiatement reconnues sur la demande des intéressés.

(1) Loi du 1^{er} avril 1879, art. 7, al. 1^{er} : « Une marque ne peut être transmise qu'avec l'établissement dont elle sert à distinguer les objets de fabrication ou du commerce ».

**Arrangement concernant le Dépôt international
des Dessins ou Modèles Industriels.**

ARTICLES 1^{er}, 2 et 3.

La législation belge relative aux dessins et modèles industriels tient tout entière dans les articles 14 à 19 de la loi du 18 mars 1806, instituant un Conseil de prud'hommes à Lyon, exécuté par les arrêtés royaux des 10 juillet, 21 octobre et 10 décembre 1884 et du 6 août 1914.

Ces dispositions assez sommaires peuvent être résumées comme suit. Les mesures conservatrices de la propriété des dessins et modèles industriels sont confiées aux tribunaux du travail. Le fabricant qui voudra pouvoir revendiquer, devant le tribunal de commerce et durant le temps qu'il indiquera, la propriété d'un dessin de son invention, devra en déposer aux archives du Conseil de prud'hommes un échantillon. En cas de contestation sur la propriété du dessin ou du modèle, le Conseil procède à l'ouverture des paquets déposés par les parties et délivrera un certificat mentionnant le nom du fabricant qui aura la priorité de date. En déposant son échantillon, le fabricant acquittera une taxe dont le montant est déterminé par l'article 5 de la loi du 30 décembre 1925.

Concernant la protection de la propriété des dessins et modèles industriels, la Conférence de Washington avait émis un double vœu; l'un qui s'adressait aux Gouvernements des pays contractants, l'autre qui sollicitait l'action directe du Bureau International de Berne. Ces vœux pouvaient se traduire comme suit :

a) que dans chaque pays de l'Union la protection des dessins et modèles industriels soit rendue facilement accessible;

b) que le Bureau International entre en rapport avec les Administrations des pays de l'Union, en vue d'élaborer un projet d'enregistrement international des dessins et modèles, et fasse les démarches nécessaires pour amener la conclusion d'un Arrangement international.

La lecture des premiers articles de l'Arrangement laisse l'impression bien marquée des efforts réalisés en vue de consolider la protection des dessins et modèles en entamant toutefois le moins possible les législations nationales, comme aussi de tendre à une unification sur quelques points au sujet desquels l'accord tacite s'était fait dans tous les esprits. Nous aurons l'occasion de les souligner au cours de l'examen des articles.

L'article premier pose, tant au point de vue des bénéficiaires qu'en ce qui concerne les formalités à remplir, le principe base de la protection internationale des dessins et modèles industriels. Celle-ci est ouverte, d'une part, aux ressortissants de chacun des pays contractants, d'autre part, aux personnes qui, ressortissants des pays ne faisant pas partie de l'Union sont domiciliées ou ont des établissements industriels ou commerciaux effectifs et sérieux sur le territoire de l'un des pays de l'Union. Quant à la formalité, elle consiste essentiellement dans le dépôt international effectué au Bureau International de la Propriété Industrielle à Berne.

Aux termes de l'article 2, le dépôt international comprendra les dessins et modèles soit sous la forme du produit industriel auquel ils sont destinés, soit sous celle d'un dessin, d'une photographie ou de toute autre représentation graphique suffisante.

L'article 3 règle les questions relatives à l'inscription du dépôt, à la notification de cette inscription aux diverses Administrations intéressées, à la publication et à la conservation dans les archives du Bureau International.

Remarquons à ce propos que le mot « dépôt » doit être ici préféré au mot « enregistrement ». En effet, en matière de dessins et modèles l'enregistrement n'est qu'une opération concomitante ; il sert à constater le dépôt et à faciliter la notification et la publicité. Au contraire, pour les marques de fabrique ou de commerce, l'enregistrement aboutit à une véritable inscription de celles-ci au Registre international.

ARTICLE 4.

« Celui qui effectue le dépôt international d'un dessin ou d'un modèle industriel est considéré jusqu'à preuve du contraire comme propriétaire de l'œuvre ». Cette disposition consacre le principe de l'effet purement déclaratif du dépôt, en ce sens qu'il crée une simple présomption de priorité de l'œuvre en faveur de l'auteur du dépôt international sans examen des conditions attachées à la protection, laissant aux tribunaux ordinaires le soin de trancher les conflits qui, éventuellement, pourraient s'élever à ce sujet.

Les alinéas 2 et 3 disposent que le dépôt international se substituera quant à ses effets, aux divers dépôts dans les pays contractants autres que le pays d'origine et cela à la date du dépôt international, et que la publicité telle qu'elle est prévue par l'article 3 devra être considérée par les pays contractants comme pleinement suffisante.

Enfin, suivant l'alinéa final de cet article, le droit de priorité sera garanti à tout dessin ou modèle suivant les règles établies à l'article 4 de la Convention générale, c'est-à-dire, durant une période de six mois à dater du dépôt du premier dessin ou modèle dans un pays de l'Union, les formalités prévues par cet article ne devant d'ailleurs pas être remplies.

ARTICLE 5.

L'obligation d'apposer sur les dessins et modèles une mention indicative du dépôt ou une mention de réserve spéciale, telle que « Registered », est incompatible avec une protection s'étendant à plusieurs pays, étant donnée la difficulté d'accumuler différentes inscriptions semblables sur un même objet.

C'est la raison pour laquelle l'article 5 dispose que les pays contractants conviennent de ne pas exiger que les dessins ou modèle ayant fait l'objet d'un dépôt international soient revêtus d'une mention obligatoire.

L'article prescrit également deux conditions mises par la Convention générale, comme aussi par la législation intérieure de nombreux Etats, à la protection des brevets. D'une part, les dessins et modèles ne pourront être déclarés déchus pour défaut d'exploitation. C'est que l'obligation d'exploiter aurait pour conséquence de rendre illusoire la protection internationale de ces manifestations dans la propriété industrielle, les dessins et modèles, créations servant essentiellement à l'agrément et à l'embellissement de la vie, étant soumis au caprice de la mode. D'autre part, vu l'impossibilité pratique de l'empêcher, l'introduction dans un autre pays d'objets conformes à ceux qui sont protégés n'entraînera pas davantage la déchéance.

ARTICLE 6.

Le dépôt international peut comprendre, soit un seul dessin ou modèle, soit plusieurs dont le nombre devra être précisé dans la demande. L'accord s'est fait, d'autre part, sur la faculté de reconnaître, à côté du dépôt à découvert, le dépôt secret tout au moins durant un certain temps. Le secret du modèle ou du dessin sera assuré au moyen d'un procédé approprié quelconque, notamment par l'emploi du système Soleau. Ce système consacré en France depuis 1914 a été autorisé en 1915 pour l'envoi des plis au Bureau International de la Propriété Industrielle à Berne qui, lui-même, a établi un règlement concernant leur enregistrement et leur conservation. Simple et peu coûteux, ce mode de preuve consiste dans l'utilisation d'une enveloppe double destinée à recevoir dans chacun de ses compartiments, le dessin pour lequel on sollicite la protection. L'enveloppe double, remplie et fermée, est envoyée au Bureau International de Berne qui, après avoir séparé les deux plis munis des indications propres à les identifier, en conservera un pour remettre l'autre à la disposition de l'envoyeur.

ARTICLES 7, 8 et 9.

Une durée de protection uniforme, fort désirable, des dessins et modèles remplacera désormais les délais trop divergents admis jusqu'à présent dans les divers pays et qui allaient de la protection à perpétuité, ce qui est le cas en Belgique et au Portugal, pour expirer au terme de deux ans comme c'est le cas, par exemple, en Italie.

L'arrangement révisé fixe à quinze ans la durée de la protection internationale. Ce délai court à partir de la date du dépôt au Bureau International de Berne et pour les raisons qui vont suivre, est divisé en deux périodes : une période de cinq ans et une période de dix ans.

Il est peut-être utile de noter ici que le délai de 15 ans fixé par l'Arrangement n'amoindrit aucun droit puisqu'il est établi, sous réserve d'une durée plus longue obtenue dans un pays contractant. D'autre part, ce terme admis déjà ailleurs par un certain nombre d'Etats unionistes, suffit assurément si l'on songe que l'enregistrement international n'est destiné à protéger ici que des objets d'ornementation et d'embellissement, partant soumis aux caprices de la mode et de la mouvante fantaisie et qui, sous la poussée des besoins sans cesse renouvelés, sont rapidement abandonnés.

On s'est convaincu qu'il faut concéder, à côté du dépôt à découvert, le dépôt secret. En effet, cette faculté ne nuira à personne tandis que, d'autre part, elle se justifie dans un certain nombre de cas par le risque de voir un dessin ou modèle industriel devenir à une époque trop rapprochée de celle du dépôt, non pas peut-être l'objet d'une contrefaçon au sens strict du mot, mais cependant une source d'inspiration : d'où préjudice pour le déposant. En admettant le dépôt secret, tout au moins durant les premières années de la période de protection, on donne au créateur de l'œuvre l'occasion de lancer le produit de son imagination et aussi de récolter, le cas échéant, le bénéfice de son initiative.

En conséquence, pendant la première période de 5 ans « les dépôts seront admis soit sous pli ouvert, soit sous pli cacheté ; pendant la deuxième période de dix ans ils ne seront admis qu'à découvert », l'inventeur semblant avoir joui à suffisance de cette protection pleine.

Au demeurant, dès la révolution de cette première période de 5 ans, mettant fin au régime du dépôt secret, l'œuvre ne tombera pas, à proprement parler, ni nécessairement dans le domaine public : le déposant possède la faculté de requérir la prorogation de la protection, sous la réserve que cette fois les plis seront ouverts et pourront être consultés par les tiers.

L'article 19 le déclare d'ailleurs formellement moyennant qu'un fonctionnaire du Bureau International sera présent au moment de cette consultation.

Si les recherches ainsi opérées permettent de conclure qu'un dessin n'est pas ou a cessé d'être protégé sur le terrain international, elles n'excluent pas cependant la possibilité d'une protection encore en vigueur sur le terrain national et partant l'œuvre ne sera tombée dans le domaine public que partiellement.

Ce principe reconnu, on admettra aisément qu'il n'était pas possible d'établir en cette matière des prescriptions formelles pour l'enregistrement primordial au Bureau International, prescriptions qui eussent dû avoir le pas sur le droit interne de chaque Etat contractant. Il eut fallu pour cela investir le Conseil Fédéral Suisse — chargé de la haute surveillance du Bureau — d'une autorité qu'il ne lui appartient pas d'exercer. Dès lors le meilleur système — celui auquel les signataires de l'Arrangement se sont arrêtés — consistait à subordonner la validité du dépôt à l'égard de chaque pays aux conditions de sa législation intérieure.

L'article 9 trace également la procédure à suivre en vue de l'ouverture avant l'expiration de la première période de 5 ans des plis cachetés. Elle est à la fois gracieuse ou contentieuse, en ce sens que le pli sera ouvert soit sur la demande du déposant lui-même, soit sur le vu d'une décision émanant d'un tribunal compétent.

A l'expiration de la première période de 5 ans et pour autant que le déposant ait adressé au Bureau une demande de prorogation de protection, le pli est décacheté d'office en vue du passage à la deuxième période. Cette circonstance donne naissance à l'accomplissement de certaines formalités que règlent les articles 10 à 12 de l'Arrangement.

On verra d'autre part (article 15) que la progression de la taxe à payer pour la prolongation du droit à la protection ne présente rien d'exagéré.

ARTICLES 10, 11 et 12.

Le régime de protection des dessins et modèles, tel qu'il est organisé, n'a pas seulement pour effet d'encourager les artistes à créer des œuvres originales, mais encore il réduit à un strict minimum les formalités qu'ils auront à remplir en vue de s'assurer ce bénéfice. Le dépôt une fois opéré, l'organisme central de Berne prend à sa charge le soin de veiller à la conservation des droits de celui qui a eu recours à son office. « Dans les six premiers mois de la 5^e année de la première période, le Bureau International donnera un avis officiel de l'échéance au déposant du dessin ou modèle ». L'article 7, alinéa 2, de l'Arrangement concernant les marques de fabrique comporte d'ailleurs une disposition analogue.

Dès réception de cette communication, le déposant peut prendre une double attitude. Ou bien, il désire obtenir la prolongation de la protection par le passage à la deuxième période et dans cette éventualité il devra remettre au Bureau International, au plus tard trois mois avant l'expiration du délai, une demande dans ce sens; ou bien il ne donne aucune suite à l'avis émané du Bureau. Dans le premier cas il est procédé à l'ouverture du pli conformément aux dispositions de l'article 8, la prorogation est portée à la connaissance de toutes les Administrations au

moyen d'une notification et du public par la voie d'un journal dont la publication est prévue à l'article 13 de la Convention Générale. Dans le second cas, les plis seront rendus tels quels à leurs propriétaires sur leur demande et à leurs frais. Faute d'avoir été réclamés ils seront détruits au bout de deux ans.

ARTICLE 13.

L'Arrangement a cru devoir inscrire dans ses textes la faculté pour ceux qui avaient réclamé la protection, d'y renoncer en tout temps et *ad nutum*. En d'autres termes, le bénéfice accordé au déposant d'un dessin ou d'un modèle en suite de l'enregistrement international qui lui aura été donné doit demeurer facultatif.

En conséquence, l'article 13 pose le principe de la renonciation expresse, comme l'article 12 contient le germe de la renonciation tacite et présumée.

Cette renonciation sera d'ailleurs tantôt totale, tantôt partielle ; le déposant abandonnera la protection qu'il s'était ménagée soit pour un dessin ou modèle, soit dans un pays. Bref, la liberté la plus grande règne en cette matière.

La renonciation est publiée et emporte la restitution du dépôt aux frais de son propriétaire.

ARTICLE 14.

Grâce à l'organisation qui lui est donnée, le Bureau International met à la disposition des intéressés le moyen le plus positif pour donner date certaine à la création et à l'antériorité d'usage des dessins et modèles ; il constitue un service d'« authentification internationale ».

Mais l'arrangement n'a point sous-évalué le rôle que cette organisme pourrait être appelé à jouer en cas de contestation devant un tribunal ou toute autre autorité compétente. C'est la raison pour laquelle l'article 14 marque les conditions dans lesquelles le Bureau International prêterait son appui aux autorités nationales, en leur communiquant le dessin ou le modèle demandé et tout en veillant à la sauvegarde des intérêts du propriétaire de l'objet puisque celui-ci sera au plus tôt remis à la disposition du Bureau pour être réincorporé dans le pli cacheté ou dans l'enveloppe.

ARTICLES 15 et 16.

Nous mentionnerons à titre documentaire que les taxes du dépôt international, payables préalablement à l'inscription de celui-ci, ont été fixées comme suit :

A. — *Taxe nationale* : à déterminer par le pays d'origine.

B. — *Taxe à payer du chef du dépôt international.*

1° *Pour un seul dessin ou modèle :*

Pour la première période de cinq ans : 5 francs suisses ;

Pour la deuxième période de dix ans : 10 francs suisses.

2° *Pour un dépôt multiple :*

Pour la première période de cinq ans : 10 francs suisses ;

Pour la deuxième période de dix ans : 50 francs suisses.

Il n'était pas nécessaire de prévoir ici des sanctions applicables en cas de non-paiement de la taxe, ainsi qu'en dispose l'article 8 de l'Arrangement concernant les marques de fabrique, puisque celle-ci s'acquitte préalablement à l'inscription.

Le Bureau International répartit annuellement entre les Pays Contractants et déduction faite des frais communs, le produit des taxes perçues du chef des dépôts internationaux.

ARTICLES 17 ET 18.

Revenant, textuellement, sur des notions déjà entrevues par d'autres articles, l'Arrangement prévoit que les registres du Bureau International feront mention de tous les changements de nature à affecter la propriété des dessins ou modèles et dont il aura reçu notification de la part des intéressés.

Ensuite de cette notification, les modifications seront dénoncées aux Administrations des Pays Contractants et publiées par la voie du journal.

L'article 18 fait obligation à l'organisme central de Berne de délivrer à toute personne qui en fera la demande une expédition des mentions inscrites dans le registre au sujet d'un dessin ou d'un modèle déterminé.

L'accomplissement des formalités qui précèdent donne ouverture au paiement d'une taxe supportée par celui qui les a rendues nécessaires et dont le Règlement d'exécution à intervenir en application de l'article 20, déterminera le montant.

ARTICLE 21.

Ainsi que nous avons eu l'occasion de le noter à l'article 7, la durée de protection de 15 ans fixée uniformément par l'Arrangement, n'a été établie que sous la réserve d'une durée plus longue (à perpétuité en Belgique; 50 ans en France; 20 ans en Espagne, par exemple,) obtenue dans l'un ou l'autre pays contractant grâce à un dépôt direct.

L'article 21 revient sur cette idée pour déclarer d'abord que la protection garantie ne constitue qu'un minimum suivant ce qui vient d'être exposé; ensuite, qu'il n'est porté en rien préjudice aux dispositions du protocole additionnel à la Convention de Berne, révisée le 13 novembre 1908 pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, signée à Berne le 20 mars 1914 et modifiant, d'autre part, l'article 38 de la loi du 22 mars 1886 sur le droit d'auteur (1).

* * *

Telles sont, Messieurs, les explications que nous avons cru utile de donner au sujet des actes signés à La Haye, le 6 novembre 1925.

Elles seront, nous nous plaçons à l'espérer, de nature à faire ressortir à vos yeux le progrès sérieux accompli par la Conférence de La Haye, et vous voudrez bien, sans doute, réserver un accueil favorable au projet de loi ci-joint portant approbation des conventions dont il s'agit.

Le Ministre des Affaires Etrangères,

P. HYMAN.

*Le Ministre de l'Industrie, du Travail
et de la Prévoyance Sociale,*

H. HEYMAN.

(1) Loi du 5 mars 1924.

CONVENTION D'UNION DE PARIS

du 20 mars 1883 pour la protection de la propriété industrielle
révisée à Bruxelles le 14 décembre 1900, à Washington le 2 juin 1911 et à La Haye le 6 novembre 1925.

Le Président du Reich Allemand; le Président de la République d'Autriche; Sa Majesté le Roi des Belges; le Président des Etats-Unis du Brésil; le Président de la République de Cuba; Sa Majesté le Roi de Danemark; le Président de la République Dominicaine; Sa Majesté le Roi d'Espagne; le Président de la République d'Esthonie; le Président des Etats-Unis d'Amérique; le Président de la République de Finlande; le Président de la République Française; Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et des Territoires Britanniques au delà des Mers, Empereur des Indes; Son Altesse Sérénissime le Gouverneur de Hongrie; Sa Majesté le Roi d'Italie; Sa Majesté l'Empereur du Japon; Sa Majesté le Sultan du Maroc; le Président des Etats-Unis du Mexique; Sa Majesté le Roi de Norvège; Sa Majesté la Reine des Pays-Bas; le Président de la République Polonaise, au nom de la Pologne et de la Ville Libre de Dantzig; le Président de la République Portugaise; Sa Majesté le Roi des Serbes, Croates et Slovènes; Sa Majesté le Roi de Suède; le Conseil Fédéral de la Confédération Suisse; les Etats de Syrie et du Grand Liban; le Président de la République Tchecoslovaque; Son Altesse le Bey de Tunis; le Président de la République Turque,

Ayant jugé utile d'apporter certaines modifications et additions à la Convention internationale du 20 mars 1883, portant création d'une Union internationale pour la protection de la Propriété industrielle, révisée à Bruxelles, le 14 décembre 1900, et à Washington, le 2 juin 1911, ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires, savoir :

LE PRESIDENT DU REICH ALLEMAND :

M. W. F. VON VIETINGHOFF, Conseiller de Légation d'Allemagne, à La Haye;
M. VON SPECHT, Geheimer Oberregierungsrat, Président de l'Office des Brevets;
M. KLAUER, Conseiller ministériel au Ministère de Justice;
M. le Prof. Dr Albert OSTERRIETH, Justizrat.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE D'AUTRICHE :

M. le Dr Carl DUSCHANEK, Conseiller ministériel, Vice-Président de l'Office autrichien des Brevets;
M. le Dr Hans FORTWANGLER, Conseiller ministériel audit Office.

SA MAJESTE LE ROI DES BELGES :

M. Octave MAVAUT, Directeur Général de l'Industrie au Ministère de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance Sociale;
M. Albert CAPITAINE, Avocat à la Cour d'Appel de Liège, ancien Bâtonnier, Délégué de la Belgique à la Conférence de Washington;

M. Louis ANDRÉ, Avocat à la Cour d'Appel de Bruxelles;
M. Thomas BRAUN, Avocat à la Cour d'Appel de Bruxelles;
M. Daniel COPPIETERS, Avocat à la Cour d'Appel de Bruxelles.

LE PRESIDENT DES ETATS-UNIS DU BRESIL :

M. le Dr Julio-Augusto-Barboza CARNEIRO, Membre du Comité Economique de la Société des Nations;
M. le Prof. Dr Carlos-Americo-Barbosa DE OLIVEIRA, Professeur à l'Ecole Polytechnique, Directeur de l'Ecole Normale des Arts et des Métiers Wenceslau Braz.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DE CUBA :

M. le Dr Raphaël-Martinez ORTIZ, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Cuba à Paris;
M. le Dr Raphaël DE LA TORRE, Chargé d'Affaires de Cuba à La Haye.

SA MAJESTE LE ROI DE DANEMARK :

M. le Dr N. J. EHRENREICH HANSEN, Sous-chef de Bureau au Ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Navigation.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DOMINICAINE :

M. C. G. DE HASETH Cz, Consul de la République Dominicaine à La Haye.

SA MAJESTE LE ROI D'ESPAGNE :

Son Exc. M. SANTIAGO MENDEZ DE VIGO, Envoyé Extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de S. M. le Roi d'Espagne, à La Haye;
M. FERNANDO CABELLO Y LAPIEDRA, Chef de Bureau à la Propriété Industrielle et Commerciale d'Espagne;
M. José GARCIA-MONGE Y DE VERA, Secrétaire du Bureau de la Propriété Industrielle et Commerciale d'Espagne.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE D'ESTHONIE :

M. O. AARMANN, Ingénieur, Directeur du Bureau des Brevets.

LE PRESIDENT DES ETATS-UNIS D'AMERIQUE :

M. Thomas E. ROBERTSON, Commissaire des Brevets, Member of the Bar of the Supreme Court of U. S. A.;
M. Wallace R. LANE, ancien Président des American and Chicago Patent Law Associations, Member of the Bar of the Supreme Court of U. S. A. and the Supreme Court of Illinois;
M. Jo. BAILEY BROWN, Pittsburgh, Member of the Bar of Supreme Court of U. S. A. and the Supreme Court of Pennsylvania.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DE FINLANDE :

M. Yrjö SAASTAMOINEN, Chargé d'Affaires de Finlande à La Haye.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE :

Son Exc. M. CHASSAIN DE MARCILLY, Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de France à La Haye;

M. Marcel PLAISANT, Député, Avocat à la Cour d'Appel de Paris;
M. Charles DROUETS, Directeur de la Propriété Industrielle au Ministère du Commerce;
M. Georges MAILLARD, Avocat à la Cour d'Appel de Paris, Vice-Président du Comité technique de la Propriété Industrielle.

SA MAJESTE LE ROI DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELA DES MERS,
EMPEREUR DES INDES :

POUR LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD :

Sir Hubert Llewellyn SMITH, G. C. B. Chief Economic Adviser to His Britannic Majesty's Government;
M. Alfred James MARTIN, O. B. E., Assistant Comptroller of the Patent Office and Industrial Property Department of the Board of Trade;
Sir Arthur BALFOUR, K. B. E., One of His Majesty's Justices of the Peace; Chairman of the Committee on Trade and Industry.

POUR LE DOMINION DU CANADA :

M. Frederick Herbert PALMER, M. C., Canadian Government Trade Commissioner.

POUR LE COMMONWEALTH D'AUSTRALIE :

M. le Lieutenant-Colonel Charles Vincent WATSON, D. S. O., V. D., Commissioner of Patents and Registrar of Trade Marks and Designs.

POUR L'ETAT LIBRE D'IRLANDE :

M. le Comte Gerald O'KELLY DE GALLAGH, Représentant de l'Etat Libre d'Irlande.

SON ALTESSE SERENISSIME LE GOUVERNEUR DE HONGRIE :

M. Elemér DE POMPERY, Président de la Cour des Brevets.

SA MAJESTE LE ROI D'ITALIE :

M. Dominico BARONE, Conseiller d'Etat;
M. Gustavo DE SANCTIS, Directeur du Bureau de la Propriété Industrielle;
M. l'Ingénieur LETTERIO LABOCETTA;
M. Gino OLIVETTI, Député, Secrétaire Général de la Confédération de l'Industrie italienne;
M. le Prof. Mario GHIRON, Docent de droit industriel à l'Université de Rome.

SA MAJESTE L'EMPEREUR DU JAPON :

M. Saichiro SAKIKAWA, Président du Bureau des Brevets d'Invention;
M. Nobumi ITO.

SA MAJESTE LE SULTAN DU MAROC :

SON EXC. M. CHASSAIN DE MARCILLY, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de France à La Haye.

LE PRESIDENT DES ETATS-UNIS DU MEXIQUE :

M. Julio POULAT, Attaché Commercial à la Légation du Mexique, à Paris.

SA MAJESTE LE ROI DE NORVEGE :

M. Birger Gabriel WYLLER, Directeur Général du Bureau de la Propriété Industrielle de Norvège.

SA MAJESTE LA REINE DES PAYS-BAS :

M. le Dr J. ALINGH PRINS, Président du Conseil des Brevets, Directeur de l'Office de la Propriété Industrielle;

M. le Dr H. BIJLEVELD, ancien Ministre, Membre de la Chambre des Députés, ancien Président du Conseil des Brevets, ancien Directeur de l'Office de la Propriété Industrielle;

M. le Dr J. W. DIJCKMEESTER, Membre du Conseil des Brevets.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE POLONAISE :
POUR LA POLOGNE :

Son Exc. M. le Dr Stanislas KOZMINSKI, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Pologne à La Haye;

M. le Dr Frédéric ZOLL, Professeur à l'Université de Krakow.

POUR LA VILLE LIBRE DE DANTZIG :

Son Exc. M. le Dr Stanislas KOZMINSKI, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Pologne à La Haye.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE PORTUGAISE :

Son Exc. M. A. C. DE SOUSA SANTOS B ANDEIRA, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire du Portugal, à La Haye.

SA MAJESTE LE ROI DES SERBES, CROATES ET SLOVENES :

M. le Dr Yanko CHOUMANE, Président de l'Office pour la Protection de la Propriété Industrielle auprès du Ministère du Commerce et de l'Industrie;

M. Mihailo PREDITCH, Secrétaire audit Office.

SA MAJESTE LE ROI DE SUEDE :

M. le Directeur-Général E.O.J. BJÖRKLUND, Chef de l'Administration des Brevets et d'Enregistrement;

M. K. H. R. HJERTEN, Conseiller de la Cour d'Appel de Göta;

M. A. E. HASSELROT, ancien Directeur de Bureau à ladite Administration, Conseil en matière de propriété industrielle.

LE CONSEIL FEDERAL DE LA CONFEDERATION SUISSE :

Son Exc. M. Arthur DE PURV, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Suisse, à La Haye;

M. Walther KRAFT, Directeur du Bureau Fédéral de la Propriété Intellectuelle,

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE :
POUR LES ETATS DE SYRIE ET DU GRAND LIBAN :

SON EXC. M. CHASSAIN DE MARCILLY, Envoyé Extraordinaire et Ministre de France, à La Haye.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE TCHECOSLOVAQUE :

SON EXC. M. P. BARACEK, Ingénieur, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Tchécoslovaquie, à La Haye ;

M. le Dr Karel HERMANN-OTAVSKY, Professeur à l'Université de Prague ;

M. BOHUSLAV PAVLOUSEK, Ingénieur, Vice-Président de l'Office des Brevets de Prague.

SON ALTESSE LE BEY DE TUNIS :

SON EXC. M. CHASSAIN DE MARCILLY, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de France, à La Haye.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE TURQUE :

Mehmed ESSAD BEY, Chargé d'Affaires de Turquie, à La Haye.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ARTICLE PREMIER.

Les pays contractants sont constitués à l'état d'Union pour la protection de la propriété industrielle.

La protection de la propriété industrielle a pour objet les brevets d'invention, les modèles d'utilité, les dessins et modèles industriels, les marques de fabrique ou de commerce, le nom commercial et les indications de provenance ou appellations d'origine, ainsi que la répression de la concurrence déloyale.

La propriété industrielle s'entend dans l'acception la plus large, et s'applique non seulement à l'industrie et au commerce proprement dits, mais également au domaine des industries agricoles (vins, grains, feuilles de tabacs, fruits, bestiaux, etc.) et extractives (minéraux, eaux minérales, etc.).

Parmi les brevets d'invention sont comprises les diverses espèces de brevets industriels admises par les législations des pays contractants, telles que brevets d'importation, brevets de perfectionnement, brevets et certificats d'addition, etc.

ARTICLE 2.

Les ressortissants de chacun des pays contractants jouiront dans tous les autres pays de l'Union, en ce qui concerne la protection de la propriété industrielle, des avantages que les lois respectives accordent actuellement ou accorderont par la suite aux nationaux, le tout sans préjudice des droits spécialement prévus par la présente Convention. En conséquence, ils auront la même protection que ceux-ci et le même recours légal contre toute atteinte portée à leurs droits, sous réserve de l'accomplissement des conditions et formalités imposées aux nationaux.

Toutefois, aucune condition de domicile ou d'établissement dans le pays où la protection est réclamée ne peut être exigée des ressortissants de l'Union, pour la jouissance d'aucun des droits de propriété industrielle.

Sont expressément réservées les dispositions de la législation de chacun des pays contractants relatives à la procédure judiciaire et administrative et à la compétence, ainsi qu'à l'élection de domicile ou à la constitution d'un mandataire, qui seraient requises par les lois sur la propriété industrielle.

ARTICLE 3.

Sont assimilés aux ressortissants des pays contractants les ressortissants des pays ne faisant pas partie de l'Union, qui sont domiciliés ou ont des établissements industriels ou commerciaux effectifs et sérieux sur le territoire de l'un des pays de l'Union.

ARTICLE 4.

a) Celui qui aura régulièrement fait le dépôt d'une demande de brevet d'invention, d'un modèle d'utilité, d'un dessin ou modèle industriel, d'une marque de fabrique ou de commerce, dans l'un des pays contractants, ou son ayant cause, jouira, pour effectuer le dépôt dans les autres pays et sous réserve des droits des tiers, d'un droit de priorité pendant les délais déterminés ci-après.

b) En conséquence, le dépôt ultérieurement opéré dans l'un des autres pays de l'Union, avant l'expiration de ces délais, ne pourra être invalidé par des faits accomplis dans l'intervalle, soit, notamment, par un autre dépôt, par la publication de l'invention ou son exploitation, par la mise en vente d'exemplaires du dessin ou du modèle, par l'emploi de la marque.

c) Les délais de priorité mentionnés ci-dessus seront de douze mois pour les brevets d'invention et les modèles d'utilité et de six mois pour les dessins et modèles industriels et pour les marques de fabrique ou de commerce.

Ces délais commencent à courir de la date du dépôt de la première demande dans un pays de l'Union; le jour du dépôt n'est pas compris dans le délai.

Si le dernier jour du délai est un jour férié légal dans le pays où la protection est réclamée, le délai sera prorogé jusqu'au premier jour ouvrable qui suit.

d) Quiconque voudra se prévaloir de la priorité d'un dépôt antérieur sera tenu de faire une déclaration indiquant la date et le pays de ce dépôt. Chaque pays déterminera à quel moment, au plus tard, cette déclaration devra être effectuée.

Ces indications seront mentionnées dans les publications de l'Administration compétente, notamment sur les brevets et les descriptions y relatives.

Les pays contractants pourront exiger de celui qui fait une déclaration de priorité la production d'une copie de la demande (description, dessins, etc.) déposée antérieurement. La copie, certifiée conforme par l'Administration qui aura reçu cette demande, sera dispensée de toute légalisation, et elle pourra en tous cas être déposée à n'importe quel moment dans le délai de trois mois à dater du dépôt de la demande ultérieure. On pourra exiger qu'elle soit accompagnée d'un certificat de la date du dépôt émanant de cette Administration et d'une traduction.

D'autres formalités ne pourront être requises pour la déclaration de priorité au moment du dépôt de la demande. Chaque pays contractant déterminera les

conséquences de l'omission des formalités prévues par le présent article, sans que ces conséquences puissent excéder la perte du droit de priorité.

Ultérieurement d'autres justifications pourront être demandées.

e) Lorsqu'un dessin ou modèle industriel aura été déposé dans un pays en vertu d'un droit de priorité basé sur le dépôt d'un modèle d'utilité, le délai de priorité ne sera que celui fixé pour les dessins et modèles industriels.

En outre, il est permis de déposer dans un pays un modèle d'utilité en vertu d'un droit de priorité basé sur le dépôt d'une demande de brevet et inversement.

f) Si une demande de brevet contient la revendication de priorités multiples, ou si l'examen révèle qu'une demande est complexe, l'Administration devra, tout au moins, autoriser le demandeur à la diviser dans des conditions que déterminera la législation intérieure, en conservant comme date de chaque demande divisionnaire la date de la demande initiale et, s'il y a lieu, le bénéfice du droit de priorité.

ARTICLE 4bis.

Les brevets demandés dans les différents pays contractants par des ressortissants de l'Union seront indépendants des brevets obtenus pour la même invention dans les autres pays, adhérents ou non à l'Union.

Cette disposition doit s'entendre d'une façon absolue, notamment en ce sens que les brevets demandés pendant le délai de priorité sont indépendants, tant au point de vue des causes de nullité et de déchéance, qu'au point de vue de la durée normale.

Elle s'applique à tous les brevets existant au moment de sa mise en vigueur.

Il en sera de même, en cas d'accession de nouveaux pays, pour les brevets existant de part et d'autre au moment de l'accession.

ARTICLE 5.

L'introduction, par le breveté, dans le pays où le brevet a été délivré, d'objets fabriqués dans l'un ou l'autre des pays de l'Union, n'entraînera pas la déchéance.

Toutefois, chacun des pays contractants aura la faculté de prendre les mesures législatives nécessaires pour prévenir les abus qui pourraient résulter de l'exercice du droit exclusif conféré par le brevet, par exemple faute d'exploitation.

Ces mesures ne pourront prévoir la déchéance du brevet que si la concession de licences obligatoires ne suffisait pas pour prévenir ces abus.

En tout cas, le brevet ne pourra pas faire l'objet de telles mesures avant l'expiration d'au moins trois années à compter de la date où il a été accordé et si le breveté justifie d'excuses légitimes.

La protection des dessins et modèles industriels ne peut être atteinte par une chance quelconque pour introduction d'objets conformes à ceux qui sont protégés.

Aucun signe ou mention d'enregistrement ne sera exigé sur le produit pour la reconnaissance du droit.

Si, dans un pays, l'utilisation de la marque enregistrée est obligatoire, l'enregistrement ne pourra être annulé qu'après un délai équitable et si l'intéressé ne justifie pas des causes de son inaction.

ARTICLE 5*bis*.

Un délai de grâce, qui devra être au minimum de trois mois, sera accordé pour le paiement des taxes prévues pour le maintien des droits de priorité industrielle, moyennant le versement d'une surtaxe, si la législation nationale en impose une.

Pour les brevets d'invention, les pays contractants s'engagent, en outre, soit à porter le délai de grâce à six mois au moins, soit à prévoir la restauration du brevet tombé en déchéance par suite de non paiement de taxes, ces mesures restant soumises aux conditions prévues par la législation intérieure.

ARTICLE 5*ter*.

Dans chacun des pays contractants ne seront pas considérés comme portant atteinte aux droits du breveté :

1° L'emploi à bord des navires des autres pays de l'Union, des moyens faisant l'objet de son brevet dans le corps du navire, dans les machines, agrès, appareils et autres accessoires, lorsque ces navires pénétreront temporairement ou accidentellement dans les eaux du pays, sous réserve que ces moyens y soient employés exclusivement pour les besoins du navire;

2° L'emploi des moyens faisant l'objet du brevet dans la construction ou le fonctionnement des engins de locomotion aérienne ou terrestre des autres pays de l'Union ou des accessoires de ces engins, lorsque ceux-ci pénétreront temporairement ou accidentellement dans ce pays.

ARTICLE 6.

Toute marque de fabrique ou de commerce régulièrement enregistrée dans le pays d'origine sera admise au dépôt et protégée telle quelle dans les autres pays de l'Union.

Toutefois, pourront être refusées ou invalidées :

1° Les marques qui sont de nature à porter atteinte à des droits acquis par des tiers dans le pays où la protection est réclamée;

2° Les marques dépourvues de tout caractère distinctif, ou bien composées exclusivement de signes ou d'indications pouvant servir, dans le commerce, pour désigner l'espèce, la qualité, la quantité, la destination, la valeur, le lieu d'origine des produits ou l'époque de production, ou devenus usuels dans le langage courant ou les habitudes loyales et constantes du commerce du pays où la protection est réclamée.

Dans l'appréciation du caractère distinctif d'une marque, on devra tenir compte de toutes les circonstances de fait, notamment de la durée de l'usage de la marque.

3° Les marques qui sont contraires à la morale ou à l'ordre public.

Il est entendu qu'une marque ne pourra être considérée comme contraire à l'ordre public pour la seule raison qu'elle n'est pas conforme à quelque disposition de la législation sur les marques, sauf le cas où cette disposition elle-même concerne l'ordre public.

Sera considéré comme pays d'origine :

Le pays de l'Union où le déposant a un établissement industriel ou commercial effectif et sérieux, et, s'il n'a pas un tel établissement, le pays de l'Union

où il a son domicile et, s'il n'a pas de domicile dans l'Union, le pays de sa nationalité, au cas où il est ressortissant d'un pays de l'Union.

En aucun cas le renouvellement de l'enregistrement d'une marque dans le pays d'origine n'entraînera l'obligation de renouveler l'enregistrement dans les autres pays de l'Union où la marque aura été enregistrée.

Le bénéfice de la priorité reste acquis aux dépôts de marques effectués dans le délai de l'article 4, même lorsque l'enregistrement dans le pays d'origine n'intervient qu'après l'expiration de ce délai.

La disposition de l'alinéa 1 n'exclut pas le droit d'exiger du déposant un certificat d'enregistrement régulier, délivré par l'autorité compétente du pays d'origine, mais aucune législation ne sera requise pour ce certificat.

ARTICLE 6bis.

Les pays contractants s'engagent à refuser ou à invalider soit d'office si la législation du pays le permet, soit à la requête de l'intéressé, l'enregistrement d'une marque de fabrique ou de commerce qui serait la reproduction ou l'imitation susceptible de faire confusion, d'une marque que l'autorité compétente du pays de l'enregistrement estimera y être notoirement connue comme étant déjà la marque d'un ressortissant d'un autre pays contractant et utilisée pour des produits du même genre ou d'un genre similaire.

Un délai minimum de trois ans devra être accordé pour réclamer la radiation de ces marques. Le délai courra de la date de l'enregistrement de la marque.

Il ne sera pas fixé de délai pour réclamer la radiation des marques enregistrées de mauvaise foi.

ARTICLE 6ter.

Les pays contractants conviennent de refuser ou d'invalider l'enregistrement et d'interdire, par des mesures appropriées, l'utilisation, à défaut d'autorisation des pouvoirs compétents, soit comme marques de fabrique ou de commerce, soit comme éléments de ces marques, des armoiries, drapeaux et autres emblèmes d'Etat des pays contractants, signes et poinçons officiels de contrôle et de garantie adoptés par eux, ainsi que toute imitation au point de vue héraldique.

L'interdiction des signes et poinçons officiels de contrôle et de garantie s'appliquera seulement dans les cas où les marques qui les comprendront seront destinées à être utilisées sur des marchandises du même genre ou d'un genre similaire.

Pour l'application de ces dispositions, les pays contractants conviennent de se communiquer réciproquement, par l'intermédiaire du Bureau international de Berne, la liste des emblèmes d'Etat, signes et poinçons officiels de contrôle et de garantie, qu'ils désirent ou désireront placer, d'une façon absolue ou dans certaines limites, sous la protection du présent article, ainsi que toutes modifications ultérieures apportées à cette liste. Chaque pays contractant mettra à la disposition du public, en temps utile, les listes notifiées.

Tout pays contractant pourra, dans un délai de douze mois à partir de la réception de la notification, transmettre, par l'intermédiaire du Bureau international de Berne, au pays intéressé, ses objections éventuelles.

Pour les emblèmes d'Etat notoirement connus, les mesures prévues à

l'alinéa 4 s'appliqueront seulement aux marques enregistrées après la signature du présent Acte.

Pour les emblèmes d'Etat qui ne seraient pas notoirement connus, et pour les signes et poinçons officiels, ces dispositions ne seront applicables qu'aux marques enregistrées plus de deux mois après réception de la notification prévue par l'alinéa 3.

En cas de mauvaise foi, les pays auront la faculté de faire radier même les marques enregistrées avant la signature du présent Acte et comportant des emblèmes d'Etat, signes et poinçons.

Les nationaux de chaque pays qui seraient autorisés à faire usage des emblèmes d'Etat, signes et poinçons de leur pays, pourront les utiliser, même s'il y avait similitude avec ceux d'un autre pays.

Les contractants s'engagent à interdire l'usage, non autorisé dans le commerce, des armoiries d'Etats des autres pays contractants, lorsque cet usage sera de nature à induire en erreur sur l'origine des produits.

Les dispositions qui précèdent ne font pas obstacle à l'exercice, par les pays, de la faculté de refuser ou d'invalider, par application du numéro 3 de l'alinéa 2 de l'article 6, les marques contenant, sans autorisation, des armoiries, drapeaux, décorations et autres emblèmes d'Etat ou des signes et poinçons officiels adoptés par un pays de l'Union.

ARTICLE 7.

La nature du produit sur lequel la marque de fabrique ou de commerce doit être apposée ne peut, dans aucun cas, faire obstacle à l'enregistrement de la marque.

ARTICLE 7bis.

Les pays contractants s'engagent à admettre au dépôt et à protéger les marques appartenant à des collectivités dont l'existence n'est pas contraire à la loi du pays d'origine, même si ces collectivités ne possèdent pas un établissement industriel ou commercial.

Cependant, chaque pays sera juge des conditions particulières sous lesquelles une collectivité pourra être admise à faire protéger ses marques.

ARTICLE 8.

Le nom commercial sera protégé dans tous les pays de l'Union sans obligation de dépôt ou d'enregistrement, qu'il fasse ou non partie d'une marque de fabrique ou de commerce.

ARTICLE 9.

Tout produit portant illicitement une marque de fabrique ou de commerce ou un nom commercial, sera saisi à l'importation dans ceux des pays de l'Union dans lesquels cette marque ou ce nom commercial ont droit à la protection légale.

La saisie sera également effectuée dans le pays où l'apposition illicite aura lieu, ou dans le pays où aura été importé le produit.

La saisie aura lieu à la requête soit du ministère public, soit de toute autre autorité compétente, soit d'une partie intéressée, personne physique ou morale, conformément à la législation intérieure de chaque pays.

Les autorités ne seront pas tenues d'effectuer la saisie en cas de transit.

Si la législation d'un pays n'admet pas la saisie à l'importation, la saisie sera remplacée par la prohibition d'importation ou la saisie à l'intérieur.

Si la législation d'un pays n'admet ni la saisie à l'importation, ni la prohibition d'importation, ni la saisie à l'intérieur, et en attendant que cette législation soit modifiée en conséquence, ces mesures seront remplacées par les actions et moyens que la loi de ce pays assurerait en pareil cas aux nationaux.

ARTICLE 10.

Les dispositions de l'article précédent seront applicables à tout produit portant faussement comme indication de provenance, le nom d'une localité ou d'un pays déterminé lorsque cette indication sera jointe à un nom commercial fictif ou emprunté dans une intention frauduleuse.

Sera en tous cas reconnu comme partie intéressée, que ce soit une personne physique ou morale, tout producteur, fabricant ou commerçant engagé dans la production, la fabrication ou le commerce de ce produit et établi soit dans la localité faussement indiquée comme lieu de provenance, soit dans la région où cette localité est située, soit dans le pays faussement indiqué.

ARTICLE 10bis.

Les pays contractants sont tenus d'assurer aux ressortissants de l'Union une protection effective contre la concurrence déloyale.

Constitue un acte de concurrence déloyale tout acte de concurrence contraire aux usages honnêtes en matière industrielle ou commerciale.

Notamment devront être interdits :

1° Tous faits quelconques de nature à créer une confusion par n'importe quel moyen avec les produits d'un concurrent;

2° Les allégations fausses, dans l'exercice du commerce, de nature à discréditer les produits d'un concurrent.

ARTICLE 10ter.

Les pays contractants s'engagent à assurer aux ressortissants des autres pays de l'Union des recours légaux appropriés pour réprimer efficacement tous les actes visés aux articles 9, 10 et 10bis.

Ils s'engagent, en outre, à prévoir des mesures pour permettre aux syndicats et associations représentant l'industrie ou le commerce intéressé et dont l'existence n'est pas contraire aux lois de leur pays, d'agir en justice ou auprès des autorités administratives, en vue de la répression des actes prévus par les articles 9, 10 et 10bis, dans la mesure où la loi du pays dans lequel la protection est réclamée le permet aux syndicats et associations de ce pays.

ARTICLE 11.

Les pays contractants accorderont, conformément à leur législation intérieure, une protection temporaire aux inventions brevetables, aux modèles d'utilité, aux dessins ou modèles industriels ainsi qu'aux marques de fabrique ou de commerce, pour les produits qui figureront aux expositions internationales officiellement reconnues, organisées sur le territoire de l'un d'eux.

Cette protection temporaire ne prolongera pas les délais de l'article 4. Si plus tard le droit de priorité est invoqué, l'Administration de chaque pays pourra faire partir le délai de la date de l'introduction du produit dans l'exposition.

Chaque pays pourra exiger, comme preuve de l'identité de l'objet exposé et de la date d'introduction, les pièces justificatives qu'il jugera nécessaire.

ARTICLE 12.

Chacun des pays contractants s'engage à établir un service spécial de la propriété industrielle et un dépôt central pour la communication au public des brevets d'invention, des modèles d'utilité, des dessins ou modèles industriels et de marques de fabrique ou de commerce.

Ce service publiera une feuille périodique officielle.

ARTICLE 13.

L'Office international institué à Berne sous le nom de Bureau international pour la protection de la propriété industrielle est placé sous la haute autorité du Gouvernement de la Confédération Suisse, qui en règle l'organisation et en surveille le fonctionnement.

La langue officielle du Bureau international est la langue française.

Le Bureau international centralise les renseignements de toute nature relatifs à la protection de la propriété industrielle, il les réunit et les publie. Il procède aux études d'utilité commune intéressant l'Union et rédige, à l'aide des documents qui sont mis à sa disposition par les diverses Administrations, une feuille périodique, en langue française, sur les questions concernant l'objet de l'Union.

Les numéros de cette feuille, de même que tous les documents publiés par le Bureau international, sont répartis entre les Administrations des pays de l'Union dans la proportion du nombre des unités contributives ci-dessous mentionnées. Les exemplaires et documents supplémentaires qui seraient réclamés, soit par lesdites Administrations, soit par des sociétés ou des particuliers, seront payés à part.

Le Bureau international doit se tenir en tout temps à la disposition des pays de l'Union, pour leur fournir, sur les questions relatives au service international de la Propriété industrielle, les renseignements spéciaux dont ils pourraient avoir besoin. Le Directeur du Bureau international fait sur sa gestion un rapport annuel qui est communiqué à tous les pays de l'Union.

Les dépenses du Bureau international seront supportées en commun par les pays contractants. Jusqu'à nouvel ordre, elles ne pourront pas dépasser la somme de cent vingt mille francs suisses par année. Cette somme pourra être augmentée, au besoin, par décision unanime d'une des Conférences prévues à l'article 14.

Pour déterminer la part contributive de chacun des pays dans cette somme totale des frais, les pays contractants et ceux qui adhéreront ultérieurement à l'Union sont divisés en six classes, contribuant chacune dans la proportion d'un certain nombre d'unités, savoir :

1 ^e classe.		25 unités
2 ^e »		20 »
3 ^e »		15 »
4 ^e »		10 »
5 ^e »		5 »
6 ^e »		3 »

Ces coefficients sont multipliés par le nombre des pays de chaque classe, et la somme des produits ainsi obtenus fournit le nombre d'unités par lequel la dépense totale doit être divisée. Le quotient donne le montant de l'unité de dépense.

Chacun des pays contractants désignera, au moment de son accession, la classe dans laquelle il désire être rangé.

Le Gouvernement de la Confédération Suisse surveille les dépenses du Bureau international, fait les avances nécessaires et établit le compte annuel qui sera communiqué à toutes les autres Administrations.

ARTICLE 14.

La présente Convention sera soumise à des révisions périodiques, en vue d'y introduire les améliorations de nature à perfectionner le système de l'Union.

A cet effet, des Conférences auront lieu, successivement, dans l'un des pays contractants entre les Délégués desdits pays.

L'Administration du pays où doit siéger la Conférence préparera, avec le concours du Bureau international, les travaux de cette Conférence.

Le Directeur du Bureau international assistera aux séances des Conférences, et prendra part aux discussions, sans voix délibérative.

ARTICLE 15.

Il est entendu que les pays contractants se réservent respectivement le droit de prendre séparément, entre eux, des arrangements particuliers pour la protection de la propriété industrielle, en tant que ces arrangements ne contreviendraient point aux dispositions de la présente Convention.

ARTICLE 16.

Les pays qui n'ont point pris part à la présente Convention seront admis à y adhérer sur leur demande.

Cette adhésion sera notifiée par la voie diplomatique au Gouvernement de la Confédération Suisse et par celui-ci à tous les autres.

Elle emportera, de plein droit, accession à toutes les clauses et admission à tous les avantages stipulés par la présente Convention, et produira ses effets un mois après l'envoi de la notification faite par le Gouvernement de la Confédération Suisse aux autres pays unionistes, à moins qu'une date postérieure n'ait été indiquée par le pays adhérent.

ARTICLE 16bis.

Les pays contractants ont le droit d'accéder en tout temps à la présente Convention pour leurs colonies, possessions, dépendances et protectorats, ou territoires administrés en vertu d'un mandat de la Société des Nations, ou pour certains d'entre eux.

Ils peuvent à cet effet soit faire une déclaration générale par laquelle toutes leurs colonies, possessions, dépendances et protectorats et les territoires visés à l'alinéa premier, sont compris dans l'accession, soit nommer expressément ceux qui y sont compris, soit se borner à indiquer ceux qui en sont exclus.

Cette déclaration sera notifiée par écrit au Gouvernement de la Confédération Suisse et par celui-ci à tous les autres.

Les pays contractants pourront, dans les mêmes conditions, dénoncer la Convention pour leurs colonies, possessions, dépendances et protectorats, ou pour les territoires visés à l'alinéa premier, ou pour certains d'entre eux.

ARTICLE 17.

L'exécution des engagements réciproques contenus dans la présente Convention est subordonnée, en tant que de besoin, à l'accomplissement des formalités et règles établies par les lois constitutionnelles de ceux des pays contractants qui sont tenus d'en provoquer l'application, ce qu'ils s'obligent à faire dans le plus bref délai possible.

ARTICLE 17bis.

La Convention demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé, jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où la dénonciation en sera faite.

Cette dénonciation sera adressée au Gouvernement de la Confédération Suisse. Elle ne produira son effet qu'à l'égard du pays qui l'aura faite, la Convention restant exécutoire pour les autres pays contractants.

ARTICLE 18.

Le présent Acte sera ratifié et les ratifications en seront déposées à La Haye au plus tard le 1^{er} mai 1928. Il entrera en vigueur, entre les pays qui l'auront ratifié, un mois après cette date. Toutefois, si auparavant il était ratifié par six pays au moins, il entrerait en vigueur, entre ces pays, un mois après que le dépôt de la sixième ratification leur aurait été notifié par le Gouvernement de la Confédération Suisse et, pour les pays qui ratifieraient ensuite, un mois après la notification de chacune de ces ratifications.

Cet Acte remplacera, dans les rapports entre les pays qui l'auront ratifié, la Convention d'Union de Paris de 1883 révisée à Washington le 2 juin 1914 et le Protocole de clôture, lesquels resteront en vigueur dans les rapports avec les pays qui n'auront pas ratifié le présent Acte.

ARTICLE 19.

Le présent Acte sera signé en un seul exemplaire, lequel sera déposé aux archives du Gouvernement des Pays-Bas. Une copie certifiée sera remise par ce dernier à chacun des Gouvernements des pays contractants.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Acte.

Fait à La Haye, en un seul exemplaire, le 6 novembre 1925.

Pour l'Allemagne :

VIETINGHOFF,
V. SPECHT,
KLAUER,
Albert OSTERRIETH.

Pour l'Australie :

G. V. WATSON.

<i>Pour l'Autriche :</i>	Dr Carl DUSCHANEK, Dr Hans FORTWANGLER.
<i>Pour la Belgique :</i>	CAPITAINE, Louis ANDRÉ, Thomas BRAUN, D. COPPIETERS.
<i>Pour les États-Unis du Brésil :</i>	J. A. BARBOZA CARNEIRO, Carlos Americo BARBOSA DE OLIVEIRA.
<i>Pour le Canada :</i>	Frederick H. PALMER.
<i>Pour Cuba :</i>	R. DE LA TORRE,
<i>Pour le Danemark :</i>	N. J. EHRENREICH HANSEN.
<i>Pour la Ville Libre de Dantzig :</i>	St. KOZMINSKI.
<i>Pour la République Dominicaine :</i>	C. G. DE HASETH Cz.
<i>Pour l'Espagne :</i>	SANTIAGO MENDEZ DE VIGO, FERNANDO CABELLO LAPIEDRA, JOSÉ GARCIA MONGE.
<i>Pour l'Esthonie :</i>	O. AARMANN.
<i>Pour les États-Unis d'Amérique :</i>	Thomas E. ROBERTSON, Wallace R. LANE, Jo. BAILLY BROWN.
<i>Pour la Finlande :</i>	Yrjo SAASTAMOINEN.
<i>Pour la France :</i>	Ch. DE MARCILLY, Marcel PLAISANT, Ch. DROUETS, Georges MAILLARD.
<i>Pour la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord :</i>	H. LLEWELLYN SMITH, A. J. MARTIN, A. BALFOUR.
<i>Pour la Hongrie :</i>	ELEMER DE POMPERY.
<i>Pour l'Etat Libre d'Irlande :</i>	G. O'KELLY DE GALLAGH.
<i>Pour l'Italie :</i>	DOMENICO BARONE, LETTERIO LABOCCEA, MARIO GHIRON.
<i>Pour le Japon :</i>	S. SAKIKAWA, N. ITO.
<i>Pour le Maroc :</i>	Ch. DE MARCILLY.

<i>Pour les Etats-Unis du Mexique :</i>	Julio POULAT.
<i>Pour la Norvège :</i>	B. WYLLER.
<i>Pour les Pays-Bas :</i>	J. ALINGH PRINS, BIJLEVELD, DIJCKMEESTER.
<i>Pour la Pologne :</i>	St. KOZMINSKI, Frederic ZOLL.
<i>Pour le Portugal :</i>	BANDEIRA.
<i>Pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes :</i>	Dr Yanko CHOUMANE, MILHAÏLO PREDITCH.
<i>Pour la Suède :</i>	E. O. J. BJORKLUND, H. HJERTEN, Axel HASSELROT.
<i>Pour la Suisse :</i>	A. DE PURY, W. KRAFT.
<i>Pour la Syrie et le Grand Liban :</i>	Ch. DE MARCILLY.
<i>Pour la Tchécoslovaquie :</i>	BARACEK. Prof. Dr. Karel-Hermann OTAVSKI, Ing. BOHUSLAV PAVLOUSEK.
<i>Pour la Tunisie :</i>	Ch. DE MARCILLY.
<i>Pour la Turquie :</i>	—

ARRANGEMENT DE MADRID

du 14 avril 1891, concernant l'Enregistrement International des Marques de Fabriques ou de Commerce, révisé à Bruxelles le 14 décembre 1900, à Washington le 2 juin 1911 et à la Haye le 6 novembre 1925.

Les soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont, d'un commun accord, arrêté le texte suivant, qui remplacera l'Arrangement de Madrid du 14 avril 1891, révisé à Washington le 2 juin 1911, savoir :

ARTICLE PREMIER.

Les ressortissants de chacun des pays contractants pourront s'assurer, dans tous les autres pays, la protection de leurs marques de fabrique ou de commerce enregistrées dans le pays d'origine, moyennant le dépôt desdites marques au Bureau international, à Berne, fait par l'entremise de l'Administration dudit pays d'origine.

Fait règle pour la définition du pays d'origine, la disposition y relative de l'article 6 de la Convention générale d'Union pour la protection de la propriété industrielle.

ARTICLE 2.

Sont assimilés aux ressortissants des pays contractants les sujets ou citoyens des pays n'ayant pas adhéré au présent Arrangement qui, sur le territoire de l'Union restreinte constituée par ces derniers, satisfont aux conditions établies par l'article 3 de la Convention générale.

ARTICLE 3.

Toute demande d'enregistrement international devra être présentée sur le formulaire prescrit par le Règlement d'exécution, et l'Administration du pays d'origine de la marque certifiera que les indications qui figurent sur ces demandes correspondent à celles du registre national.

Si le déposant revendique la couleur à titre d'élément distinctif de sa marque, il sera tenu :

1° De le déclarer et d'accompagner son dépôt d'une mention indiquant la couleur ou la combinaison de couleurs revendiquée;

2° De joindre à sa demande des exemplaires de ladite marque en couleur, qui seront annexés aux notifications faites par le Bureau international. Le nombre de ces exemplaires sera fixé par le règlement d'exécution.

Le Bureau international enregistrera immédiatement les marques déposées conformément à l'article premier. Il notifiera cet enregistrement sans retard aux diverses Administrations. Les marques enregistrées seront publiées dans une feuille périodique éditée par le Bureau international, au moyen des indications contenues dans la demande d'enregistrement et d'un cliché fourni par le déposant.

En vue de la publicité à donner, dans les pays contractants, aux marques enregistrées, chaque Administration recevra gratuitement du Bureau international le nombre d'exemplaires de la susdite publication qu'il lui plaira de demander. Cette publicité sera considérée dans tous les pays contractants comme pleinement suffisante, et aucune autre ne pourra être exigée du déposant.

ARTICLE 4.

A partir de l'enregistrement ainsi fait au Bureau international, la protection de la marque dans chacun des pays contractants sera la même que si cette marque y avait été directement déposée.

Toute marque qui a été l'objet d'un enregistrement international jouira du droit de priorité établi par l'article 4 de la Convention générale, sans qu'il soit nécessaire d'accomplir les formalités prévues dans la lettre *d* de cet article.

ARTICLE 4bis.

Lorsqu'une marque, déjà déposée dans un ou plusieurs des pays contractants, a été postérieurement enregistrée par le Bureau international au nom du même titulaire ou de son ayant cause, l'enregistrement international sera considéré comme substitué aux enregistrements nationaux antérieurs, sans préjudice des droits acquis par le fait de ces derniers.

ARTICLE 5.

Dans les pays où leur législation les y autorise, les Administrations auxquelles le Bureau international notifiera l'enregistrement d'une marque auront la faculté de déclarer que la protection ne peut être accordée à cette marque sur leur territoire. Un tel refus ne pourra être opposé que dans les conditions qui s'appliqueraient, en vertu de la Convention générale, à une marque déposée à l'enregistrement national.

Les Administrations qui voudront exercer cette faculté devront notifier leurs refus, avec indication des motifs, au Bureau international, dans le délai prévu par leur loi nationale et, au plus tard, avant la fin d'une année comptée à partir de l'enregistrement international de la marque.

Le Bureau international transmettra sans retard à l'Administration du pays d'origine et au propriétaire de la marque, ou à son mandataire, si celui-ci a été indiqué au Bureau par ladite Administration, un des exemplaires de la déclaration de refus ainsi notifiée. L'intéressé aura les mêmes moyens de recours que si la marque avait été par lui directement déposée dans le pays où la protection est refusée.

Les Administrations qui, dans le délai maximum sus-indiqué d'un an, n'auront adressé aucune communication au Bureau international seront censées avoir accepté la marque.

ARTICLE 5bis.

Les pièces justificatives de la légitimité d'usage de certains éléments contenus dans les marques, tels que armoiries, écussons, portraits, distinctions honorifiques, titres, noms commerciaux ou noms de personnes autres que celui du déposant, ou autres inscriptions analogues qui pourraient être réclamées par les

Administrations des pays contractants, seront dispensées de toute certification ou légalisation autre que celle de l'Administration du pays d'origine.

ARTICLE 5ter.

Le Bureau international délivrera à toute personne qui en fera la demande, moyennant une taxe fixée par le Règlement d'exécution, une copie des mentions inscrites dans le Registre relativement à une marque déterminée.

Il pourra aussi, contre rémunération, se charger de faire des recherches d'antériorité parmi les marques internationales.

ARTICLE 6.

La protection résultant de l'enregistrement au Bureau international durera vingt ans à partir de cet enregistrement (sous réserve de ce qui est prévu à l'article 8 pour le cas où le déposant n'aura versé qu'une fraction de l'émolument international), mais elle ne pourra être invoquée en faveur d'une marque qui ne jouirait plus de la protection légale dans le pays d'origine.

ARTICLE 7.

L'enregistrement pourra toujours être renouvelé suivant les prescriptions des articles 1 et 3 pour une nouvelle période de vingt ans à compter depuis la date de renouvellement.

Six mois avant l'expiration du terme de protection, le Bureau international rappellera au propriétaire de la marque, par l'envoi d'un avis officiel, la date exacte de cette expiration.

Si la marque présentée en renouvellement du précédent dépôt a subi une modification de forme, les Administrations pourront se refuser à l'enregistrer à titre de renouvellement et le même droit leur appartiendra en cas de changement dans l'indication des produits auxquels la marque doit s'appliquer, à moins que, sur notification de l'objection par l'intermédiaire du Bureau international, l'intéressé ne déclare renoncer à la protection pour les produits autres que ceux désignés en mêmes termes lors de l'enregistrement antérieur.

Lorsque la marque n'est pas admise à titre de renouvellement, il pourra être tenu compte des droits d'antériorité ou autres acquis par le fait de l'enregistrement antérieur.

ARTICLE 8.

L'Administration du pays d'origine fixera à son gré, et percevra à son profit, une taxe nationale qu'elle réclamera du propriétaire de la marque dont l'enregistrement international est demandé.

A cette taxe s'ajoutera un émolument international (en francs suisses) de cent cinquante francs pour la première marque, et de cent francs pour chacune des marques suivantes, déposées en même temps au Bureau international au nom du même propriétaire.

Le déposant aura la faculté de n'acquitter au moment du dépôt international qu'un émolument de cent francs pour la première marque et de soixante-quinze francs pour chacune des marques déposées en même temps que la première.

Si le déposant fait usage de cette faculté, il devra, avant l'expiration d'un délai de dix ans compté à partir de l'enregistrement international, verser au

Bureau international un complément d'émolument de soixante-quinze francs pour la première marque et de cinquante francs pour chacune des marques déposées en même temps que la première, faute de quoi, à l'expiration de ce délai, il perdra le bénéfice de son enregistrement. Six mois avant cette expiration, le Bureau international rappellera au déposant, par l'envoi d'un avis officieux, à toutes fins utiles, la date exacte de cette expiration. Si le complément d'émolument n'est pas versé avant l'expiration de ce délai au Bureau international, celui-ci radiera la marque, notifiera cette opération aux Administrations et la publiera dans son journal.

Lorsque la liste des produits pour lesquels la protection est revendiquée contiendra plus de cent mots, l'enregistrement de la marque ne sera effectué qu'après paiement d'une surtaxe à fixer par le Règlement d'exécution.

Le produit annuel des diverses recettes de l'enregistrement international sera réparti par parts égales entre les pays contractants par les soins du Bureau international, après déduction des frais communs nécessités par l'exécution du présent Arrangement.

Si, au moment de l'entrée en vigueur du présent Arrangement révisé, un pays ne l'a pas encore ratifié, il n'aura droit, jusqu'à la date de son adhésion postérieure, qu'à une répartition de l'excédent de recettes calculé sur la base des anciennes taxes.

ARTICLE 8bis.

Le propriétaire d'une marque internationale peut toujours renoncer à la protection dans un ou plusieurs des pays contractants, au moyen d'une déclaration remise à l'Administration du pays d'origine de la marque, pour être communiquée au Bureau international, qui la notifiera aux pays, que cette renonciation concerne.

ARTICLE 9.

L'Administration du pays d'origine notifiera au Bureau international les annulations, radiations, renonciations, transmissions et autres changements apportés à l'inscription de la marque.

Le Bureau inscrira ces changements dans le Registre international, les notifiera à son tour aux Administrations des pays contractants, et les publiera dans son journal.

On procédera de même lorsque le propriétaire de la marque demandera à réduire la liste des produits auxquels elle s'applique.

Ces opérations peuvent être soumises à une taxe qui sera fixée par le Règlement d'exécution.

L'addition ultérieure d'un nouveau produit à la liste ne peut être obtenue que par un nouveau dépôt effectué conformément aux prescriptions de l'article 3.

A l'addition est assimilée la substitution d'un produit à un autre.

ARTICLE 9bis.

Lorsqu'une marque inscrite dans le Registre international sera transmise à une personne établie dans un pays contractant autre que le pays d'origine de la marque, la transmission sera notifiée au Bureau international par l'Administration de ce même pays d'origine. Le Bureau international, après avoir reçu l'assentiment de l'Administration à laquelle ressortit le nouveau titulaire, enregis-

trera la transmission, la notifiera aux autres Administrations et la publiera dans son journal en mentionnant, si possible, la date et le numéro d'enregistrement de la marque dans son nouveau pays d'origine.

Nulle transmission de marque inscrite dans le Registre international, faite au profit d'une personne non admise à déposer une marque internationale, ne sera enregistrée.

ARTICLE 9ter.

Les dispositions des articles 9 et 9bis concernant les transmissions n'ont point pour effet de modifier les législations des pays contractants qui prohibent la transmission de la marque sans la cession simultanée de l'établissement industriel ou commercial dont elle distingue les produits.

ARTICLE 10.

Les Administrations régleront d'un commun accord les détails relatifs à l'exécution du présent Arrangement.

ARTICLE 11.

Les pays de l'Union pour la protection de la propriété industrielle qui n'ont pas pris part au présent Arrangement seront admis à y adhérer sur leur demande et dans la forme prescrite par la Convention générale.

Dès que le Bureau international sera informé qu'un pays ou une de ses colonies a adhéré au présent Arrangement, il adressera à l'Administration de ce pays, conformément à l'article 3, une notification collective des marques qui, à ce moment, jouiront de la protection internationale.

Cette notification assurera, par elle-même, auxdites marques le bénéfice des précédentes dispositions sur le territoire du pays adhérent, et fera courir le délai d'un an pendant lequel l'Administration intéressée peut faire la déclaration prévue par l'article 5.

Toutefois, chaque pays en adhérant au présent Arrangement pourra déclarer que, sauf en ce qui concerne les marques internationales ayant déjà fait antérieurement dans ce pays l'objet d'un enregistrement national identique encore en vigueur et qui seront immédiatement reconnues sur la demande des intéressés, l'application de cet Acte sera limitée aux marques qui seront enregistrées à partir du jour où cette adhésion deviendra effective.

Cette déclaration dispensera le Bureau international de faire la notification collective sus-indiquée. Il se bornera à notifier les marques en faveur desquelles la demande d'être mis au bénéfice de l'exception à l'alinéa précédent lui parviendra, avec les précisions nécessaires, dans le délai d'une année à partir de l'accession du nouveau pays.

ARTICLE 12.

Le présent Arrangement sera ratifié, et les ratifications en seront déposées à La Haye, au plus tard le 1^{er} mai 1928.

Il entrera en vigueur un mois après cette date et aura la même force et durée que la Convention générale.

Cet Acte remplacera, dans les rapports entre les pays qui l'auront ratifié, l'Arrangement de Madrid de 1891, révisé à Washington le 2 juin 1911. Toute-

fois, celui-ci restera en vigueur dans les rapports avec les pays qui n'auront pas ratifié le présent Acte.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Arrangement.

Fait à La Haye, en un seul exemplaire, le 6 novembre 1925,

Pour l'Allemagne :

VIETINGHOFF,
v. SPECHT,
KLAUER,
Albert OSTERRIETH.

Pour l'Autriche :

Dr Carl DUSCHANEK,
Dr Hans FORTWANGLER.

Pour la Belgique :

CAPITAINE,
Louis ANDRÉ,
Thomas BRAUN,
D. COPPIETERS.

Pour les Etats-Unis du Brésil :

J. A. BARBOZA CARNEIRO,
Carlos Americo BARBOSA DE OLIVEIRA.

Pour Cuba :

R. DE LA TORRE.

Pour la Ville Libre de Dantzig :

St. KOZMINSKI.

Pour l'Espagne :

SANTIAGO MENDEZ DE VIGO,
FERNANDO CABELLO LAPIEDRA,
JOSÉ GARCIA MONGE.

Pour la France :

Ch. DE MARCILLY,
Marcel PLAISANT,
Ch. DROUETS,
Georges MAILLARD.

Pour la Hongrie :

ELEMER DE POMPERY.

Pour l'Italie :

DOMENICO BARONE,
LETTERIO LABOCCETA,
MARIO GHIRON.

Pour le Maroc :

Ch. DE MARCILLY.

Pour les Etats-Unis du Mexique :

Julio POULAT.

Pour les Pays-Bas :

J. ALINGH PRINS,
BILLEVELD,
DIJCKMEESTER.

Pour le Portugal :

BANDEIRA.

Pour le Royaume des Serbes, Croates et

Slovènes :

Dr Yanko CHOUMANE,
MILHAÏLO PREDITCH.

Pour la Suisse :

A. DE PURY,
W. KRAFT.

Pour la Tchécoslovaquie :

BARACEK,
Prof. Dr Karel HERMANN-OTAVSKY,
Ing. BOHUSLAV PAVLOUSEK.

Pour la Tunisie :

Ch. DE MARCILLY.

Pour la Turquie :

ARRANGEMENT DE LA HAYE**du 6 novembre 1925, concernant le Dépôt International
des Dessins ou Modèles Industriels.**

Les soussignés Plénipotentiaires des Gouvernements ci-dessus énumérés,

Vu l'article 15 de la Convention d'Union internationale du 20 mars 1883 pour la protection de la propriété industrielle, révisée à Bruxelles le 14 décembre 1900 et à Washington le 2 juin 1911,

Ont, d'un commun accord et sous réserve de ratification, arrêté l'Arrangement suivant :

ARTICLE PREMIER.

Les ressortissants de chacun des pays contractants ainsi que les personnes ayant satisfait sur le territoire de l'Union restreinte aux conditions établies par l'article 3 de la Convention générale, pourront s'assurer dans tous les autres pays contractants la protection de leurs dessins ou modèles industriels, au moyen d'un dépôt international effectué au Bureau international de la propriété industrielle à Berne.

ARTICLE 2.

Le dépôt international comprendra les dessins ou modèles soit sous la forme du produit industriel auquel ils sont destinés, soit sous celle d'un dessin, d'une photographie ou de toute autre représentation graphique suffisante dudit dessin ou modèle.

Les objets seront accompagnés d'une demande de dépôt international en double exemplaire contenant en langue française les indications que précisera le Règlement d'exécution.

ARTICLE 3.

Aussitôt que le Bureau international de Berne aura reçu la demande de procéder à un dépôt international, il inscrira cette demande dans un registre spécial, notifiera cette inscription à l'Administration qui lui aura été indiquée par chaque pays contractant et la publiera dans une feuille périodique dont il distribuera gratuitement à chaque Administration le nombre d'exemplaires voulu.

Les dépôts seront conservés dans les archives du Bureau international.

ARTICLE 4.

Celui qui effectue le dépôt international d'un dessin ou modèle industriel est considéré jusqu'à preuve du contraire comme propriétaire de l'œuvre.

Le dépôt international est purement déclaratif. En tant que dépôt, il produira dans chacun des pays contractants les mêmes effets que si les dessins ou modèles y avaient été directement déposés à la date du dépôt international sous bénéfice toutefois des règles spéciales établies par le présent Arrangement.

La publicité mentionnée dans l'article précédent sera considérée dans tous les pays contractants comme suffisante et aucune autre ne pourra être exigée du déposant sous réserve des formalités à remplir pour l'exercice du droit, conformément à la loi intérieure.

Le droit de priorité établi par l'article 4 de la Convention générale sera garanti

à tout dessin ou modèle qui a fait l'objet d'un dépôt international, sans obligation d'aucune des formalités prévues par ce même article.

ARTICLE 5.

Les pays contractants conviennent de ne pas exiger que les dessins ou modèles ayant fait l'objet d'un dépôt international soient revêtus d'une mention obligatoire. Ils ne les frapperont de déchéance ni pour défaut d'exploitation, ni pour introduction d'objets conformes à ceux protégés.

ARTICLE 6.

Le dépôt international peut comprendre, soit un seul dessin ou modèle, soit plusieurs, dont le nombre devra être précisé dans la demande.

Il pourra être opéré, soit sous pli ouvert, soit sous pli cacheté. Seront acceptées notamment comme moyens de dépôt sous pli cacheté les enveloppes doubles avec numéro de contrôle perforées (système Soleau) ou tout autre système approprié pour assurer l'identification.

Les dimensions maxima des objets susceptibles d'être déposés seront déterminées par le Règlement d'exécution.

ARTICLE 7.

La durée de la protection internationale est fixée à 15 ans, comptés à partir de la date du dépôt au Bureau international de Berne; ce délai est divisé en deux périodes, savoir une période de cinq ans et une période de dix ans.

ARTICLE 8.

Pendant la première période de protection, les dépôts seront admis, soit sous pli ouvert, soit sous pli cacheté; pendant la deuxième période ils ne seront admis qu'à découvert.

ARTICLE 9.

Au cours de la première période, les dépôts sous pli cacheté pourront être ouverts sur la demande du déposant ou d'un tribunal compétent; à l'expiration de la première période ils seront ouverts en vue du passage à la seconde période, sur une demande de prorogation.

ARTICLE 10.

Dans les six premiers mois de la cinquième année de la première période, le Bureau international donnera un avis officiel de l'échéance au déposant du dessin ou du modèle.

ARTICLE 11.

Lorsque le déposant désirera obtenir la prolongation de la protection par le passage à la deuxième période, il devra remettre au Bureau international, au plus tard trois mois avant l'expiration du délai, une demande de prorogation.

Le Bureau procédera à l'ouverture du pli, s'il est cacheté, notifiera la prorogation intervenue à toutes les Administrations et la publiera dans son journal.

ARTICLE 12.

Les dessins et modèles contenus dans les dépôts non prorogés, de même que ceux dont la protection est expirée, seront rendus tels quels à leurs propriétaires, sur leur demande et à leurs frais. S'ils ne sont pas réclamés, ils seront détruits au bout de deux ans.

ARTICLE 13.

Les déposants pourront à toute époque renoncer à leur dépôt, soit en totalité, soit partiellement, au moyen d'une déclaration qui sera adressée au Bureau international; ce dernier lui donnera la publicité prévue à l'article 3.

La renonciation comporte la restitution du dépôt aux frais du déposant.

ARTICLE 14.

Lorsqu'un tribunal ou toute autre autorité compétente ordonnera qu'un dessin ou modèle secret lui soit communiqué, le Bureau international, régulièrement requis, procédera à l'ouverture du paquet déposé, en extraira le dessin ou modèle demandé et le fera parvenir à l'autorité requérante. L'objet ainsi communiqué devra être restitué dans le plus bref délai possible et réincorporé dans le pli cacheté ou dans l'enveloppe.

ARTICLE 15.

Les taxes du dépôt international, qui seront à payer avant qu'il puisse être procédé à l'inscription du dépôt, sont ainsi fixées :

1° Pour un seul dessin ou modèle et pour la première période de 5 ans : une somme de 5 francs;

2° Pour un seul dessin ou modèle, à l'expiration de la première période et pour la durée de la deuxième période de 10 ans : une somme de 10 francs;

3° Pour un dépôt multiple et pour la première période de 5 ans : une somme de 10 francs;

4° Pour un dépôt multiple, à l'expiration de la première période et pour la durée de la deuxième période de 10 ans : une somme de 50 francs.

ARTICLE 16.

Le produit net annuel des taxes sera réparti, conformément aux modalités prévues par l'article 8 du Règlement, entre les pays contractants par les soins du Bureau international, après déduction des frais communs nécessités par l'exécution du présent Arrangement.

ARTICLE 17.

Le Bureau international inscrira dans ses registres tous les changements affectant la propriété des dessins ou modèles, dont il aura reçu notification de la part des intéressés; il les dénoncera à son tour aux Administrations des pays contractants et les publiera dans son journal.

Ces opérations peuvent être soumises à une taxe qui sera fixée par le Règlement d'exécution.

ARTICLE 18.

Le Bureau international délivrera à toute personne, sur demande, contre une taxe fixée par le Règlement, une expédition des mentions inscrites dans le registre au sujet d'un dessin ou modèle déterminé.

L'expédition pourra être accompagnée d'un exemplaire ou d'une reproduction du dessin ou modèle, qui auront pu être fournis au Bureau international et qu'il certifiera conforme à l'objet déposé à découvert. Si le Bureau n'est pas en possession d'exemplaires ou de reproductions semblables, il en fera faire, sur la demande des intéressés et à leurs frais.

ARTICLE 19.

Les archives du Bureau international, pour autant qu'elles contiennent des dépôts ouverts, sont accessibles au public. Toute personne peut en prendre connaissance, en présence d'un des fonctionnaires, ou obtenir du Bureau des renseignements écrits sur le contenu du registre, et cela moyennant paiement des taxes à fixer par le Règlement.

ARTICLE 20.

Les détails d'application du présent Arrangement seront déterminés par un Règlement d'exécution dont les prescriptions pourront être, à toute époque, modifiées d'un commun accord par les Administrations des pays contractants.

ARTICLE 21.

Les dispositions du présent Arrangement ne comportent qu'un minimum de protection; elles n'empêchent pas de revendiquer l'application des prescriptions plus larges qui seraient édictées par la législation intérieure d'un pays contractant; elles laissent également subsister l'application des dispositions de la Convention de Berne révisée de 1908, relatives à la protection des œuvres artistiques et des œuvres d'art appliquées à l'industrie.

ARTICLE 22.

Les pays membres de l'Union qui n'ont pas pris part au présent Arrangement seront admis à y adhérer sur leur demande et dans la forme prescrite par les articles 16 et 16bis de la Convention générale.

ARTICLE 23.

Le présent Arrangement sera ratifié et les ratifications en seront déposées à La Haye au plus tard le 1^{er} mai 1928.

Il entrera en vigueur, entre les pays qui l'auront ratifié, un mois après cette date et aura la même force et durée que la Convention générale.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des Etats ci-dessus énumérés ont signé le présent Arrangement.

Fait à La Haye, en un seul exemplaire, le 6 novembre 1925.

Pour l'Allemagne :

VIETINGHOFF,

V. SPECHT,
KLAUER,
Albert OSTERRIETH.

Pour la Belgique :

CAPITAINE,
Louis ANDRÉ,
Thomas BRAUN,
D. COPPIETERS.

Pour la Ville Libre de Dantzig :

St. KOZMINSKI.

Pour la République Dominicaine :

Pour l'Espagne :

SANTIAGO MENDEZ DE VIGO,
FERNANDO CABELLO LAPIEDRA,
JOSÉ GARCIA MONGE.

Pour la France :

Ch. DE MARCILLY,
Marcel PLAISANT,
Ch. DROUETS,
Georges MAILLARD.

Pour le Maroc :

Ch. DE MARCILLY,

Pour les Pays-Bas :

J. ALINGH PRINS,
BIJLEVELD,
DIJCKMEESTER.

Pour le Portugal :

BANDEIRA.

Pour la Suisse :

A. DE PURY,
W. KRAFT.

Pour la Syrie et le Grand Liban :

Ch. DE MARCILLY,

Pour la Tchécoslovaquie :

Pour la Tunisie :

Ch. DE MARCILLY,



(50)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 10 MEI 1928.

Wetsontwerp

tot goedkeuring der internationale akten onderteekeut te 's Gravenhage op 6 November 1925, en betrekking hebbend op den industrieelen eigendom, op de internationale inschrijving van fabrieks- of handelsmerken en op het internationaal depot van teekeningen of modellen van nijverheid.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Zooals U bekend is, was het Unieverdrag van Parijs van 20 Maart 1883 voor de bescherming van den industrieelen eigendom reeds opvolgentlijk herzien geworden te Brussel, den 14^e December 1900 en te Washington den 2^e Juli 1911.

Zoo ook was de schikking van Madrid, van 14 April 1891, waarbij een bijzondere beperkte unie voor de internationale registreering der fabrieks- of handelsmerken gesticht werd, achtereenvolgens herzien geworden te Brussel en te Washington op de hierboven aangehaalde datums.

Een nieuwe herzieningsconferentie werd te 's Gravenhage gehouden in 1925 van 8 October tot 6 November. Zij herzag, in het licht van de in den loop der laatste jaren opgedane ondervinding, het werk der Conferentie van Washington, zoowel wat betreft het Unieverdrag als de bijzondere overeenkomst betreffende de internationale registreering der fabrieks- of handelsmerken (1). Bovendien, rekening houdend met de dikwijls geuite wenschen en zich in ruime mate latende leiden door wat voor de fabrieksmerken bestond, bestudeerde en verwezenlijkte zij een andere verbetering van het regime der internationale bescherming die van het internationale depôt van teekeningen en modellen van nijverheid.

De afvaardiging van België ter Conferentie van 's Gravenhage nam een actief deel aan de werkzaamheden dezer laatste en sloot zich bij hare besluiten aan, door op 6 November 1925, krachtens de volmachten waarvan zij voorzien was, drie nieuwe akten te onderteekenen, namelijk :

1^o Het herziene Unieverdrag tot bescherming van den industrieelen eigendom;

(1) Zij herzag eveneens de Schikking gezegd « van Madrid » aangaande de betengeling der valsehe aanduidingen van herkomst op koopwaren, waartoe België tot nog toe niet is toetreden.

2°) De herziene schikking betreffende de internationale inschrijving van fabrieks-of handelsmerken ;

3°) Een nieuwe schikking betreffende het internationaal depôt van teekeningen of modellen van nijverheid.

Het zijn deze drie akten. Mijne Heeren, die wij de eer hebben aan uwe besprekingen te onderwerpen en aangaande welke wij het van belang achten U de enkele onderstaande uitleggingen te geven :

Unieverdrag tot bescherming van den industrieelen eigendom.

ARTIKEL 1.

De opsomming der takken van den industrieelen eigendom, die voorkomt in artikel 2 der Overeenkomst, werd, met het oog op een betere verdeeling, overgebracht naar artikel 1. Op die wijze krijgt lid 1 van dit artikel, dat het voorwerp der Unie aangeeft, te weten, de bescherming van den handelseigendom, zijn logische ontwikkeling in lid 2.

Bovendien bevat lid 3 een formule bestemd om den tekst meer ophelderend te maken en op logische wijze de gedachte uit te drukken dat, buiten de eigenlijk gezegde voortbrengsels van de nijverheid en den handel, die natuurlijkerwijze tot het begrip van den industrieelen eigendom behooren, dit begrip nog andere domeinen omvat, inzonderheid het domein der landbouwnijverheden (wijnen, granen, tabaksbladeren, vruchten, vee, enz.) en der mijnbouwnijverheid (delfstoffen, minerale wateren, enz.). Deze ruime opvatting werd trouwens altijd op algemeene wijze aanvaard.

Eindelijk bepaalt de slotalinea op nauwkeurige wijze het begrip octrooi van uitvinding door de verschillende octrooien van nijverheid, van verbetering, van invoer en andere, door de wetten der unielanden aanvaard, te vermelden.

ARTIKEL 2.

De uitbreiding gegeven aan den tekst van artikel 1 (lid 3) heeft het mogelijk gemaakt de opsomming die voorkwam in artikel 2 der vorige overeenkomst te vervangen door de woorden « industrieelen eigendom ». Deze vereenvoudiging neemt niets weg van het veelomvattend karakter der beschikking.

Artikel 2 blijkt het grondartikel der Akte te zijn, in dien zin dat het het grondbeginsel van het regime der Unie voor de bescherming van den industrieelen eigendom formuleert : *de onderdanen van elk der verdragsluitende landen zullen in alle andere landen der Unie de voordeelen genieten, welke de onderscheidene wetten op dit oogenblik aan de nationalen toekennen of in het vervolg zullen toekennen.*

Het was echter noodig de toepassing van deze voorschriften in de verschillende landen te voorzien. Zekere onder hen voeren *ipso jure* de voordeelen van het Unieverdrag ten voordeele der Unieleden in door het eenvoudige feit van de bekrachtiging der Akte van Unie en stellen de herziening der binnenlandsche wet uit tot op het oogenblik dat hun het gunstigste lijkt ; de belanghebbenden moeten aldus een zekeren tijd wachten vooraleer zij tot het genot derzelfde verbeteringen worden toegelaten. Andere landen (1) daarentegen nemen deze beschikkingen in hunne binnenlandsche wetgeving op alvorens de overeenkomst bij hen in werking te stellen

(1) Inzonderheid in Groot-Brittannië en in de Vereenigde-Staten.

Met het doel den weg dien de Unie moet betreden aan te geven en de nieuwe toetredenden op klare en eenvormige wijze te leiden, gelijk ook om rekening te houden met den toestand van constitutioneelen aard van zekere Staten, is het gewenscht gebleken te vermelden dat de bescherming zou worden verleend onverminderd de door deze Overeenkomst bijzonderlijk voorziene rechten.

ARTIKEL 4.

De Overeenkomst stelt voortaan den duur van den termijn van voorrang voor de teekeningen en de modellen van nijverheid en voor de handels- of fabrieksmerken op zes maanden in plaats van *twaalf* maanden vast. Wat den termijn van voorrang voor de octrooien van uitvinding en de gebruiksmodellen betreft, deze blijft op *twaalf* maanden bepaald.

De wensch om den duur van den voorrangstermijn voor al de takken van industrieelen eigendom gelijk te maken werd reeds sedert lang uitgedrukt. Reeds in 1911, tijdens de Conferentie van Washington, had Duitschland de uitbreiding tot de teekeningen en modellen en tot de merken gevraagd van den termijn van voorrang van twaalf maanden voor de octrooien aanvaard. Echter werd slechts een voorstel dat het midden hield — dat van zes maanden — in aanmerking genomen, om de tweevoudige reden dat eenerzijds een verlenging van den termijn niet aanneembaar was voor de teekeningen en modellen waarvan den duur van bescherming volgens zekere wetgevingen reeds zeer kort is, en dat, anderzijds, het depôt der merken geen zeer ingewikkelde formaliteiten vereischt.

Rekening houdend met de weifeling die zich had voorgedaan in zekere jurisprudentie, is het verkieselijker gebleken het uitgangspunt van den voorrangstermijn met juistheid te bepalen. De redactie « deze termijnen beginnen te loopen » zou ten onrechte hebben kunnen doen gelooven dat de dag van het depôt medegerekend moet worden. Het is daarom dat de tekst zich te dien opzichte duidelijk uitdrukt. Van den anderen kant begrijpen deze termijnen den verjaardag van de eerste vraag in een Unieland — *dies ad quem* — en indien deze dag een wettige feestdag is in het land waar de bescherming wordt gevraagd, den eersten daarop volgende werkdag. Deze wijze van handelen laat toe den verjaardag met meer gemak vast te stellen. Het was bovendien billijk ten voordeele van den octrooiaanvrager den of de feestdagen af te rekenen die op het einde van den termijn vallen en waarvan het verklaarbaar is dat hij daar geen rekening mede heeft gehouden aangezien hij met den aard dier dagen niet bekend was.

ARTIKEL 5.

Volgens de termen der thans van kracht zijnde overeenkomst « zal de invoer, door den octrooihouder, in het land, waar het octrooi werd verleend, van voorwerpen, vervaardigd in een of ander land der Unie, het octrooi niet doen vervallen ».

« De octrooihouder zal evenwel verplicht blijven zijn octrooi te exploiteeren overeenkomstig de wetten van het land waar hij de gebreveteerde voorwerpen invoert, doch met de beperking dat het octrooi, wegens niet-exploiteeren in een der Unie-landen, maar vervallen kan verklaard worden na een termijn van drie jaar, gerekend met ingang van het depôt der aanvraag in bedoeld land, en enkel ingeval de octrooihouder de oorzaken zijner werkloosheid niet mocht opgeven ».

Maar zijn deze twee verzachtingen nog voldoende om de verplichting tot exploiteeren aannemelijk te maken? Kan men redelijkerwijs van den geniet-

van een gebreveteerde uitvinding, waarvan de mogelijke markt zich tot bijna alle Unielanden uitstrekt, eischen dat hij in elk dezer landen een fabriek oprichte indien hij beschermd wil zijn?

Het is in het licht en onder den drang dezer overwegingen dat het gedeeltelijk nieuwe artikel 5, op verschillende punten de economie van de oude beschikking geheel en al verandert.

De octrooihouder behoudt het zeer billijke recht, dat voorheen zekere Staten weigerden, in het land waarin het octrooi werd afgeleverd, voorwerpen vervaardigd in het een of het andere der Unielanden in te voeren, maar elk der Verdragssluitende Staten zal het recht hebben de wettelijke maatregelen te treffen, die hij gepast zou achten, om de misbruiken te voorkomen die zouden kunnen voortvloeien uit deze handelwijze en uit het gebrek van exploitatie. Echter kan deze sanctie slechts dan verval van het octrooi inhouden, indien de verleening van gedwongen licenties niet voldoende is om de misbruiken te voorkomen.

Het stelsel van de verleening van gedwongen licenties bevredigt ongetwijfeld alle tegenover elkaar staande belangen. Van den eenen kant wordt de uitvinder niet verplicht zelf een uitvinding te exploiteeren waarvan het mogelijk is dat de uitkomsten niet altijd in verhouding zijn met de kosten door deze exploitatie veroorzaakt. Maar van den anderen kant kan hij er zich niet tegen verzetten dat zij door een ander geëxploiteerd wordt. Trouwens, sedert de Conferentie van Madrid van 1891 en, meer in het bijzonder, sedert den oorlog is de beweging ten gunste van de vervanging der vervallenverklaring door de gedwongen licentie, als sanctie tegen de niet-exploitatie, sterker geworden, en men mag beweren dat men zich thans tegenover een samenloop van omstandigheden bevindt die gunstig zijn voor de instelling van het nieuwe regime.

Hoe het ook zij, er wordt aan den octrooihouder een zekeren tijd toegestaan om zijne uitvinding productief te maken, terwijl anderzijds de Overeenkomst verhindert dat het octrooi vervallen verklaard wordt wanneer de titularis niet verantwoordelijk kan gesteld worden voor het achterwege blijven der exploitatie. Zoodoende is het dat artikel 5 het volgende verklaart : « In elk geval zullen dergelijke maatregelen niet op een octrooi kunnen worden toegepast, voordat ten minste 3 jaren verstreken zijn, te rekenen van den dag waarop het verleend is af, en indien de octrooihouder zich rechtvaardigt door geldige redenen ».

Er dient opgemerkt te worden dat de termijn van drie jaar toegestaan om een aanvang te maken met de exploitatie niet meer zal beginnen te loopen te rekenen van het depôt der vraag, maar te rekenen van den dag waarop het octrooi verleend is. In de landen van onderzoek kan inderdaad een jaar of zelfs meer verlopen tusschen deze beide datums en loopt de werkelijke termijn van exploitatie, indien hij van den eersten datum af gerekend wordt, gevaar al te veel beperkt te worden. Met andere woorden, zoolang het octrooi niet is verleend, kan men van den verzoeker billijkerwijze niet verlangen dat hij het exploiteert.

ARTIKEL 5bis.

De beschikking van artikel 5bis is nieuw en moet vergeleken worden met het thans in België toegepaste regime. Luidens artikelen 3 en 22 der wet van 24 Mei 1854, door die van 30 December 1925 gewijzigd, moet de eerste annuïteit van het octrooi op voorhand voldaan worden; de volgende, zonder boete, binnen de maand van den verjaardag en in alle geval, mits bijkomende taxe, voor het verstrijken der op den vervalddag volgende zes maanden. De sanctie voor het

niet betalen binnen de toegestane termijnen bestaat in het totaal vervallen van het octrooi.

In zake verbeteringsoctrooien moeten twee mogelijkheden voorzien worden. Wanneer het verbeteringsoctrooi gedeponeerd wordt door den aanvrager van het voornaamste octrooi, dan moet slechts een enkele taxe op het oogenblik van het depôt betaald worden. Indien, integendeel, het verbeteringsoctrooi door een derde wordt gedeponeerd geeft het aanleiding tot de betaling der taxe van depôt en der jaarlijksche taxen, zooals voor het uitvindingsbrevet.

Wat de fabrieksmerken betreft moet de kwestie van het verleen van een termijn van uitsstel voor het betalen der taxe waartoe het depôt aanleiding geeft, niet gesteld worden aangezien volgens artikel 5 der wet van 1 April 1879 « het depôt niet ontvangen wordt dan tegen overlegging van een kwitantie waardoor de betaling der taxe vastgesteld wordt » en dat dit depôt geen aanleiding geeft tot het betalen van andere taxen. Dezelfde opmerking geldt voor het depôt van teekeningen en modellen van nijverheid, zooals dit geregeld is door artikel 19 der wet van 18 Maart 1806, gewijzigd door die van 30 December 1925.

Luidens artikel 5^{bis} der Algemeene Overeenkomst zal een verlengingstermijn van minstens drie maanden moeten toegestaan worden voor de betaling der taxen voorzien voor het behoud der rechten van industrieelen eigendom, met dien verstande nochtans dat elk verdragsluitend land het recht behoudt de betaling te eischen van een bijkomende taxe als sanctie voor de vertraging waarvan het zelf den duur zal bepalen. Bovendien zal, wat betreft de uitvindingsoctrooien, deze meest eerbiedwaardige vorm der intellectueele rechten behoorend tot het gebied van den industrieelen eigendom, de verlengingstermijn ofwel op minstens zes maanden moeten gebracht worden ofwel op drie maanden moeten vastgesteld blijven, maar in dit tweede geval zal men maatregelen behooren te nemen die van aard zijn het herstel van het octrooi vervallen wegens niet betaling der taxen mogelijk te maken.

Deze trouwens gelukkige nieuwigheden zijn niet van aard om een omwerking der thans in ons land van kracht zijnde wettelijke beschikkingen noodig te maken.

ARTIKEL 5^{ter}.

De wetgeving van zekere Staten voorziet als een reden van verval van een octrooi de invoer in een vreemd land van voorwerpen van denzelfden aard als degene die door dit octrooi gedekt zijn.

Door in de Algemeene Overeenkomst het artikel 5^{ter} op te nemen, heeft de Conferentie van 's Gravenhage haren wil om tegen dergelijk gebruik in te gaan, te kennen gegeven.

Want er zijn twee bijzonder vaak voorkomende gevallen, welke ontstaan en gerechtvaardigd worden, eenerzijds door de voortdurend toenemende uitbreiding van nijverheid en handel, en anderzijds door de pogingen gedaan door steeds op zoek naar nieuwen vooruitgang zijnde menschen, en waarin de uitsluiting waarop hierboven gezinspeeld wordt tot onbillijke en noodlottige gevolgen zou kunnen leiden.

Wij willen spreken van het gebruik hetzij aan boord van schepen hetzij voor de constructie of de werking der voor de voortbeweging in de lucht of te land dienende machines, van datgene wat het voorwerp van het octrooi uitmaakt.

Om logisch en rechtvaardig te zijn heeft de Conferentie gemeend aan de bekrachtiging der Verdragsluitende Staten de afschaffing te mogen voorstellen

van den bestaanden staat van zaken en te mogen bepalen dat in de voorzienene gevallen het binnenbrengen in de andere landen der Unie van gebreveteerde voorwerpen niet beschouwd zou kunnen worden als een inbreuk op de rechten van den octrooihouder.

Het is trouwens verstaan dat het voordeel van het octrooi slechts gehandhaafd wordt voor zoover de voorwerpen slechts tijdelijk of bij toeval worden binnengebracht. Deze voorwaarden, overigens, goed aangepast aan de redenen, die het aan de uitvinders te verleenen voordeel wettigen, schijnen voldoende te zijn om misbruiken te voorkomen.

ARTIKEL 6bis.

« De Verdragsluitende landen verbinden zich om, hetzij ambtshalve, indien de wetgeving van het land dit toelaat, hetzij op verzoek van den belanghebbende, te weigeren of nietig te verklaren de inschrijving van een fabrieks- of handelsmerk, dat de reproductie is of nabootsing, welke verwarring kan wekken, van een merk, dat naar het oordeel van de bevoegde autoriteit van het land van inschrijving, aldaar algemeen bekend is als zijnde reeds het merk van een onderdaan van een ander verdragsluitend land, en gebruikt voor gelijke of soortgelijke waren ».

Deze beschikking, die nieuw is, behoort tot de reeks besluiten genomen door de Conferentie van technische deskundigen vergaderd te Geneve in Mei 1924, onder voorbehoud dat de termen « de inschrijving verbieden » en « de doorhaling voorzien » vervangen werden door de woorden « weigeren » en « nietig verklaren » welke terminologie als meer verstaanbaar en tevens als meer synthetisch wordt beschouwd, en die de noodige aanpassing aan het wetgevend regime der verscheidene Staten mogelijk maakt. Er valt eveneens op te merken dat het voorschrift waarvan sprake gebiedend en verplichtend is voor al de landen met inbegrip van het land van oorsprong.

Het was inderdaad tijd dat er een einde werd gesteld aan het ongeoorloofd abusief gebruik van fabrieks- en handelsmerken bekend als toebehoorend aan een onderdaan van een ander land. Het gebeurt namelijk dikwijls dat handelaars of zelfs andere personen zeer verspreide vreemde merken deponeeren met het doel zich den eigendom ervan te verzekeren en den waren bezitter van het merk te beletten daarvan in het land gebruik te maken, of hem het recht het te gebruiken duur te kunnen doen betalen. Maar dan nog zal de inschrijving slechts mogen geweigerd of nietig verklaard worden in zooverre het gaat over merken bestemd om gelijke of soortgelijke waren te beschermen.

Het was evenwel noodig de toepassing dezer waarborgmaatregelen overeen te brengen met de noodzakelijkheid de stabiliteit van de bescherming der merken te behouden. Sommigen zouden gewenscht hebben dat de termijn binnen denwelke de vordering tot betwisting der inschrijving of tot doorhaling daarvan door den oorspronkelijken eigenaar van het merk diende te worden ingesteld, op vijf jaar ware vastgesteld geworden. Alhoewel de Conferentie aanneemt dat de termijn lang genoeg moet zijn om toe te laten dat de benadeelde partij van de onrechtmatige inbezitneming verwittigd worde, heeft zij den termijn van drie jaar vastgesteld, zulks om aan de Unielanden de verplichting niet op te leggen de door hen ingeschreven merken te lang te laten blootstaan aan het gevaar door nietigverklaring of door weigering van bescherming getroffen te worden. Deze termijn begint te loopen van den datum der inschrijving van het merk af.

Het was nauwelijks noodig daaraan toe te voegen dat de vorderingen tot doorhaling der te kwader trouw ingeschreven merken te allen tijde ontvankelijk

zullen zijn. Men mag er nochtans aan de Conferentie geen verwijt van maken dat zij de aandacht der Uniestaten op dit beginsel van gemeen recht en van strikte rechtvaardigheid gevestigd heeft.

ARTIKEL 6^{ter}.

Sedert lang heeft men het voordeel erkend dat zou bestaan in het beteugelen, door middel van internationale akkoorden, van het misbruik dat gelegen is in het benuttigen, zonder toelating der bevoegde machten, als fabrieks- of handelsmerk of als bestanddeelen van die merken, van wapens, vlaggen en andere Staatsemblemen van de Verdragsluitende Landen, van officieele door die landen aangenomen controle- en waarborgteekens en -stempels, zoomede van iedere nabootsing bezien uit heraldisch oogpunt.

Deze handelwijze maakt niet enkel inbreuk op het zedelijk recht dat de Staten op hunne soevereiniteitskenteekens bezitten, maar hierbij komt dat de merken die dergelijke emblemen of teekens voorstellen van aard zijn het publiek op een dwaalspoor te brengen wat den oorsprong betreft der waren waarop zij betrekking hebben.

De aanneming van het beginsel gehuldigd door artikel 6^{ter} der onderhavige Overeenkomst behoorde sedert lang tot de wenschen van allen en, inzonderheid, van het Internationaal Comité voor den industrieelen en handelseigendom der Internationale Kamer van Koophandel.

Er valt op te merken dat de termen « wapens, vlaggen en andere *Staats*-emblemen » in de plaats werden gesteld van de uitdrukking « wapens, vlaggen en *openbare* emblemen » die voorkomt in het ontwerp van het Economisch Comité van den Volkenbond, omdat het adjectief « openbaar » eveneens betrekking heeft op de emblemen der provinciën, der gemeenten, en zelfs der prinselijke familiën, en aldus de bescherming te verre zou gedreven geweest zijn. Van den anderen kant wordt het verbod beperkt tot de nabootsing « bezien uit heraldisch oogpunt » : door aan de handelaars en aan de nijveraars het gebruik te ontzeggen van om het even welk teeken voorkomend in de wapens, vlaggen en andere emblemen, liep men gevaar het gebied waar zij onderwerpen voor merken zouden kunnen vinden, op overdreven wijze te beperken.

Wat ten slotte de officieele controle- en waarborgteekens en stempels betreft, beoogt het verbod slechts de gevallen waarin de merken die ze bevatten, bestemd zijn om gebruikt te worden op gelijke of gelijksoortige waren. Het aanbrengen van een stempel of van een teeken op eene waar die geheel verschillend is van deze waarvoor die stempel of dit teeken als waarborg dient, kan immers geen bedrieglijk inzicht in zich sluiten.

De Conventie heeft op zeer gelukkige wijze, en door ze tot een strikt minimum te herleiden, de formaliteiten geregeld die moeten vervuld worden met het oog op de toepassing der voorafgaande beginselen : de Verdragsluitende landen zullen aan elkander wederkeerig, door bemiddeling van het Internationale Bureau te Bern, de lijst mededeelen der Staats-emblemen en officieele controle- en waarborgteekens en -stempels welke zij, hetzij zonder beperking, hetzij binnen zekere grenzen wenschen of zullen wenschen te beschermen. Deze lijst zal bijgehouden en ter beschikking van het publiek gesteld worden.

Het artikel stelt een duur vast van 12 maanden, te rekenen van de ontvangst der kennisgeving, voor den termijn binnen denwelke ieder land, door de bemid-

deling van het Internationaal Bureau te Bern, zijne eventueele bezwaren aan het belanghebbende land zal kunnen doen toekomen.

De overeenkomst laat aan de verdragsluitende landen de bevoegdheid, in geval van kwade trouw, zelfs de merken welke voor de onderteekening van deze akte zijn ingeschreven en Staatsemblemen, teekens en stempels bevatten, te doen doorhalen.

ARTIKEL 9.

In den vorm waarin hij door de Overeenkomst van 's Gravenhage aan de goedkeuring der verscheidene Unielanden voorgesteld wordt, heeft de tekst van artikel 9 slechts wijzigingen van louteren vorm ondergaan.

In alinea 4, werden de woorden « particulier of vereeniging » vervangen door de termen « natuurlijke of rechtspersoon » dewelke nauwkeuriger en, juridisch gesproken, juister schijnen, aangezien het geval zich kan voordoen dat de betrokkene partij noch een particulier, noch een vereeniging is in den strikten zin van het woord.

Bovendien heeft eene nieuwe schikking der alineas van dit artikel toegelaten, cendeels, de beschikkingen te groepeeren betreffende de verschillende modaliteiten der inbeslagneming (inbeslagneming bij den invoer, verbod van invoer, inbeslagneming in het land zelf) der producten die onrechtmatig van een fabrieks- of handelsmerk, of van een handelsnaam voorzien zijn, en, anderdeels, de maatregelen aan te wijzen die bestemd zijn om de inbeslagneming te vervangen in de landen der Unie die ze niet aannemen.

Men weet dat het verbod van invoer niet kan toegepast worden in België in de door onderhavig artikel voorziene gevallen, maar dat de waren kunnen in beslag genomen worden op aanklacht der benadeelde partij.

ARTIKEL 10.

Artikel 10 der Unie-Overeenkomst heeft voor doel de daad van oneerlijke mededinging die bestaat in het dekken van een product met eene valsche aanduiding afdoend te beteugelen.

Men heeft evenwel doen opmerken dat, in haren huidige vorm, de beschikking slechts uitdrukkelijk betrekking heeft op het ongewettigd gebruik van den naam eener bepaalde plaats en dat er aldus gevaar bestaat dat zij geïnterpreteerd worde als zijnde niet van toepassing wanneer het gaat over het beteugelen eener valsche aanduiding bestaande uit den naam van een land. Daarom werden de eerste en de laatste alinea aan eene wijziging onderworpen.

De bijvoeging der termen « natuurlijke of zedelijke persoon » vindt hare rechtvaardiging in de redenen die elders werden uiteengezet (Art. 9). Bovendien was het noodig de hoedanigheid van belanghebbende partij toe te kennen vooreerst aan de Vereenigingen, dan aan de syndicaten die opgericht werden voor de verdediging der belangen van een geheel beroep, want de meening is gewettigd dat, dank zij de ruimere middelen waarover eene vereeniging beschikt, de beteugeling van het bedrog gemakkelijker zal verwezenlijkt worden, wanneer zij door eene vereeniging wordt nagestreefd.

Het gebruik van het collectieve merk, aangenomen door een groep producenten om hunne persoonlijke voortbrengsels te onderscheiden, welk gebruik van zulk een groot belang is niet alleenlijk voor de collectiviteit, maar ook voor het

dubliek, werd door de Conferentie van Washington erkend. Dit is een reden te meer om thans aan deze collectiviteiten toe te laten er zich op toe te leggen om bedrieglijke gebruiken, die duidelijk gekenmerkt en nadeelig voor gansch een streek zijn, te doen verdwijnen.

Er dient ook te worden opgemerkt dat er geen volstrekte correlatie bestaat tusschen de betrokken partij aan welke toegelaten wordt het voordeel van artikel 9 in te roepen betreffende de inbeslagneming van voortbrengsels die op ongeoorloofde wijze een handels- of fabrieksmerk of een handelsnaam dragen en degene die zich kan beroepen op de beschikkingen van artikel 10. De begripsbepaling der benadeelde partij, zooals deze gegeven wordt door artikel 9 blijft aan de binnenlandsche wetgeving van elk land voorbehouden; daarentegen wordt in artikel 10 deze bepaling door de Overeenkomst zelf geformuleerd.

In ieder geval zal dus de producent, de fabrikant of de handelaar, natuurlijke of rechtspersoon, die zich bezighoudt met de vervaardiging van of den handel in het van een merk voorziene product of koopwaar en die gevestigd is in de geographische streek als plaats van herkomst opgegeven, op grond van artikel 10 der Akte als belanghebbende partij erkend worden en er bijgevolg toe gemachtigd zijn vervolgingen in te spannen uit hoofde van valsehe aanduiding van herkomst.

ARTIKEL 10 bis.

Twee nieuwe begrippen werden door de Conferentie van Washington opgenomen in het kader van den « industrieelen eigendom » : de bescherming der aanduidingen van herkomst en de beteugeling der oneerlijke mededinging. Deze bescherming wordt in ons land verzekerd door artikelen 1382 en volgende die de regels van de aquiliaansche verantwoordelijkheid aangeven, van welke regels de rechtspraak een ruim gebruik maakt om de misbruiken der concurrentie te beteugelen.

De tekst van het oude artikel 10^{bis} vormt de eerste alinea van het nieuwe artikel, met dit verschil dat de uitdrukking « verbinden zich » vervangen is door de meer krachtige « zijn gehouden ».

Bovendien geeft artikel 10^{bis} in ruwe trekken een algemeen begrip van de daad van oneerlijke mededinging en om het steeds gevaarlijke procédé der opsomming te vermijden, dat slechts weinig ruimte overlaat voor de uitlegging, bepaalt dit artikel er zich bij zekere daden aan te halen, die een bijzonder gekenschetste bedrieglijke bedoeling verraden. De uitdrukking « met name » geeft voldoende aan, dat het slechts een beschikking van gewoon aanduidenden aard geldt.

ARTIKEL 11.

De eerste alinea van dit artikel heeft geene wijziging ondergaan. Daarin wordt bepaald dat de Verdragsluitende Staten overeenkomstig hunne binnenlandsche wetgeving een tijdelijke bescherming zullen verleenen aan de voor octrooi vatbare uitvindingen, aan de gebruiksmodellen, de teekeningen of modellen van nijverheid alsmede aan de fabrieks- of handelsmerken, voor de producten welke op de officieele of officieel erkende internationale tentoonstellingen, op het grondgebied van een hunner ingericht, zullen worden tentoongesteld.

Zooals men ziet bepaalt deze beschikking er zich bij een beginsel vast te stellen terwijl aan de nationale wetgevingen de zorg wordt overgelaten de uitvoeringsmaatregelen te nemen die daardoor eventueel noodig zouden gemaakt

worden. Zoodoende heeft zij een staat van zaken geschapen die verre van bevredigend is. Immers, doordat zekere Unielanden geene wet over dit punt hebben gemaakt, hebben zij dus de tijdelijke bescherming op de tentoonstellingen *feitelijk* niet verzekerd; andere Staten welke deze bescherming verwezenlijkt hebben, deden dit echter op een zeer verschillende manier.

Inzonderheid moest een zeer kiesche kwestie opgelost worden: zal de bijzondere voorrangstermijn aan den tentoonsteller-uitvinder verleend om zijne octrooi- of inschrijvingsaanvraag te deponeeren voor het verstrijken der zes maanden te rekenen van de opening der tentoonstelling, beschouwd worden als een deel van den gewonen voorrangstermijn voorzien door artikel 4 van het Algemeene Unieverdrag? Zal hij met dezen laatsten samengerekend worden? Of zal hij integendeel daarbij gevoegd worden? Verschillende wetgevingen hebben zich voor de samenrekening uitgesproken, andere hebben de voorkeur gegeven aan het niet samenrekenen; andere hebben zich ten slotte over dit punt niet uitdrukkelijk uitgesproken.

De Conferentie van 's Gravenhage heeft de voorkeur gegeven aan het beginsel van het niet-samenrekenen en bepaalt dat « deze tijdelijke bescherming de termijnen genoemd in artikel 4 niet zal verlengen hetzij twaalf maanden voor de uitvindingsoctrooien en de gebruiksmodellen en zes maanden voor de teekeningen en modellen van nijverheid en voor de fabrieks- of handelsmerken ».

Echter, « indien later het recht van voorrang wordt ingeroepen, zal de administratie van elk land den termijn kunnen doen beginnen van den datum af waarop de waar ter tentoonstelling is aangebracht », welke beschikking als volgt zou kunnen omschreven worden: Eenieder die, binnen de zes maanden van de opening eener in een der Unielanden gehouden tentoonstelling, in gelijk welk dezer landen een octrooiaanvraag zal deponeeren, zal beschouwd worden als hebbende reeds zijne aanvraag om tijdelijke bescherming gedaan op den datum waarop de waar ter tentoonstelling is aangebracht ».

Met dit systeem heeft de aanvraag gegrond op het feit der tentoonstelling terugwerkende kracht tot op den dag waarop dit feit zich heeft voorgedaan, zoodat dit laatste beschouwd wordt als hebbende geen afbreuk gedaan aan de nieuwigheid der uitvinding.

De Overeenkomst heeft bovendien bepaald dat « elk land als bewijs van de identiteit van het tentoongestelde voorwerp en van den datum, waarop het ter tentoonstelling is gebracht, de bewijsstukken zal kunnen eischen, welke het zal noodig achten ».

ARTIKEL 12.

De weglating, in de tweede alinea, der woorden « zooveel mogelijk » welke voorkwamen in den vroeger te Washington aangenomen tekst, is gerechtvaardigd door het feit dat al de Staten der Unie thans een officieel tijdschrift uitgeven. Dienvolgens kon het recht dat tot nu toe aan de Unielanden gelaten werd, zonder nadeel voor hen, eene verplichting worden.

Het lijdt anderzijds geen twijfel dat de oprichting van een dergelijk persorgaan eene noodzakelijkheid is voor de landen die naderhand tot de Unie zouden toetreden.

ARTIKEL 13.

Het Internationaal Bureau tot bescherming van den industrieelen eigendom werd opgericht te Bern krachtens artikel 13 der Overeenkomst van Parijs van

20 Maart 1883. De kosten van zijne werking worden gemeenschappelijk door de verscheidene Staten die van de Unie deel uitmaken, gedragen.

Artikel 13 heeft voor doel andermaal de toelage van dit organisme vast te stellen en het bedrag ervan in overeenstemming te brengen met de vermeerdering der algemeene kosten van inrichting en van werking. Deze vermeerdering vindt haren oorsprong en tevens hare rechtvaardiging in de economische gevolgen van den oorlog.

Volgens de termen der te Washington op 2 Juni 1911 herziene Overeenkomst, mochten de uitgaven van het Internationaal Bureau in geen geval de som van zestigduizend frank per jaar overschrijden. De dringende noodzakelijkheid eener verhooging der credieten werd gemakkelijk erkend door de Regeeringen der toetredende landen die, ingevolge een rondschrijven dat hun door den Zwitserschen Bondsraad werd toegezonden, er in toestemden dat het cijfer der toelage op honderdduizend frank per jaar zou gebracht worden.

Daar deze som voor het oogenblik voldoende schijnt om aan de uitgaven van het Bureau het hoofd te bieden, stelt de Overeenkomst van 's Gravenhage voor ze goed te keuren.

Maar niemand kan zeggen hoe de toekomst zal wezen, en, ten einde de procedure te vereenvoudigen die dient gevolgd om eventueel eene nieuwe, dringend noodzakelijke vermeerdering te bekomen, laat de Akte aan de verscheidene Conferenties, wier bijeenroeping door artikel 14 wordt voorzien, de zorg over dienaangaande eenstemmig alle nuttige besluiten te nemen zonder te wachten op hunne goedkeuring door de Verdragsluitende Partijen.

Het zal wellicht niet zonder nut zijn in herinnering te brengen op welke wijze het aandeel wordt bepaald dat elk der Verdragsluitende landen in het totaal bedrag der kosten moet bijdragen.

De Verdragsluitende Staten en deze welke naderhand tot de Unie zullen toetreden, worden verdeeld in zes klassen die ieder in de verhouding van een zeker aantal eenheden bijdragen, te weten :

1 ^{ste} klasse		25 eenheden;
2 ^{de} —		20 —
3 ^{de} —		15 —
4 ^{de} —		10 —
5 ^{de} —		5 —
6 ^{de} —		3 —

Deze coëfficiënten worden vermenigvuldigd met het aantal landen van iedere klasse, en de som der aldus verkregen producten levert het getal eenheden op, waardoor het totaal der uitgaven gedeeld moet worden.

De uitkomst daarvan geeft het bedrag der eenheid van kosten aan. Elk der Verdragsluitende landen zal bij zijne toetreding de klasse aanwijzen waarin hij wenscht te worden gerangschikt.

Schikking betreffende de internationale inschrijving der fabrieksmerken.

ARTIKEL EEN.

Alinea 2 bepaalt, wat betreft het depot der fabrieks-en handelsmerken, hetgeen dient verstaan door « land van oorsprong » en, met dit doel, maakt het op dit voorwerp toepasselijk de beschikking van artikel 6 van het Algemeen Unieverdrag tot bescherming van den industrieelen eigendom. Deze nauwkeurige bepaling bleek noodig te zijn om zekere slinksche handelwijzen te vrijdelen in zake betaling van het nationale recht, merkelijk hooger in dezen dan in genen Staat, alsook om de opzoekingen in het blad « Les Marques internationales » te vergemakkelijken.

Daarenboven zal eenieder erkennen dat het gepast is het land van oorsprong nauwkeurig te bepalen, daar men zich tot de administratie van dit land moet richten om eene aanvraag om internationale inschrijving over te maken.

Bij toepassing van deze beschikking zal als land van oorsprong moeten aangezien worden : het land der Unie waar de inzender een werkelijke en ernstige industriele of commercieele inrichting bezit : indien hij geene dergelijke inrichting bezit, het land der Unie waar hij zijne woonplaats heeft en, eindelijk, indien hij in de Unie geene woonplaats heeft, het land zijner nationaliteit, ingeval hij onderhoorige van een Unieland is.

ARTIKEL 3.

Het zou verkeerd zijn de belangrijkheid, overigens van zuiver practischen aard, van alinea 1 te onderschatten : het is nuttig gebleken in het begin van het artikel de met het oog op de internationale inschrijving te vervullen formaliteiten nauwkeurig te bepalen. Aldus zullen de eigenaars van merken beter de reden begrijpen waarom zij verplicht zijn langs de Administratie van hun land te passeeren, daar de aanduidingen van het nationale register en van het internationale register volstrekt moeten overeenstemmen.

ARTIKEL 4.

Artikel 4 stelt twee beginselen vast : van het tijdstip der bij het Internationaal Bureau gedane inschrijving af, zal de bescherming van het merk in elk der Verdragsluitende Landen dezelfde zijn, als ware dit merk daar rechtstreeks gedeponeerd ; anderzijds, zal elk merk dat het voorwerp geweest is van eene internationale inschrijving het recht van voorrang genieten, bij artikel 4 van het Algemeen Verdrag vastgesteld.

Overeenkomstig de bepalingen der thans van kracht zijnde schikking van Madrid van 14 April 1891, zooals zij achtereenvolgens gewijzigd werd te Brussel in 1900 en te Washington in 1911, werd het recht van voorrang aan het fabrieks- en handelsmerk slechts verleend voor zooveel de internationale inschrijving aangevraagd was binnen een termijn van vier maanden te rekenen van het depôt in het land van oorsprong.

Deze termijn werd verlengd tot zes maanden, bij toepassing der beschikkingen

van artikel 4 van het Verdrag tot bescherming van den industrieelen eigendom, onder voorbehoud dat de inzender niet verplicht zal zijn eene verklaring in te leveren, aanwijzende de dagteekening en het land van dit depôt.

ARTIKEL 5.

Artikel 5 streeft er naar de omstandigheden vast te stellen op grond waarvan de landen aan wier administratie kennis zal gegeven zijn van de internationale inschrijving van een merk, zullen kunnen weigeren op hun grondgebied de bescherming aan dit merk te verleenen.

Het betrokken land zal het recht hebben de bescherming te weigeren hetzij binnen den termijn door de nationale wet voorzien, hetzij uiterlijk voor het einde van één jaar te rekenen van de internationale inschrijving van het merk. Daarenboven zal de weigering zonder verwijl ter kennis gebracht worden van de administratie van het land van oorsprong en van den eigenaar van het merk, door de zorgen van het Internationaal Bureau.

De laatste alinea stelt op zeer gelukkige wijze het beginsel der stilzwijgende aanvaarding vast : « De Administraties die binnen den termijn van ten hoogste één jaar als hierboven aangeduid, geenerlei kennisgeving aan het Internationaal Bureau hebben gedaan, zullen geacht worden het merk aanvaard te hebben ». Aldus zal er een einde gesteld worden aan de laat uitkomende weigeringen die den inzender komen verontrusten op het oogenblik dat hij zich gerechtigd acht te gelooven dat zijn merk definitief aangenomen werd.

Deze nieuwigheid doet geenszins afbreuk aan het recht dat de gerechtelijke of administratieve rechtbanken der verschillende verdragsluitende Staten in voorkomend geval bezitten om een merk te allen tijde ongeldig te verklaren op grond van artikel 6 van het Unieverdrag en, inzonderheid, in geval het merk inbreuk maken zou op de door derden verworven rechten, ontbloomt zou zijn van elk onderscheidend karakter, of strijdig zijn zou met de zeden of met de openbare orde zoowel op binnenlandsch als op internationaal gebied.

ARTIKEL 5bis.

Men herinnert zich dat artikel 6^{ter} der Algemeene Overeenkomst het gebruik erkent, mits toelating der bevoegde overheden, hetzij als fabrieks- of als handelsmerk, hetzij als bestanddeelen dezer merken, van de wapens, vlaggen en andere Staatselementen der verdragsluitende landen, van officieele door die landen aangenomen controle en waarborgteekens en stempels, zoomede iedere nabootsing bezien uit heraldisch oogpunt.

Op grondslag deze beschikking, is het logisch aan te nemen dat wanneer de inzender van een merk reeds behoorlijk aan de Administratie van zijn land bewezen heeft dergelijke in zijn merk voorkomende bestanddeelen te gebruiken, dit laatste in de andere landen ongewijzigd mag aangenomen worden. Vandaar de beschikking die het voorwerp uitmaakt van het nieuw artikel 5bis, dat wel geschikt is om het aantal weigeringen, de aan de inzenders opgelegde kosten, de briefwisseling en de vertragingen veroorzaakt door het onderzoek van de bestanddeelen van het merk door de administraties der andere Staten, te verminderen : de bewijsstukken betreffende de wettigheid van het gebruik zullen vrijgesteld zijn van elke andere waarmerking of legalisatie dan die van de Administratie van het land van oorsprong.

Het beginsel van artikel 5^{bis} schijnt overigens slechts de codificatie te zijn van eene door zekere Staten niet zonder succes gedane proefneming.

ARTIKEL 6.

De toevoeging artikel 6 : « onder voorbehoud van hetgeen bepaald is in artikel 8 voor het geval dat de inzender slechts een gedeelte van het internationaal emolument zal hebben gestort », schijnt noodzakelijk om de mogelijkheid van een korteren termijn van bescherming uitdrukkelijk voor te behouden. De betaling van de internationale taxe van depôt mag in twee stortingen geschieden : de eene bij het depôt en de andere voor het verstrijken van het volgend tiende jaar.

Indien het tweede gedeelte op den vervalldag niet betaald is, wordt het merk van het internationaal register geschrapt, zoodat de bescherming in werkelijkheid slechts tien jaar zal geduurd hebben.

ARTIKEL 7.

Het scheen voordeelig zekere kwesties betreffende de vernieuwing van de inschrijving der merken op te lossen en ze nader te bepalen.

De thans van kracht zijnde Schikking bepaalt dat de vernieuwing der inschrijving mag gevraagd worden op elk oogenblik begrepen tusschen den dag der inschrijving en den laatsten dag van het volgend twintigste jaar, eindtermijn van de bescherming. Maar wat de Schikking nalaat te vermelden — en sommigen konden die meening toegedaan zijn — is dat degene die vroegtijdig een vernieuwing aanvraagt niet kan eischen dat hij beschermd worde terzelfdertijd voor de nog te verstrijken tijdruimte en bovendien voor een nieuw tijdverloop van twintig jaar. Om die bedoeling uit te drukken werd alinea een van artikel 7 aangevuld met de woorden : « voor een nieuw tijdvak van twintig jaar, te rekenen van den datum van vernieuwing af ».

De tekst van alinea 2 heeft slechts wijzigingen van ondergeschikt belang ondergaan. Van den eenen kant heeft men nauwkeurig bepaald waarin het officieus bericht bestaat dat het Internationaal Bureau aan den eigenaar van het merk moet zenden binnen de zes maanden voor den afloop van den termijn van bescherming ; van den anderen kant, daar de maatregel een onnoodige herhaling was, heeft men de verplichting van het Internationaal Bureau om een verwittiging te zenden aan de Administratie van het land van oorsprong van het merk, afgeschaft.

Wat de nieuwe alinea 3 betreft, deze is rechtvaardig om de volgende redenen. Talrijke Staten weigeren als een vernieuwing te beschouwen de inschrijving van een merk dat, sedert den dag van de oorspronkelijke inschrijving zekere wijzigingen zou ondergaan hebben, hetzij in zijne bestanddeelen, hetzij in de aanduiding der waren waarvoor de bescherming opgevorderd werd.

Het scheen gepast deze praktijk algemeen te maken, onder het voorbehoud evenwel dat de nieuwe aanvraag om inschrijving zou kunnen beschouwd worden als een aanvraag om vernieuwing indien de belanghebbende verklaart af te zien van de bescherming voor de andere waren dan die, welke in dezelfde bewoordingen waren aangeduid ten tijde van de voorafgaande inschrijving. Bovendien, zelfs in de veronderstelling dat het karakter van een vernieuwing niet zou kunnen verleend worden, rekening houdend met de voorafgaande omstandigheden, zullen de rechten van de vorige indiening of andere rechten, verkregen door het feit dat het merk reeds vroeger was ingeschreven, kunnen gevrijwaard worden.

De onderteekenaars van de Schikking hebben er aan gehouden op dezen toestand de aandacht te vestigen van de gerechtelijke of andere overheden die zouden geneigd zijn geenszins rekening te houden met de eerste inschrijving.

ARTIKEL 8.

De voorgestelde wijzigingen en toevoegingen aan artikel 8 hebben betrekking op administratieve kwesties ; dienvolgens zijn ze slechts van bijkomend belang, wat de korte uiteenzetting, die er van gedaan zal worden, rechtvaardigt.

Krachtens de Schikking van Madrid was de taks voor de internationale inschrijving op honderd frank per gedeponeerd merk vastgesteld. De aanvullende akte van Brussel, van 14 December 1900, verleende voor de veelvuldige depôts een vermindering van vijftig frank op elk merk boven het eerste. Deze differentieele taks wordt thans nog geïnd.

De omstandigheden schijnen een verhooging van dit emolument te rechtvaardigen. Overigens, zelfs verdubbeld, blijft de taks zeer matig en staat ze slechts van verre in verhouding met de diensten en voordeelen die de nijveraars en handelaars van de internationale inschrijving verwachten en er werkelijk uit trekken.

Behalve het geval waarin de lijst der waren voor welke de bescherming gevraagd wordt meer dan honderd woorden zou bevatten, zou het bedrag der taksen voortaan als volgt vastgesteld worden :

A. — *Nationale tak*s : door het land van oorsprong vast te stellen (1);

B. — Taks te betalen uit hoofde van de *internationale inschrijving* :

Voor het eerste merk 150 Zwitsersche franks ;

Voor elk volgend merk, terzelfder tijd als het eerste } 100 Zwitsersche franks.
op naam van denzelfden eigenaar ingezonden :

Evenwel heeft de inzender het recht het bedrag der tak

s te betalen in twee stortingen, gedaan de eene op het oogenblik van de aanvraag om internationale inschrijving, de andere voor het einde van een termijn van tien jaar te rekenen van deze inschrijving. De sanctie voor het gebrek aan betaling binnen den voorzienen termijn bestaat in het verlies van het voordeel der inschrijving. Aldus zullen op het einde van tien jaar de merken kunnen geschrapt worden die, daar ze slechts een tijdelijke waarde hebben, het internationaal register nutteloos vullen, de opzoekingen moeilijk maken en een hindernis zijn voor het publiek dat om nieuwe merken te deponeeren, in zijne keus zeer beperkt is.

Het artikel bevat bovendien beschikkingen betreffende de jaarlijksche verdeling tusschen de verdragsluitende landen van de opbrengst der verschillende ontvangsten voorkomend van de internationale inschrijving, na aftrek der algemeene onkosten, en regelt te dien opzichte de rechten der Staten die de herziene Schikking nog niet zouden bekrachtigd hebben op het oogenblik dat deze van kracht zal worden.

ARTIKEL 9, 9bis en 9ter.

De artikelen 9, 9bis en 9ter hebben betrekking op de nietigverklaringen, doorhalingen, afstanden, overdrachten en andere wijzigingen aangebracht in de inschrijving van het merk.

Het artikel 9, waarvan de tekst licht gewijzigd is zonder dat overigens de grondslag er van aangeroerd wordt, bevat slechts eene nieuwigheid : de formali-

(1) In België geeft de internationale inschrijving geen aanleiding tot het betalen van een nationale taks.

teiten betreffende de internationale inschrijving der aan de merken aangebrachte wijzigingen *mogen* voortaan aanleiding geven tot het betalen van een taks waarvan het bedrag door het Reglement van uitvoering zal vastgesteld worden. Zulks is geenszins ergerlijk wanneer men denkt aan de hoeveelheid werk en bijgevolg aan de uitgave die de inschrijving van dergelijke wijzigingen aan het Internationaal Bureel veroorzaakt.

Het Internationaal Bureel zal ongetwijfeld een differentieel tarief opmaken naar verhouding van de hoeveelheid schrijfwerk die de door den eigenaar van het merk gevraagde overdracht vereischt.

Bij artikel 9^{bis} moet geen opmerking gemaakt worden, tenzij dat alinea 2 er van gescheiden werd om met een aanpassing van louteren vorm, artikel 9^{ter} van de herziene Schikking uit te maken. Het bepaalt dat de beschikkingen der artikelen 9 en 9^{bis} betreffende de overdrachten niet tot gevolg hebben de wijziging van de wetgevingen der verdragsluitende landen, welke de overdracht van het merk niet toelaten zonder den gelijktijdigen afstand van de inrichting van nijverheid of handel, ter onderscheiding van welker waren het merk dient. Deze bepaling, toepasselijk in België krachtens artikel 7 der wet van 4 April 1879 (1) is van bijzonder belang, en rechtvaardigt een afzonderlijke nummering.

ARTIKEL 11.

Deze beschikking heeft voor gevolg de regels betreffende de terugwerkende kracht der toetreding vast te stellen. Men weet immers dat de landen van de Unie tot bescherming van den industrieelen eigendom, die aan deze Schikking geen deel hebben genomen, daartoe zullen mogen toetreden op hunne aanvraag en in den vorm voorgeschreven door artikel 16^{bis} van het Algemeen Verdrag.

Welnu, de Schikking van Madrid voorziet de toepassing met terugwerkende kracht van hare beschikkingen op de nieuwe toetredende leden : de gezamenlijke opgave van al de beschermde merken die hun verstrekt wordt door de zorgen van het Internationaal Bureel verzekert, *ipso jure*, de bescherming in de toetredende landen en vormt het uitgangspunt van den termijn van één jaar, gedurende welken deze laatsten hun recht van weigering, dat in artikel 5 voorzien en omschreven is, kunnen uitoefenen.

Maar het onderzoek door de Administratie van het betrokken land van een zoo groot aantal merken, binnen een zoo korten termijn, is haast onmogelijk. Om die reden bleek het noodig de strengheid der beschikking te verzachten.

Dienvolgens wordt er bepaald dat elke Staat bij zijne toetreding zal kunnen verklaren dat de Schikking zal beperkt blijven tot die merken, die zullen worden ingeschreven van den dag af, waarop die toetreding in werking zal treden, en deze verklaring zal voor gevolg hebben het Internationaal Bureel te ontheffen van de verplichting de in alinea 2 voorziene gezamenlijke opgave te verstrekken.

Evenwel is het recht van uitsluiting van het genot der bescherming van de merken ingeschreven te Bern op een tijdstip dat de toetreding van het nieuwe land voorafgaat, niet van toepassing op de internationale merken die reeds eerder in dat land het voorwerp hebben uitgemaakt van een overeenkomstige nationale inschrijving, welke nog van kracht is, en welke merken op verzoek van de belanghebbenden onmiddellijk erkend zullen worden.

(1) Wet van 4 April 1879, artikel 7, alinea 1 : « Een merk mag slechts overgedragen worden met de inrichting, ter onderscheiding van welker gefabriceerde of handelswaren het dient ».

Schikking betreffende het Internationaal Depôt van Teekeningen of Modellen van Nijverheid.

ARTIKELS 1, 2 en 3.

De Belgische wetgeving betreffende de teekeningen en modellen van nijverheid is geheel vervat in artikels 14 tot 19 der wet van 18 Maart 1806 waarbij een Werkrechtersraad te Lyon ingesteld wordt, ten uitvoer gelegd door de koninklijke besluiten van 10 Juli, 21 October en 10 December 1884 en van 6 Augustus 1914.

Deze tamelijk beknopte beschikkingen kunnen als volgt samengevat worden. De maatregelen tot bewaring van den eigendom der teekeningen en modellen van nijverheid zijn aan de rechtbanken van den arbeid toevertrouwd. De fabrikant die voor de handelsrechtbank en gedurende den tijd dien hij zal opgeven, den eigendom eener teekening van zijne uitvinding zal willen kunnen opeischen, zal er een monster van moeten deponeren op het archief van den werkrechtersraad. In geval van betwisting nopens den eigendom der teekening of van het model, zal de Raad overgaan tot het openen der door de partijen ingezonden bundels en zal hij een getuigschrift afleveren met vermelding van den naam van den fabrikant die den voorrang hebben zal volgens de dagteekening. Bij het inzenden van het monster zal de fabrikant eene taks betalen, waarvan het bebrag vastgesteld is door artikel 5 der wet van 30 December 1925.

Betreffende de bescherming van den eigendom van teekeningen en modellen van nijverheid had de Conferentie van Washington een dubbel wensch uitgedrukt : een dezer wenschen was gericht tot de Regeringen der verdragsluitende landen, de andere verzocht om rechtstreeksche actie van wege het Internationaal Bureau te Bern. Deze wenschen kwamen op het volgende neer :

a) dat in elk Unieland de bescherming der teekeningen en modellen van nijverheid gemakkelijk toegankelijk zou gemaakt worden ;

b) dat het Internationaal Bureau zich in betrekking stellen zou met de Administraties der Unielanden, ten einde een ontwerp van internationale inschrijving der teekeningen en modellen op te maken en de noodige stappen doen zou om tot het sluiten van eene internationale schikking te geraken.

De lezing van de eerste artikelen der schikking laat duidelijk den indruk na der pogingen die verwezenlijkt werden om de bescherming der teekeningen en modellen te bevestigen, echter door zoo weinig mogelijk de nationale wetten aan te tasten, alsook om te streven naar eene unificatie nopens eenige punten betreffende dewelke eene stilzwijgende overeenkomst in alle geesten ontstaan was.

Artikel 1 stelt, zoowel ten opzichte der belanghebbenden als wat de te vervullen formaliteiten betreft, het beginsel vast dat tot grondslag dient voor de internationale bescherming der teekeningen en modellen van nijverheid. Deze is geopend enerzijds voor de onderdanen van elk der verdragsluitende landen, anderzijds voor de onderdanen van de landen, welke niet deel uitmaken van de Unie, die op het grondgebied van een der landen van de Unie woonplaats hebben of aldaar daadwerkelijke en wezenlijke inrichtingen van nijverheid of handel bezitten. Wat de formaliteit betreft, deze bestaat hoofdzakelijk in het internationaal Depôt verricht bij het Internationaal Bureau voor den industrieelen eigendom te Bern.

Volgens de termen van artikel 2, zal het internationaal depôt de teekeningen en modellen omvatten hetzij in den vorm van het industriele voortbrengsel waarvoor zij bestemd zijn, hetzij in den vorm van eene teekening, eene fotografie of elke andere voldoende graphische voorstelling.

Artikel 3 regelt de kwesties betreffende de inschrijving van het depôt, de kennisgeving van deze inschrijving aan de verschillende belanghebbende Administraties, de bekendmaking en de bewaring in de archieven van het Internationaal Bureel.

Laten wij dienaangaande opmerken dat het woord « depôt » hier moet verkozen worden boven het woord « inschrijving ». Immers, in zake teekeningen en modellen, is de inschrijving slechts eene bijkomstige verrichting; zij dient om het depôt vast te stellen en om de kennisgeving en de bekendmaking te vergemakkelijken. Voor de fabrieks- of handelsmerken integendeel loopt de inschrijving uit op een werkelijke registrering dezer merken in het Internationaal Register.

ARTIKEL 4.

« Hij die een internationaal depôt verricht van een teekening of model van nijverheid zal, behoudens tegenbewijs, als eigenaar van het werk beschouwd worden ». Deze beschikking bevestigt het beginsel van de zuiver verklarende uitwerking van het depôt, in dien zin dat het een bloot vermoeden van voorrang van het werk doet ontstaan ten gunste van hem die het internationaal depôt doet, zonder onderzoek van de aan de bescherming gehechte voorwaarden, en aan de gewone rechtbanken de zorg overlaat die geschillen die dienaangaande eventueel zouden ontstaan, op te lossen.

De alinea's 2 en 3 bepalen dat het internationaal depôt, wat zijne uitwerking betreft, de verschillende depôts in de andere verdragsluitende landen dan het land van oorsprong zal vervangen en dit op den datum van het internationaal depôt, en dat de bekendmaking zooals ze in artikel 3 voorzien is, door de verdragsluitende landen als geheel voldoende zal moeten beschouwd worden.

Ten slotte, volgens de eindalinea van dit artikel, zal het recht van voorrang gewaarborgd worden voor elke teekening of model volgens de regelen vastgesteld in artikel 4 van het algemeen Verdrag, 't is te zeggen gedurende een tijdruimte van zes maanden te rekenen van het depôt van de eerste teekening of model in een land der Unie, overigens zonder dat de door genoemd artikel voorziene formaliteiten vervuld moeten worden.

ARTIKEL 5.

De verplichting om op de teekeningen en modellen een vermelding die het depôt aanwijst of een vermelding van bijzonder voorbehoud, zooals « Registered », aan te brengen, is onverenigbaar met een bescherming die zich over verschillende landen uitstrekt, wegens de moeilijkheid verschillende inschriften van dien aard op een zelfde voorwerp gezamenlijk aan te brengen.

Om die reden bepaalt artikel 5 dat de Verdragsluitende Landen overeenkomen om niet te eischen, dat de teekeningen of modellen, welke het voorwerp van een internationaal depôt hebben uitgemaakt, voorzien zijn van een verplichte vermelding.

Het artikel schaft eveneens twee voorwaarden af die door het Algemeen Verdrag, alsmede door de binnenlandsche wetgeving van talrijke Staten, gesteld

zijn voor de bescherming der octrooien. Eensdeels zullen de teekeningen en modellen niet vervallen mogen verklaard worden wegens niet-exploitatie. De verplichte exploitatie zou immers voor gevolg hebben de internationale bescherming van deze uitingen op het gebied van den industrieelen eigendom vruchteloos te maken, daar de teekeningen en modellen, welke creaties hoofdzakelijk tot het veraangenamen en het verfraaien van het leven dienen, aan de grillen der mode onderworpen zijn. Anderdeels, gezien het practisch onmogelijk is het te beletten, zal de invoer in een ander land van voorwerpen gelijk aan de beschermde evenmin het verval veroorzaken.

ARTIKEL 6.

Het internationaal depôt kan omvatten, hetzij een enkele teekening of model, hetzij meer dan een, waarvan het aantal in het verzoek om depôt nauwkeurig zal moeten worden aangegeven. Overeenstemming werd anderzijds bereikt betreffende het recht om benevens het depôt in open omslag, het depôt in gesloten omslag ten minste gedurende een zekeren tijd te erkennen. Het geheim van het model of van de teekening zal verzekerd worden door middel van elk geschikt systeem, inzonderheid door het gebruik van het systeem Soleau. Dit systeem, aangenomen in Frankrijk sedert 1914, werd in 1915 toegelaten voor het zenden van brieven naar het Internationaal Bureau van den industrieelen eigendom te Bern, dat zelf een reglement betreffende hunne inschrijving en hunne bewaring opgemaakt heeft. Deze methode van bewijs, die eenvoudig en niet duur is, bestaat in het gebruiken van een dubbelen omslag bestemd om, in elk zijner vakken, de teekening te ontvangen waarvoor men de bescherming aanvraagt. De gevulde en gesloten dubbele omslag wordt aan het Internationaal Bureau te Bern gezonden dat, na de twee brieven, voorzien van de voor hunne identificatie passende aanduidingen, gescheiden te hebben, er een van zal bewaren om de andere terug ter beschikking van den afzender te stellen.

ARTIKEL 7, 8 en 9.

Een gelijke, zeer wenschelijke duur van bescherming der teekeningen en modellen zal in het vervolg de al te zeer uiteenloopende termijnen vervangen, die tot nu toe in de verschillende landen werden aangenomen en die gingen van de eeuwigdurende bescherming, zooals dit het geval is in België, tot het verstrijken van een termijn van twee jaar, zooals dit zich bijvoorbeeld in Italië voordoet.

De herziene schikking stelt den duur der internationale bescherming op 15 jaar vast. Deze termijn begint te loopen te rekenen van de dagteekening van het depôt bij het Internationaal Bureau te Bern en om de navolgende reden is deze termijn verdeeld in twee tijdperken : een tijdperk van vijf jaar en een tijdperk van 10 jaar.

Het is misschien goed hier te doen opmerken dat de door de Schikking vastgestelde termijn van 15 jaar geen enkel recht vermindert, aangezien hij vastgesteld is onder voorbehoud van een langeren duur in een verdragsluitend land verkregen. Van den anderen kant is deze overigens door een zeker getal Uniestaten aangenomen termijn zekerlijk voldoende wanneer men bedenkt dat de internationale inschrijving hier slechts bestemd is om versierings- en verfraaiingsvoorwerpen te beschermen, die uit den aard zelf aan de grillen der mode en der

bewegelijke fantasie onderworpen zijn en die, onder den drang der zich onophoudelijk vernieuwende behoeften, weldra verlaten worden.

Men heeft er zich van overtuigd dat men naast het depôt in open omslag, het depôt in gesloten omslag moest toelaten. Inderdaad zal dit recht aan niemand schaden, terwijl het zich van den anderen kant in een zeker aantal gevallen rechtvaardigt door het risico dat een teekening of model van nijverheid, op een tijdstip te dicht bij dat van het depôt, wel niet misschien het voorwerp van namaak in den volstrekten zin van het woord zou worden, maar toch een bron van inspiratie, waaruit nadeel voor den deponeerder voortspruit. Door het depôt onder gesloten omslag aan te nemen, ten minste gedurende de eerste jaren van het tijdperk van bescherming, geeft men aan den schepper van het werk de gelegenheid het product zijner verbeelding in den handel te brengen en ook in voorkomend geval de vruchten van zijn initiatief te plukken.

Dienvolgens « zullen gedurende het eerste tijdperk van vijf jaar de depôts hetzij in open, hetzij in gesloten omslag toegelaten worden; gedurende het tweede tijdperk van tien jaar zullen zij alleen open worden toegelaten », daar de uitvinder dan wel op voldoende wijze het genot dezer volle bescherming zal gehad hebben.

Overigens, bij het verstrijken van dit eerste tijdperk van vijf jaar, waardoor een einde wordt gesteld aan het regime van het gesloten depôt, zal daarom het werk niet eigenlijk gezegd, noch noodzakelijkerwijs gemeen goed worden : de deponeerder bezit het recht de verlenging der bescherming te eischen, onder voorbehoud dat ditmaal de omslagen geopend zullen worden en door derden geraadpleegd zullen kunnen worden.

Artikel 19 verklaart dit trouwens formeel, op voorwaarde dat een ambtenaar van het Internationaal Bureel tegenwoordig zal zijn op het oogenblik dezer raadpleging.

Indien de aldus gedane opzoekingen toelaten te besluiten dat een teekening niet beschermd is of opgehouden heeft beschermd te zijn op internationaal gebied, dan sluiten zij daarom de mogelijkheid niet uit dat een bescherming nog van kracht is op het nationaal terrein en dienvolgens zal het werk slechts gedeeltelijk gemeen goed geworden zijn.

Dit beginsel erkend zijnde, zal men gemakkelijk aannemen dat het niet mogelijk was te dier zake formeele voorschriften vast te stellen voor de allereerste inschrijving op het Internationaal Bureel, welke voorschriften den voorrang zouden moeten gehad hebben op het interne recht van elken Verdragsluitenden Staat. Men zou daarom den Zwitserschen Bondsraad — belast met het hooge toezicht over het bureel — hebben moeten bekleeden met een gezag dat het hem niet toekomt uit te oefenen. Bijgevolg was het beste systeem — datgene waarmee de onderteekenaars der Schikking zich vereenigd hebben — de geldigheid van het depôt ten opzichte van elk land afhankelijk te maken van de voorwaarden zijner binnenlandsche wetgeving.

Artikel 9 geeft eveneens de procedure aan die gevolgd moet worden met het oog op de opening der verzegelde omslagen voor het verstrijken van het eerste tijdperk van vijf jaar. Zij is tegelijkertijd willig of betwist, in dien zin dat de omslag geopend zal worden hetzij op verzoek van den deponeerder zelf, hetzij op het zicht van een beslissing uitgaande van een bevoegde rechtbank.

Bij het verstrijken van de eerste periode en voor zoover de deponeerder een verzoek om verlenging van bescherming tot het Bureel gericht heeft, wordt de omslag ambtshalve geopend met het oog op den overgang naar de tweede periode.

Deze omstandigheid geeft aanleiding tot het vervullen van zekere formaliteiten die geregeld worden door artikelen 10 tot 12 der Schikking.

Men zal van den anderen kant (artikel 15) zien dat de progressieve taxe te betalen voor de verlenging van het recht op bescherming, niet overdreven is.

ARTIKELS 10, 11 EN 12.

Het regime van bescherming der teekeningen en modellen, zooals het ingericht is, heeft niet alleen voor gevolg de kunstenaars er toe aan te zetten origineele werken te scheppen, maar het beperkt daarenboven tot een strict minimum de formaliteiten die zij zullen te vervullen hebben om zich dit voordeel te verzekeren. Eens het depôt verricht, belast het hoofdorganisme te Bern zich met de zorg te waken over de bewaring der rechten van hem die zijne toevlucht tot gezegde instelling genomen heeft. « Binnen de eerste zes maanden van het vijfde jaar van het eerste tijdperk, zal het Internationaal Bureau een officieus bericht omtrent het verval doen toekomen aan hem die het depôt van de teekening of het model heeft verricht ».

Artikel 7, alinea 2, van de Schikking betreffende de fabrieksmerken bevat overigens eene dergelijke schikking.

Zoodra de inzender deze mededeeling ontvangt kan hij eene dubbele houding aannemen. Ofwel wenscht hij de verlenging van de bescherming te bekomen door overgang naar het tweede tijdperk en dan zal hij uiterlijk drie maanden voor het einde van den termijn een verzoek van verlenging tot het Internationaal Bureau moeten richten; ofwel geeft hij geen gevolg aan het bericht uitgaande van het Bureau.

In het eerste geval wordt er overgegaan tot het openen van den omslag overeenkomstig de beschikkingen van artikel 8, de verlenging wordt ter kennis gebracht van al de administraties door middel eener mededeeling en van het publiek door middel van een blad waarvan de uitgave voorzien is in artikel 13 van het Algemeen Verdrag. In het tweede geval zullen de omslagen in den staat waarin zij verkeerden, aan hunne eigenaars op hun verzoek en op hunne kosten teruggegeven worden. Indien zij niet worden teruggevraagd, zullen zij na verloop van twee jaar vernietigd worden.

ARTIKEL 13.

Men heeft gemeend in de Schikking te moeten opnemen het recht voor degenen die de bescherming aangevraagd hadden om er te allen tijde en *ad nutum* afstand van te doen. Met andere woorden, het voordeel verleend aan den inzender van eene teekening of van een model ten gevolge van de internationale inschrijving die er aan zal gegeven zijn, moet facultatief blijven.

Dienvolgens stelt artikel 13 het beginsel van den uitdrukkelijken afstand vast, zooals artikel 12 de kiem van den stilzwijgenden en vermoedelijken afstand bevat.

Deze afstand zal overigens nu eens volledig dan weer gedeeltelijk zijn: de inzender zal afstand doen van de bescherming die hij zich verschaft had hetzij voor eene teekening of een model, hetzij in een land.

Kortom, de grootste vrijheid heerscht te dier zake. De afstand wordt bekend gemaakt en brengt met zich de teruggave van het depôt op kosten van zijn eigenaar.

ARTIKEL 14.

Het Internationaal Bureau, dank zij de wijze waarop het ingericht is, stelt ter beschikking der belanghebbenden het meest positieve middel om aan de schepping en het vorig gebruik van de teekeningen en de modellen een vaststaanden datum te geven ; het is een dienst van « internationale Authentificatie ».

Maar de Schikking heeft de rol niet onderschat die bedoeld organisme zou kunnen spelen in geval van betwisting voor eene rechtbank of voor elke andere bevoegde overheid. Om deze reden geeft artikel 14 de omstandigheden op waarin het Internationaal Bureau zijne hulp aan de nationale overheden verleenen zal : het zal hun de gevraagde teekening of het gevraagde model mededeelen, maar tevens zorg dragen voor de vrijwaring der belangen van den eigenaar van het voorwerp, vermits dit laatste binnen den kortst mogelijken tijd terug ter beschikking van het Bureau zal gesteld worden om terug in den gesloten omslag of in den open omslag geplaatst te worden.

ARTIKEL 15 en 16.

Wij zullen ter inlichting vermelden dat de taksen van het internationaal depôt, die voor de inschrijving van dit laatste moeten voldaan worden, vastgesteld werden als volgt :

A. — *Nationale taks* : door het land van herkomst vast te stellen.

B. — *Taks te betalen uit hoofde van het internationaal depôt* :

1. — *Voor eene enkele teekening en model* :

Voor het eerste tijdperk van vijf jaar : 5 Zwitsersche franks ;

Voor het tweede tijdperk van tien jaar : 10 Zwitsersche franks.

2. — *Voor een meervoudig depôt* :

Voor het eerste tijdperk van vijf jaar : 10 Zwitsersche franks ;

Voor het tweede tijdperk van tien jaar : 50 Zwitsersche franks.

Het was niet noodig hier sancties toepasselijk in geval van niet betaling der taks, te voorzien, zooals artikel 8 van de Schikking betreffende de fabriekmerken dit doet, vermits deze taks voor de inschrijving voldaan wordt.

Het Internationaal Bureau verdeelt jaarlijks onder de verdragsluitende landen, na aftrek van de gemeenschappelijke onkosten, de opbrengst der uit hoofde van de internationale depôts geïnde taksen.

ARTIKEL 17 en 18.

Terugkomend op noties die reeds door de andere artikelen vluchtig behandeld werden, voorziet de Schikking dat de registers van het Internationaal Bureau melding zullen maken van al de veranderingen die van aard zijn den eigendom der teekeningen of modellen te beïnvloeden en waarvan het van de zijde der belanghebbenden kennis zal hebben gekregen.

Ten vervolge op deze kennisgeving, zullen de wijzigingen aan de Administraties der verdragsluitende landen medegedeeld en door middel van het blad bekendgemaakt worden.

Artikel 18 legt aan de centrale inrichting te Bern de verplichting op aan eenieder, op verzoek, een afschrift te verstrekken van de vermeldingen, inge-

schreven in het register met betrekking tot een bepaalde teekening of een bepaald model.

De vervulling der voorgaande formaliteiten geeft aanleiding tot het betalen eener taks ten laste van dengene die gezegde formaliteiten noodzakelijk gemaakt heeft en waarvan het Reglement van uitvoering, op te maken bij toepassing van artikel 20, het bedrag zal bepalen.

ARTIKEL 21.

Zooals wij de gelegenheid gehad hebben het in artikel 7 aan te stippen, werd de door de Schikking eenvormig op 15 jaar vastgestelde beschermingsduur slechts bepaald onder voorbehoud van een langeren duur (b. v. altyddurend in België; 50 jaar in Frankrijk; 20 jaar in Spanje) welke duur in het een of het ander verdragsluitend land, dank zij een rechtstreeksch depôt, bekomen werd.

Artikel 21 komt op deze gedachte terug en verklaart vooreerst dat de gewaarborgde bescherming slechts een minimum uitmaakt, zooals zoo juist werd uiteengezet; vervolgens, dat er geenszins afbreuk wordt gedaan aan de beschikkingen van het aanvullend protocol bij de Conventie van Bern, herzien op 13 November 1908 voor de bescherming der letterkundige en kunstwerken, onderteekend te Bern op 20 Maart 1914 en waarbij anderzijds artikel 38 der wet van 22 Maart 1886 op het auteursrecht gewijzigd wordt (1).

. . .

Ziedaar, Mijne Heeren, de uitleggingen die wij het nuttig geacht hebben aangaande de op 6 November 1925 te 's Gravenhage onderteekende Akten te geven. Wij koesteren de hoop dat zij van aard zullen zijn U duidelijk den aanzienlijken vooruitgang aan te toonen die door de Conferentie van 's Gravenhage gemaakt werd, en dat gij een gunstig onthaal zult verleen en aan het bijgaande wetsontwerp tot goedkeuring der overeenkomsten waarvan sprake.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

P. HYMANS.

*De Minister van Nijverheid,
Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg,*

H. HEYMAN.

(1) Wet van 5 Maart 1924.

UNIEVERDRAG VAN PARIJS

van 20 Maart 1883 tot bescherming van den Industrieelen Eigendom, herzien te Brussel op 14 December 1900, te Washington op 2 Juni 1911 en te 's Gravenhage op 6 November 1925.

De President van het Duitsche Rijk; de President der Republiek Oostenrijk; Zijne Majesteit de Koning der Belgen; de President der Vereenigde Staten van Brazilië; de President der Republiek Cuba; Zijne Majesteit de Koning van Denemarken; de President der Dominikaansche Republiek; Zijne Majesteit de Koning van Spanje; de President der Republiek Estland; de President der Vereenigde Staten van Amerika; de President der Republiek Finland; de President der Fransche Republiek; Zijne Majesteit de Koning van het Vereenigd Koninkrijk van Groot-Britannië en Ierland en van de Britsche overzeesche gebieden, Keizer van Indië; Zijne Doorluchtige Hoogheid de Rijksbestuurder van Hongarije; Zijne Majesteit de Koning van Italië; Zijne Majesteit de Keizer van Japan; Zijne Majesteit de Sultan van Marocco; de President der Vereenigde Staten van Mexico; Zijne Majesteit de Koning van Noorwegen; Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden; de President der Poolsche Republiek, in naam van Polen en van de Vrije Stad Dantzig; de President der Portugeesche Republiek; Zijne Majesteit de Koning der Serven, Kroaten en Slovenen; Zijne Majesteit de Koning van Zweden; de Bondsraad van den Zwitserschen Bond; de Staten van Syrië en van den Grooten Libanon; de President van de Tsjechoslowaksche Republiek; Zijne Hoogheid de Bey van Tunis; de President der Turksche Republiek.

het dienstig geoordeeld hebbende het internationale verdrag van 20 Maart 1883, waardoor in het leven is geroepen eene internationale Unie tot bescherming van den industrieelen eigendom en dat herzien is te Brussel op 14 December 1900, en te Washington op 2 Juni 1911, in eenige opzichten te wijzigen en aan te vullen, hebben tot Hunne gevolmachtigden benoemd, te weten :

DE PRESIDENT VAN HET DUITSCHE RIJK :

Den heer W. F. VON VIETINGHOFF, Gezantschapsraad van Duitschland, te 's Gravenhage;

Den heer VON SPECHT, Geheimer Oberriegerungsrat, voorzitter van het Bureau der brevetten;

Den heer KLAUER, Ministerieelen Raad bij het Ministerie van Justitie;

Den heer Prof. Dr Albert OSTERRIETH, Justizrat.

DE PRESIDENT DER OOSTENRIJKSCHE REPUBLIEK :

Den heer Dr Carl DUSCHANEK, Ministerieelen Raad, onder-voorzitter van het Oostenrijksche Bureau der brevetten;

Den heer Dr Hans FORTWANGLER, Ministerieelen Raad bij gezegd bureau.

ZIJNE MAJESTEIT DEN KONING DER BELGEN :

Den heer Octave MAVAUT, Algemeen Bestuurder der Nijverheid aan het Ministerie van Nijverheid, Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg;

Den heer Albert CAPITAINE, Advocaat bij het Beroepshof te Luik, gewezen stafhouder, Afgevaardigde van België ter Conferentie van Washington;
 Den heer Louis ANDRÉ, Advocaat bij het Hof van Beroep te Brussel;
 Den heer Thomas BRAUN, Advocaat bij het Hof van Beroep te Brussel;
 Den heer Daniel COPPIETERS, Advocaat bij het Hof van Beroep te Brussel.

DE PRESIDENT DER VEREENIGDE STATEN VAN BRAZILIË :

Den heer Dr Julio-Augusto BARBOZA CARNEIRO, lid van het Economisch Comité van den Volkenbond;
 Den heer Prof. Dr Carlos-Americo BARBOSA DE OLIVEIRA, Professor aan de Polytechnische School, Bestuurder der Normalschool van Kunsten en Ambachten Wenceslau Baraz.

DE PRESIDENT DER REPUBLIEK CUBA :

Den heer Dr Raphaël-Martinez ORTIZ, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister van Cuba te Parijs;
 Den heer Dr Raphaël DE LA TORRE, Zaakgelastigde van Cuba te 's Gravenhage.

ZIJNE MAJESTEIT DEN KONING VAN DENEMARKEN :

Den heer Dr N.-J. EHRENREICH HANSEN, bureelonderoverste aan het Ministerie van Nijverheid, Handel en Scheepvaart.

DE PRESIDENT DER DOMINICAANSCH REPUBLIEK :

Den heer C. G. DE HASEKH Cz, Consul der Dominicaansche Republiek te 's Gravenhage.

ZIJNE MAJESTEIT DEN KONING VAN SPANJE :

Zijne Exc. M. SANTIAGO MENDEZ DE VIGO, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister van Z. M. de Koning van Spanje, te 's Gravenhage;
 Den heer Fernando CABELLO Y LAPIEDRA, Bureeloverste bij het Bureel van Nijverheids- en Handelseigendom van Spanje;
 Den heer José GARCIA-MONGE Y DE VERA, Secretaris van het Bureel van den Nijverheids- en Handelseigendom van Spanje;

DE PRESIDENT DER REPUBLIEK ESTLAND :

Den heer O. AARMANN, Ingenieur, Bestuurder van het Bureel der brevetten.

DE PRESIDENT DER VEREENIGDE STATEN VAN AMERIKA :

Den heer Thomas E. ROBERTSON, Commissaris der Brevetten, Member of the Bar of the Supreme Court of U. S. A.;
 Den heer Wallace R. LANE, Oud-voorzitter van de American and Chicago Patent Law Associations, Member of the Bar of the Supreme Court of U. S. A., and the Supreme Court of Illinois;
 Den heer Jo. BAILY BROWN, Pittsburgh, Member of the Bar of the Supreme Court of U. S. A. and the Supreme Court of Pennsylvania.

DE PRESIDENT DER REPUBLIEK FINLAND :

Den heer Yugö SASTOMAINEN, Zaakgelastigde van Finland te 's Gravenhage.

DE PRESIDENT DER FRANSCHÉ REPUBLIEK :

Zijne Exc. den heer CHASSAIN DE MARCILLY, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister van Frankrijk te 's Gravenhage;

Den heer Marcel PLAISANT, Volksvertegenwoordiger, Advocaat bij het Beroepshof van Parijs;

Den heer Charles DROUETS, Bestuurder van den Industrieelen Eigendom aan het Ministerie van Handel;

Den heer Georges MAILLARD, Advocaat bij het Beroepshof te Parijs, Ondervoorzitter van het Technisch Comité voor den Industrieelen Eigendom.

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING VAN HET VEREENIGD KONINKRIJK
GROOT-BRITTANNIË EN IERLAND EN VAN DE OVERZEESCHE
BRITSCH-GRONDGEBIEDEN, KEIZER VAN INDIE :

VOOR GROOT-BRITTANNIË EN NOORD-IERLAND :

Sir Hubert Llewellyn SMITH, G. C. B., Chief Economic Adviser to His Britannic Majesty's Government;

Den heer Alfred MARTIN, O. B. E., Assistant Comptroller of the Patent Office and Industrial Property Department of the Board of Trade;

Sir Arthur BALFOUR, H. B. E., One of His Majesty's Justices of the Peace; Chairman of the Committee of Trade and Industry.

VOOR HET DOMINION CANADA :

Den heer Frederick Herbert PALMER, U. C., Canadian Government Trade Commissioner.

VOOR HET COMMONWEALTH AUSTRALIË :

Den heer Luitenant-Kolonel Charles Vincent WATSON, D. S. O., V. D., Commissioner of Patents and Registrar of Trade Marks and Designs.

VOOR DEN VRIJSTAAT IERLAND :

Den heer Graaf Gerald O'KELLY DE GALLAGH, Vertegenwoordiger van den Vrijstaat Ierland.

ZIJNE DOORLUCHTIGE HOOGHEID DE GOUVERNEUR VAN HONGARIJE :

Den heer Elémer DE POMPERY, Voorzitter van het Hof der Brevetten.

ZIJNE MAJESTEIT DEN KONING VAN ITALIË :

Den heer Domenico BARONE, Raad van State;

Den heer Gustavo DE SANCTIS, Bestuurder van het Bureau van den Industrieelen Eigendom;

Den heer Ingenieur LETTERIO LABOCETTA;

Den heer Gino OLIVETTI, Volksvertegenwoordiger, Algemeen Secretaris van het Verbond der Italiaansche Nijverheid;

Den heer Prof. Mario GHIRON, docent in het industrieel recht aan de Hoogeschool te Rome.

ZIJNE MAJESTEIT DE KEIZER VAN JAPAN :

Den heer Laichiro LAKIKAWA, Voorzitter van het Bureau der Uitvindingsbrevet-
ten;

Den heer Nobumi ITO.

ZIJNE MAJESTEIT DE SULTAN VAN MAROKKO :

Zijne Exc. den heer CHASSAIN DE MARCILLY, Buitengewoon Gezant en Gevol-
machtigd Minister van Frankrijk te 's Gravenhage;

DE PRESIDENT DER VEREENIGDE STATEN VAN MEXICO :

Den heer Julio POULAT, Handelsattaché bij het Gezantschap van Mexico, te
Parijs.

ZIJNE MAJESTEIT DEN KONING VAN NOORWEGEN :

Den heer Birger Gabriel WYLLER, Algemeen Bestuurder van het Bureau van den
Industrieelen Eigendom van Noorwegen.

HAARE MAJESTEIT DE KONINGIN DER NEDERLANDEN :

Den heer Dr J. Aling PRINS, Voorzitter van den Raad der Brevetten, Bestuurder
van den Dienst van den Industrieelen Eigendom;

Den heer Dr H. BULEVELD, gewezen Minister, Lid van de Tweede Kamer, gewe-
zen voorzitter van den Raad der Brevetten, gewezen Bestuurder van den
Dienst van den Industrieelen Eigendom;

Den heer Dr J. W. DUCKMEESTER, Lid van den Raad der Brevetten.

DE PRESIDENT DER POOLSCHE REPUBLIEK :**VOOR POLEN :**

Zijne Exc. den heer Dr Stanislas KOZMINSKI, Buitengewoon Gezant en Gevol-
machtigd Minister van Polen te 's Gravenhage;

Den heer Dr Frederic ZOLL, Leeraar aan de Hoogeschool te Krakow.

VOOR DE VRIJSTAD DANTZIG :

Zijne Exc. den heer Dr Stanislas KOZMINSKI, Buitengewoon Gezant en Gevol-
machtigd Minister van Polen te 's Gravenhage;

DE PRESIDENT DER PORTUGEESCHE REPUBLIEK :

Zijne Exc. den Heer A. C. DE SOUSA SANTOS BANDEIRA, Buitengewoon Gezant
en Gevolmachtigd Minister van Portugal, te 's Gravenhage.

**ZIJNE MAJESTEIT DEN KONING DER SERVIEREN, CROATEN EN SLO-
VENEN :**

Den heer Dr Yanko CHOUMANE, Voorzitter van den Dienst voor de Bescherming
van den Industrieelen Eigendom bij het Ministerie van Handel en Nijver-
heid;

Den heer Mihailo PREDITCH, Secretaris bij gezegden Dienst.

ZIJNE MAJESTEIT DEN KONING VAN ZWEDEN :

Den heer E. O. J. BJÖRKLUND, Algemeen Bestuurder, Hoofd van het Beheer der
Brevetten en van Inschrijving;

Den heer K. H. R. HJERTEN, Raadsheer van het Beroepshof te Göta;

Den heer A. E. HASSELROT, gewezen Bureelbestuurder bij gezegd Beheer, Raadsman in zake industrieelen eigendom.

DE BONDSRAAD VAN DEN ZWITSERSCHEN BOND :

Zijne Exc. den heer Arthur DE PURY, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister van Zwitserland, te 's Gravenhage;

Den heer Walther KRAFT, Bestuurder van het Federaal Bureel van den Intellectueelen Eigendom.

DE PRÉSIDENT DER FRANSCHÉ REPUBLIÉK :

VOOR SYRIÉ EN DEN GROOTEN LIBANON :

DE PRÉSIDENT DER TSJECHO-SLOWAKSCHÉ REPUBLIÉK :

Zijne Exc. den heer P. BARACEK, Ingenieur, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister van Tsjecho-Slowakije te 's Gravenhage;

Den heer Dr Karel -Hermann OTAVSKY, Leeraar aan de Hoogeschool te Praag;

Den heer Bohuslav PAYLOUSE, Ingenieur, Ondervoorzitter van den Dienst der Brevetten te Praag.

· ZIJNE HOOGHEID DE BEY VAN TUNIS :

· DE PRÉSIDENT DER TURKSCHÉ REPUBLIÉK :

MEHMED ESSAD BEY, Zaakgelastigde van Turkije, te 's Gravenhage.

die, na elkander hunne volmachten vertoond te hebben, en deze over en weer in goeden en behoorlijken vorm bevonden te hebben, zijn overeengekomen omtrent de volgende artikelen :

ARTIKEL EEN.

De verdragsluitende landen vormen eene Unie tot bescherming van den industrieelen eigendom.

De bescherming van den industrieelen eigendom omvat de octrooien van uitvinding, de gebruiksmodellen, de teekeningen en modellen van nijverheid, de fabrieks- of handelsmerken, den handelsnaam en de aanduidingen van herkomst of benamingen van oorsprong, zoomede de bestrijding van de oneerlijke mededinging.

Onder industrieelen eigendom wordt verstaan de ruimste opvatting daarvan; zij heeft niet alleen betrekking op de nijverheid en handel in eigenlijken zin, maar evenzeer op het gebied der landbouwnijverheid (wijnen, granen, tabaksbladeren, vruchten, vee, enz.) en der mijnbouwnijverheid (mineralen, minerale wateren, enz.)

Onder de octrooien van uitvinding zijn begrepen de verschillende soorten van octrooien van nijverheid, welke door de wetgevingen der verdragsluitende landen erkend zijn, zooals octrooien van invoer, verbeteringsoctrooien, aanvullingsoctrooien en -certificaten, enz.

ARTIKEL 2.

De onderdanen van elk der verdragsluitende landen zullen in alle andere landen der Unie, voor wat betreft de bescherming van den industrieelen eigendom, de

voordeelen genieten, welke de onderscheidene wetten op dit oogenblik aan de nationalen toekennen of in het vervolg zullen toekennen, dit alles onverminderd de rechten, welke door dit verdrag in het bijzonder worden toegekend. Dientengevolge zullen zij dezelfde bescherming hebben als deze en hetzelfde wettelijk verhaal tegen elke inbreuk op hunne rechten, mits zij de voorwaarden en formaliteiten nakomen, aan de nationalen opgelegd

Echter kan voor het genot van geen der rechten van industrieelen eigendom van hen, die tot de Unie behooren, geëischt worden, dat zij een woonplaats of inrichting hebben in het land, waar op de bescherming wordt aanspraak gemaakt.

De bepalingen der wetgevingen van elk van de verdragsluitende landen met betrekking tot den rechterlijken of administratieven procesgang en de bevoegdheid, benevens tot de keuze van domicilie of het stellen van een gemachtigde, indien de wetten op den industrielen eigendom zulks zouden vorderen, worden uitdrukkelijk voorbehouden.

ARTIKEL 3.

Met de onderdanen van de verdragsluitende landen worden gelijkgesteld de onderdanen van de landen, welke niet deel uitmaken der Unie, die op het grondgebied van een der landen van de Unie woonplaats hebben of aldaar daadwerkelijke en wezenlijke inrichtingen van nijverheid of handel bezitten.

ARTIKEL 4.

a) Hij, die op regelmatige wijze een aanvraag om octrooi van uitvinding, een gebruiksmodel, een teekening of model van nijverheid of een fabrieks- of handelsmerk in een der verdragsluitende landen heeft gedeponneerd, of zijn recht verkrijgende, zal, onder voorbehoud der rechten van derden, voor het verrichten van het depôt in de andere landen, gedurende de hierna te bepalen termijnen een recht van voorrang hebben.

b) Dientengevolge zal het voor het verstrijken dier termijnen in een van de andere landen der Unie later verrichte depôt niet krachteloos kunnen gemaakt worden door feiten, die in den tusschentijd hebben plaats gehad en wel met name door een andere depôt, door het openbaar bekend maken van de uitvinding of door hare toepassing, door het te koop stellen van exemplaren van de teekening of van het model, door het gebruik van het merk.

c) De hierbovenvermelde termijnen van voorrang zijn twaalf maanden voor de octrooien van uitvinding en de gebruiksmodellen en zes maanden voor de teekeningen en modellen van nijverheid en voor de fabrieks- of handelsmerken.

Deze termijnen beginnen te loopen van de dagteekening af van het depôt der eerste aanvraag, gedaan in een land tot de Unie behoorend; de dag van het depôt is niet in den termijn begrepen.

Indien de laatste dag van den termijn een wettelijk erkende feestdag is in het land waar de bescherming wordt gevraagd, zal de termijn verlengd worden tot den eerstvolgenden werkdag.

d) Hij, die zich op het recht van voorrang van een vroeger depôt wil beroepen, is gehouden eene verklaring in te leveren, aanwijzende de dagteekening en het land van dat depôt. Elk land bepaalt, op welk tijdstip deze verklaring op zijn laatst moet worden afgelegd.

Deze aanwijzingen zullen worden vermeld in de bekendmakingen vanwege de

bevoegde Administratie, met name in de octrooischriften en de daartoe behorende beschrijvingen.

De Verdragsluitende Landen kunnen van hem, die eene verklaring van voorrang aflegt, de overlegging eischen van een afschrift van de eerder gedane aanvraag (beschrijving, teekeningen, enz.). Het afschrift, voor gelijkkluidend gewaarmerkt door de Administratie, die deze aanvraag heeft ontvangen, zal vrijgesteld worden van elke legalisatie, en zal, in ieder geval, overgelegd kunnen worden op onverschillig welk tijdstip binnen drie maanden na het depôt van de laatste aanvraag. Gevorderd zal kunnen worden, dat het vergezeld zij van eene verklaring omtrent de dagteekening van het depôt, afgegeven door die Administratie, en van eene vertaling.

Andere formaliteiten mogen voor de verklaring van voorrang op het oogenblik van het depôt der aanvraag niet worden gevorderd. Elk Verdragsluitend Land stelt de gevolgen vast van het verzuim van de formaliteiten, in dit artikel voorgeschreven, zonder dat deze gevolgen verder kunnen reiken dan het verlies van het recht van voorrang.

Later kunnen andere bewijzen gevraagd worden.

e) Wanneer een teekening of model van nijverheid in een land is gedeponneerd met beroep op een recht van voorrang, gegrond op het depôt van een gebruiksmodel, zal de termijn van voorrang slechts die zijn, welke is vastgesteld voor de teekeningen en modellen van nijverheid.

Bovendien is het geoorloofd in een land een gebruiksmodel in te dienen met beroep op een recht van voorrang, gegrond op het depôt van een aanvraag om octrooi en omgekeerd.

f) Indien bij een aanvraag om octrooi meer dan één voorrang wordt opgeëischt, of indien het onderzoek uitwijst, dat de aanvraag betrekking heeft op meer dan één uitvinding, moet de Administratie den aanvrager ten minste toestaan haar te splitsen met inachtneming van de voorwaarden welke de binnenlandsche wetgeving bepaalt, met behoud als dagteekening van iedere afgesplitste aanvraag, van de dagteekening der oorspronkelijke aanvraag, en eventueel het genot van het recht van voorrang.

ARTIKEL 4bis.

De octrooien, aangevraagd in de verschillende verdragsluitende landen door hen, die tot de Unie behooren, zullen onafhankelijk zijn van de octrooien verkregen voor dezelfde uitvinding in de andere landen, onverschillig of deze al dan niet tot de Unie zijn toegetreden.

Deze bepaling moet volstrekt worden opgevat, met name in dezen zin, dat de octrooien, aangevraagd gedurende den termijn van voorrang onafhankelijk zijn, zoowel uit een oogpunt van redenen van nietigheid en verval, als uit een oogpunt van gewonen duur.

Zij is van toepassing op alle octrooien, bestaande op het tijdstip, waarop zij in werking treedt.

Dezelfde regel geldt, in geval van toetreding van nieuwe landen voor de octrooien, over en weer bestaande op het oogenblik der toetreding.

ARTIKEL 5.

De invoer, door den octrooihouder, in het land, waar het octrooi werd verleend, van voorwerpen, vervaardigd in een of ander land der Unie, zal het octrooi niet doen vervallen.

Echter zal elk van de verdragsluitende landen de bevoegdheid hebben de wettelijke maatregelen te treffen noodig om de misbruiken te voorkomen, die zouden kunnen voortvloeien uit de uitoefening van het uitsluitend recht, door het octrooi toegekend, b. v. het achterwege laten van toepassing.

Deze maatregelen kunnen slechts dan verval van het octrooi inhouden, indien de verleening van gedwongen licenties niet voldoende is om die misbruiken te voorkomen.

In elk geval zullen dergelijke maatregelen niet op een octrooi kunnen worden toegepast, voordat ten minste drie jaren verstreken zijn, te rekenen van den dag waarop het verleend is af, en indien de octrooihouder zich rechtvaardigt door geldige redenen.

De bescherming der teekeningen en modellen van nijverheid kan niet worden getroffen door eenig verval op grond van invoer van voorwerpen gelijk aan die, welke beschermd zijn.

Geenerlei teeken of vermelding van inschrijving zal voor de erkenning van het recht op de waar geëischt worden.

Indien het gebruik van het ingeschreven merk in een land verplicht is, zal de inschrijving slechts kunnen worden vernietigd na verloop van een billijken termijn, en indien de belanghebbende zijn stilzitten niet rechtvaardigt.

ARTIKEL 5^{bis}.

Een termijn van uitstel, die ten minste drie maanden zal moeten zijn, zal worden toegestaan voor de voldoening van de taksen, bepaald voor het behoud van de rechten van industrieelen eigendom, met betaling van een verhoogde taks, indien de nationale wetgeving deze oplegt.

Wat de octrooiën van uitvinding betreft verbinden de verdragsluitende landen zich bovendien om, hetzij den termijn van uitstel op ten minste zes maanden te stellen, hetzij in het herstel van het octrooi, vervallen wegens niet-betaling van taksen, te voorzien, welke maatregelen echter onderworpen blijven aan voorwaarden, in de binnenlandsche wetgeving gesteld.

ARTIKEL 5^{ter}.

In elk der verdragsluitende landen zal niet als inbreuk op de rechten van den octrooihouder worden aangemerkt :

1° het gebruik aan boord van schepen van de andere landen der Unie van datgene, wat het voorwerp van zijn octrooi uitmaakt, in het schip zelve, in de machines, het scheepswant, de tuigage en andere bijbehorende zaken, wanneer die schepen tijdelijk of bij toeval de wateren van het land binnenkomen, onder voorbehoud dat bedoeld gebruik uitsluitend zal zijn ten behoeve van het schip ;

2° het gebruik van datgene wat het voorwerp van het octrooi uitmaakt in de constructie of werking van voor de voortbeweging in de lucht of te land dienende machines van de andere landen der Unie, of van het toebehooren dier machines, wanneer deze tijdelijk of bij toeval dat land binnenkomen.

ARTIKEL 6.

Elk fabrieks- of handelsmerk, dat op regelmatige wijze in het land van oorsprong is ingeschreven, zal in de andere landen der Unie tot het depôt toegelaten en zooals het is beschermd worden.

Echter kunnen worden geweigerd of nietig verklaard :

1° de merken, die van dien aard zijn, dat daarmede inbreuk kan gemaakt worden op rechten, door derden verkregen in het land, waar de bescherming wordt gevraagd ;

2° de merken, die elk onderscheidend kenmerk missen of wel uitsluitend bestaan uit teekens of aanwijzingen, welke in den handel kunnen dienen tot aanduiding van de soort, de hoedanigheid, de hoeveelheid, de bestemming, de waarde, de plaats van herkomst der waren of het tijdstip van voortbrenging, of gebruikelijk zijn geworden in de gangbare taal of de rechtmatige en vaststaande gewoonten van den handel in het land, waar de bescherming wordt gevraagd.

Bij de beoordeeling van het onderscheidend kenmerk van een merk moet rekening worden gehouden met al de feitelijke omstandigheden, met name met den duur van het gebruik van het merk.

3° De merken, die strijdig zijn met de goede zeden of met de openbare orde.

Er is overeengekomen dat een merk niet als strijdig met de openbare orde zal kunnen worden beschouwd om de enkele reden dat het niet overeenkomt met eenige bepaling van de wetgeving op de merken, behalve in het geval dat deze bepaling zelve de openbare orde betreft.

Als land van oorsprong zal beschouwd worden :

Het land van de Unie, waar de inzender een daadwerkelijke en wezenlijke inrichting van nijverheid of handel heeft en zoo hij geen dergelijke inrichting heeft, het land van de Unie, waar hij zijn woonplaats heeft, en indien hij geen woonplaats heeft in een Unieland, het land van zijn nationaliteit, in het geval dat hij onderdaan is van een land van de Unie.

In geen geval zal de vernieuwing van de inschrijving van een merk in het land van oorsprong de verplichting met zich brengen, de inschrijving in de andere landen van de Unie, waar het merk reeds is ingeschreven, te vernieuwen.

Het genot van het recht van voorrang blijft behouden voor het depôt van merken, verricht binnen den termijn van artikel 4, zelfs wanneer de inschrijving in het land van oorsprong eerst na het verstrijken van dien termijn tot stand komt.

De bepaling van alinea 1 sluit het recht niet uit, van den inzender een door de bevoegde autoriteit in het land van oorsprong afgegeven verklaring van regelmatige inschrijving te eischen, doch geenerlei legalisatie zal voor deze verklaring gevorderd worden.

ARTIKEL 6bis.

De verdragsluitende landen verbinden zich om, hetzij ambtshalve, indien de wetgeving van het land dit toelaat, hetzij op verzoek van de belanghebbende, te weigeren of nietig te verklaren de inschrijving van een fabrieks- of handelsmerk, dat de reproductie is of nabootsing, welke verwarring kan wekken, van een merk, dat naar het oordeel van de bevoegde autoriteit van het land van inschrijving, aldaar algemeen bekend is als zijnde reeds het merk van een onderdaan van een ander verdragsluitend land, en gebruikt voor gelijke of soortgelijke waren.

Een termijn van ten minste drie jaar moet worden toegestaan om de doorhaling van deze merken te vorderen. De termijn zal beginnen te loopen van de dagteekening der inschrijving van het merk af.

Er zal geen termijn vastgesteld worden om de doorhaling te vorderen van die merken, welke te kwader trouw zijn ingeschreven.

ARTIKEL 6^{ter}.

De verdragsluitende landen komen overeen om te weigeren of nietig te verklaren de inschrijving, en door daartoe passende maatregelen te verbieden het gebruik, zonder goedkeuring der bevoegde machten, hetzij als fabrieks- of handelsmerken, hetzij als bestanddeelen van die merken, van wapens, vlaggen en andere Staatsemlen van de verdragsluitende landen, van officieele door die landen aangenomen contrôle- en waarborgteekens en -stempels, zoomede iedere nabootsing bezien uit heraldisch oogpunt.

Het verbod van officieele contrôle- en waarborgteekens en -stempels is alleen toepasselijk in de gevallen waarin de merken, die deze bevatten, bestemd zijn om gebruikt te worden op gelijke of gelijksoortige waren.

De verdragsluitende landen komen overeen om voor de toepassing van deze bepaling elkander wederkeerig mede te deelen, door tusschenkomst van het Internationaal Bureau te Bern, de lijst van Staatsemlen en officieele contrôle- en waarborgteekens en -stempels, welke zij zonder beperking of binnen zekere grenzen, onder de bescherming van dit artikel wenschen of zullen wenschen te brengen, evenals alle latere wijzigingen, in deze lijst aangebracht. Elk verdragsluitend land zal te zijner tijd de medegedeelde lijsten ter beschikking van het publiek stellen.

Elk verdragsluitend land zal binnen een termijn van 12 maanden van de ontvangst der kennisgeving af, door bemiddeling van het Internationaal Bureau te Bern, aan het belanghebbende land zijne eventueele bezwaren kunnen doen toekomen.

Ten aanzien van de algemeen bekende Staatsemlen zullen de maatregelen, bedoeld in alinea 1, alleen worden toegepast op de merken, ingeschreven na de onderteekening van deze akte.

Ten aanzien van de Staatsemlen, die niet algemeen bekend mochten zijn en ten aanzien van de officieele teekens en stempels, zullen deze bepalingen slechts toepasselijk zijn op de merken, ingeschreven meer dan twee maanden na ontvangst van de kennisgeving, bedoeld in alinea 3.

In geval van kwade trouw zullen de landen de bevoegdheid hebben om zelfs de merken, welke vóór de onderteekening van deze akte zijn ingeschreven en Staatsemlen, teekens en stempels bevatten, te doen doorhalen.

De nationalen van elk land, die gerechtigd mochten zijn om gebruik te maken van de Staatsemlen, teekens en stempels van hun land, zullen deze mogen benutten, zelfs indien zij gelijk zijn aan die van een ander land.

De verdragsluitende landen verbinden zich te verbieden het gebruik in den handel, zonder verkregen toestemming, van de Staatswapens der andere verdragsluitende landen, wanneer door dit gebruik omtrent den oorsprong der waren verwarring kan ontstaan.

De voorafgaande bepalingen verhinderen niet het gebruik maken, door de landen, van de bevoegdheid om door toepassing van artikel 6, alinea 2 onder 3, de merken, welke zonder verkregen toestemming wapens, vlaggen, ridderorden en andere Staatsemlen of officieele teekens en stempels, aangenomen door een land der Unie, bevatten, te weigeren of nietig te verklaren.

ARTIKEL 7.

De aard van de waar, waarop het fabrieks- of handelsmerk moet worden aangebracht, kan in geen geval een beletsel vormen voor de inschrijving van het merk.

ARTIKEL 7^{bis}.

De verdragsluitende landen verbinden zich tot het dépôt toe te laten en te beschermen de merken, die aan gemeenschappen toebehooren, welker bestaan niet strijdig is met de wet van het land van oorsprong, zelfs al bezitten die gemeenschappen niet een inrichting van nijverheid of handel.

Intusschen zal elk land vrij zijn in het stellen van bijzondere voorwaarden, waaronder een gemeenschap kan worden toegelaten tot het doen beschermen van hare merken.

ARTIKEL 8.

De handelsnaam zal in alle landen der Unie, zonder verplichting van dépôt of inschrijving, beschermd worden, onverschillig of die naam deel uitmaakt van een fabrieks- of handelsmerk of niet.

ARTIKEL 9.

Elke waar die onrechtmatig van een fabrieks- of handelsmerk, of van een handelsnaam voorzien is, zal in beslag genomen worden bij den invoer in die landen der Unie, waar dat merk of die naam recht hebben op wettelijke bescherming.

De inbeslagneming zal eveneens plaats hebben in het land, waar de waar op ongeoorloofde wijze van een merk of een handelsnaam is voorzien of waar zij werd ingevoerd.

De inbeslagneming zal plaats hebben ten verzoeken of van het openbaar ministerie, of van elke andere bevoegde macht, of van de belanghebbende partij, hetzij natuurlijke of rechtspersoon, overeenkomstig de binnenlandsche wetgeving van elk land.

De autoriteiten zullen niet tot inbeslagneming gehouden zijn in geval van doorvoer.

Indien de wetgeving van een land geen inbeslagneming bij den invoer toelaat, zal de inbeslagneming worden vervangen door een verbod van invoer, of door inbeslagneming in het land zelf.

Indien de wetgeving van een land noch de inbeslagneming bij invoer, noch een verbod van vervoer, noch de inbeslagneming in het land zelf toelaat, zullen deze maatregelen, in afwachting dat die wetgeving dienovereenkomstig mocht worden gewijzigd, worden vervangen door de rechtsvorderingen en middelen, welke de wet van dat land in een dergelijk geval aan de nationalen verzekert.

ARTIKEL 10.

De bepalingen van het voorgaande artikel zijn toepasselijk op elke waar, die valschelijk, ter aanduiding van herkomst, van den naam eener bepaalde plaats of van een bepaald land voorzien is, wanneer die aanduiding vergezeld gaat van

een handelsnaam, die verduist is of met bedrieglijke bedoeling aan een ander is ontleend.

In elk geval zal als belanghebbende partij, onverschillig of deze is een natuurlijke of rechtspersoon, worden erkend iedere producent, fabrikant of koopman, die zich met de voortbrenging of vervaardiging van die waar of den handel daarin bezig houdt en gevestigd is hetzij in de plaats, welke valschelijk als plaats van herkomst is op gegeven, hetzij in de landstreek, waarin die plaats is gelegen hetzij in het valschelijk opgegeven land.

ARTIKEL 10^{bis}.

De verdragsluitende landen zijn gehouden aan hen, die tot de Unie behooren, een daadwerkelijke bescherming te verleen tegen de oneerlijke mededinging.

Elke daad van mededinging strijdig met de eerlijke gebruiken in nijverheid en handel levert een daad van oneerlijke mededinging op.

Met name zullen moeten worden verboden :

1) alle daden, welke ook, die verwarring zouden kunnen scheppen door onverschillig welk middel ten opzichte van de waren van een concurrent ;

2) Valsche beweringen bij het handel drijven, die de waren van een concurrent in discredit zouden kunnen brengen.

ARTIKEL 10^{ter}.

De verdragsluitende landen verbinden zich om aan de onderdanen van de andere landen van de Unie wettelijk verhaal te verzekeren, geschikt om alle handelingen, bedoeld in de artikelen 9, 10 en 10^{bis}, met kracht tegen te gaan.

Zij verbinden zich bovendien, maatregelen te treffen om aan syndicaten en verenigingen, welke de belanghebbende nijverheid of handel vertegenwoordigen, en welker bestaan niet strijdig is met de wetten van hun land, toe te staan in rechten of bij de administratieve autoriteiten op te treden ter bestrijding van de handelingen, bedoeld in de artikelen 9, 10 en 10^{bis}, voorzover de wet van het land, waarin de bescherming wordt gevraagd, zulks toestaat aan de syndicaten en verenigingen van dat land.

ARTIKEL 11.

De verdragsluitende landen zullen aan de voor octrooi vatbare uitvindingen, de gebruiksmodellen, de teekeningen of modellen van nijverheid en de fabrieks- of handelsmerken die betrekkingen hebben op de waren, welke op de officiële of officieel erkende internationale tentoonstellingen, in een dier landen gehouden, zullen worden ten toon gesteld, een tijdelijke bescherming verleen overeenkomstig hunne binnenlandsche wetgeving.

Deze tijdelijke bescherming zal de termijnen, genoemd in artikel 4, niet verlengen. Indien later het recht van voorrang wordt ingeroepen, zal de Administratie van elk land den termijn kunnen doen beginnen van den datum af, waarop de waar ter tentoonstelling is aangebracht.

Elk land zal als bewijs van de identiteit van het tentoongestelde voorwerp en van den datum, waarop het ter tentoonstelling is gebracht, de bewijsstukken kunnen eischen, welke het noodig zal achten.

ARTIKEL 12.

Elk der verdragsluitende landen verbindt zich tot het inrichten van een bijzonder dienst van den industrieelen eigendom en een centrale bewaarplaats, ten einde openbare mededeeling te doen van de octrooien van uitvinding, de gebruiksmodellen, de teekeningen of modellen van nijverheid en de fabrieks- of handelsmerken.

Deze dienst zal een regelmatig verschijnend officieel blad uitgeven.

ARTIKEL 13.

Het internationaal bureau, te Bern opgericht onder den naam van Internationaal Bureau tot bescherming van den industrieelen eigendom, is geplaatst onder het hoog gezag der Regeering van den Zwitserschen Bond, die de inrichting ervan regelt en op zijne werking toeziet.

De officiele taal van het Internationaal Bureau is de Fransche taal.

Het Internationaal Bureau verzamelt allerlei inlichtingen betreffende de bescherming van den industrieelen eigendom, vereenigt ze en geeft ze uit. Het bestudeert wat van gemeenschappelijk nut en belang is voor de Unie en stelt met behulp van de bescheiden, die door de verschillende Administraties te zijner beschikking worden gesteld, een regelmatig verschijnend blad in de Fransche taal samen over de vraagstukken, die het doel der Unie raken.

De nummers van dit blad, evenzeer als alle bescheiden door het Internationaal Bureau uitgegeven, worden onder de Administraties der tot de Unie behorende landen verdeeld naar evenredigheid van het aantal der hieronder vermelde eenheden. De exemplaren en bescheiden, welke boven dit aantal mochten worden aangevraagd, hetzij door de genoemde Administraties, hetzij door vereenigingen of bijzondere personen, zullen afzonderlijk worden betaald.

Het Internationaal Bureau moet zich ten alle tijde ter beschikking van de landen van de Unie houden, ten einde hun over de vragen betreffende den internationalen dienst van den industrieelen eigendom de bijzondere inlichtingen te geven, welke zij noodig zouden kunnen hebben. De Directeur van het Internationaal Bureau brengt over zijn beheer een jaarlijksch verslag uit, dat aan alle landen der Unie wordt medegedeeld.

De uitgaven van het Internationaal Bureau zullen gemeenschappelijk door de verdragsluitende landen worden gedragen. Tot nader orde zullen zij het bedrag van 120,000 Zwitsersche franken per jaar niet mogen overschrijden. Deze som zal naar behoefte vermeerderd kunnen worden door een eenstemmig genomen besluit van een der Conferenties, bedoeld in artikel 14.

Ten einde het aandeel te bepalen, dat elk der landen in dat totaal bedrag der kosten moet bijdragen, worden de Verdragsluitende Landen en die, welke later tot de Unie zullen toetreden, verdeeld in zes klassen, die ieder in de verhouding van een zeker aantal eenheden bijdragen, te weten :

1 ^{ste} klasse	.	.	.	.	25 eenheden
2 ^{de} —	.	.	.	.	20 —
3 ^{de} —	.	.	.	.	15 —
4 ^{de} —	.	.	.	.	10 —
5 ^{de} —	.	.	.	.	5 —
6 ^{de} —	.	.	.	.	3 —

Deze coëfficiënten worden vermenigvuldigd met het aantal landen van iedere klasse, en de som der aldus verkregen producten levert het getal eenheden op, waardoor het totaal der uitgaven gedeeld moet worden. De uitkomst daarvan geeft het bedrag der eenheid van kosten aan.

Elk der verdragsluitende landen zal bij zijne toetreding de klasse aanwijzen, waarin het wensch te worden gerangschikt.

De Regeering van den Zwitserschen Bond ziet toe op de uitgaven van het Internationaal Bureau, doet de noodige voorschotten en stelt de jaarlijksche rekening vast, die aan alle andere Administraties zal worden medegedeeld.

ARTIKEL 14.

Dit verdrag zal aan geregelde herzieningen worden onderworpen ten einde daarin de verbeteringen aan te brengen, die kunnen strekken tot volmaking van het stelsel der Unie.

Te dien einde zullen achtereenvolgens in een der verdragsluitende landen Conferenties van de afgevaardigden dier landen plaats hebben.

De Administratie van het land, waar de Conferentie zitting moet houden, zal, met medewerking van het Internationaal Bureau, het werk dier Conferentie voorbereiden.

De Directeur van het Internationaal Bureau zal de zittingen der Conferenties bijwonen, en aan de beraadslagingen deelnemen zonder recht van stemming.

ARTIKEL 15.

Er is overeengekomen, dat de verdragsluitende landen zich wederkeerig het recht voorbehouden afzonderlijk onderling bijzondere schikkingen te treffen tot bescherming van den industrieelen eigendom, voor zoover deze schikkingen niet in strijd zijn met de bepalingen van dit verdrag.

ARTIKEL 16.

De landen, die aan dit verdrag geen deel hebben genomen, zullen op hun verzoek daartoe mogen toetreden.

Deze toetreding zal langs diplomatieken weg ter kennis der Regeering van den Zwitserschen Bond en door deze ter kennis van alle andere Regeeringen worden gebracht.

Zij zal medebrengen volledige toetreding tot alle bepalingen en volledige toelating tot alle voordeelen, bij dit verdrag bedongen, en zal beginnen te werken een maand na de toezending van de kennisgeving door de Regeering van den Zwitserschen Bond aan de andere landen der Unie, tenzij het toetredend land een later tijdstip mocht hebben bepaald.

ARTIKEL 16bis.

De verdragsluitende landen hebben het recht te allen tijde tot dit verdrag toe te treden voor hunne koloniën, bezittingen, afhankelijke gebieden en protectoraten of gebieden, bestuurd krachtens een mandaat van den Volkenbond, of voor sommige van deze.

Te dien einde kunnen zij of eene algemeene verklaring indienen waardoor al hunne koloniën, bezittingen, afhankelijke gebieden en protectoraten en de man-

daatgebieden, bedoeld in de eerste alinea, in de toetreding zijn begrepen, of uitdrukkelijk die opgeven, welke daarin zijn begrepen, of zich bepalen tot de aanwijzing van die, welke er van zijn uitgesloten.

Deze verklaring zal schriftelijk ter kennis van de Regeering van den Zwitserschen Bond en door deze ter kennis van alle andere Regeeringen worden gebracht.

De verdragsluitende landen zullen onder dezelfde voorwaarden het verdrag kunnen opzeggen voor hunne koloniën, bezittingen, afhankelijke gebieden en protectoraten of voor de mandaatgebieden bedoeld in de eerste alinea, dan wel voor sommige van deze.

ARTIKEL 17.

De uitvoering der wederkeerige verbintenissen, in dit verdrag vervat, is, voor zooveel noodig, afhankelijk van de vervulling der formaliteiten en regelen, vastgesteld door de Staatswetten van die der verdragsluitende landen, welke gehouden zijn de toepassing daarvan uit te lokken, waaraan zij beloven binnen den kortst mogelijken tijd te voldoen.

ARTIKEL 17bis.

Het verdrag zal gedurende onbepaalden tijd van kracht blijven, tot dat een jaar zal zijn verstreken sedert den dag, waarop het zal zijn opgezegd.

Deze opzegging zal worden gericht tot de Regeering van den Zwitserschen Bond. Zij zal alleen werken met betrekking tot het land, dat haar zal hebben gedaan, blijvende het verdrag verbindend voor de andere verdragsluitende landen.

ARTIKEL 18.

Deze akte zal worden bekrachtigd, en de akten van bekrachtiging zullen worden nedergelegd te 's Gravenhage, uiterlijk den 1^{sten} Mei 1928. Zij zal in werking treden tusschen de landen die haar zullen hebben bekrachtigd, een maand na dien datum. Mocht zij evenwel reeds vroeger door ten minste zes landen bekrachtigd zijn, dan zal zij in werking treden tusschen die landen, een maand nadat hun van de nederlegging van de zesde akte van bekrachtiging door de Regeering van den Zwitserschen Bond kennis is gegeven, en ten aanzien van de landen, die haar vervolgens zullen bekrachtigen, een maand na de kennisgeving van elk dezer bekrachtigingen.

Deze akte zal in de betrekkingen tusschen de landen, die haar zullen hebben bekrachtigd, vervangen het Unieverdrag van Parijs van 1883, herzien te Washington op 2 Juni 1911, en het Slotprotocol, welke van kracht zullen blijven in de betrekkingen met de landen, die deze akte niet zullen hebben bekrachtigd.

ARTIKEL 19.

Deze akte zal worden geteekend in een enkel exemplaar, hetwelk zal worden neergelegd in de archieven van de Nederlandsche Regeering. Een gewaarmerkt afschrift zal door deze Regeering worden gezonden aan de Regeeringen van de verdragsluitende landen.

Ten blijke waarvan de wederzijdsche gevolmachtigden deze akte hebben geteekend.

Gedaan te 's Gravenhage, in een enkel exemplaar, den 6^{den} November 1925.

<i>Voor Duitschland :</i>	VIETINGHOFF, V. SPECHT, KLAUER, Albert OSTERRIETH.
<i>Voor Australië :</i>	C. V. WATSON.
<i>Voor Oostenrijk :</i>	Dr Carl DUSCHANEK, Dr Hans FORTWANGLER.
<i>Voor België :</i>	CAPITAINE, Louis ANDRÉ, Thomas BRAUN, D. COPPIETERS.
<i>Voor de Vereenigde Staten van Brazilië :</i>	J. A. BARBOZA CARNEIRO, Carlos Americo BARBOSA DE OLIVEIRA.
<i>Voor Canada :</i>	Frederick H. PALMER.
<i>Voor Cuba :</i>	R. DE LA TORRE,
<i>Voor Denemarken :</i>	N. J. EHRENREICH HANSEN.
<i>Voor de Vrije Stad Dantzig :</i>	St. KOZMINSKI.
<i>Voor de Dominicaansche Republiek :</i>	C. G. DE HASETH Cz.
<i>Voor Spanje :</i>	SANTIAGO MENDEZ DE VIGO, FERNANDO CABELLO LAPIEDRA, JOSÉ GARCIA MONGE.
<i>Voor Esthland :</i>	O. AARMANN.
<i>Voor de Vereenigde Staten van Amerika :</i>	Thomas E. ROBERTSON, Wallace R. LANE, Jo. BAILLY BROWN.
<i>Voor Finland :</i>	Yrjo SAASTAMOINEN.
<i>Voor Frankrijk :</i>	Ch. DE MARCILLY, Marcel PLAISANT, Ch. DROUETS, Georges MAILLARD.
<i>Voor Groot-Brittannië en Noord-Ierland :</i>	H. LLEWELLYN SMITH, A. J. MARTIN, A. BALFOUR.
<i>Voor Hongarije :</i>	ELEMER DE POMPERY.
<i>Voor den Vrijstaat Ierland :</i>	G. O'KELLY DE GALLAGH.

<i>Voor Italië :</i>	DOMENICO BARONE, LETTERIO LABOCCETA, MARIO GHIRON.
<i>Voor Japan :</i>	S. SAKIKAWA, N. ITO.
<i>Voor Marokko :</i>	Ch. DE MARCILLY.
<i>Voor de Vereenigde Staten van Mexico :</i>	Julio POULAT.
<i>Voor Noorwegen :</i>	B. WYLLER.
<i>Voor Nederland :</i>	J. ALINGH PRINS, BIJLEVELD, DIJCKMEESTER.
<i>Voor Polen :</i>	St. KOZMINSKI, Frederic ZOLL.
<i>Voor Portugal :</i>	BANDEIRA.
<i>Voor het Koninkrijk der Serviers, Kroaten en Slovenen :</i>	Dr Yanko CHOUMANE, MILHAILO PREDITCH.
<i>Voor Zweden :</i>	E. O. J. BJORKLUND, H. HJERTEN, Axel HASSELROT.
<i>Voor Zwitserland :</i>	A. DE PURY, W. KRAFT.
<i>Voor Syrië en den Grooten Libanon :</i>	Ch. DE MARCILLY.
<i>Voor Tsjecho-Slowakkije :</i>	BARACEK. Prof. Dr. Karel-Hermann OTAVSKI, Ing. BOHUSLAV PAVLOUSEK.
<i>Voor Tunis .</i>	Ch. DE MARCILLY.

SCHIKKING VAN MADRID

Van 14 April 1891 betreffende de internationale inschrijving van fabrieks- of handelsmerken herzien te Brussel op 14 December 1900, te Washington op 14 Juni 1911 en te 's Gravenhage op 6 November 1925.

De ondergeteekenden, behoorlijk gemachtigd door hunne wederzijdsche Regeeringen, hebben in gemeen overleg den volgende tekst vastgesteld, welke zal vervangen de schikking van Madrid van 14 April 1891, herzien te Washington op 2 Juni 1911, te weten :

ARTIKEL ÉÉN.

De onderdanen van elk der verdragsluitende landen zullen zich in al de andere landen de bescherming kunnen verzekeren van hunne in het land van oorsprong ingeschreven fabrieks- of handelsmerken, door middel van het depôt van genoemde merken bij het Internationaal Bureau te Bern, gedaan door de tusschenkomst van de Administratie van het genoemd land van oorsprong.

Als omschrijving van het land van oorsprong geldt de desbetreffende bepaling van artikel 6 van het algemeen Unieverdrag tot bescherming van den industrieelen eigendom.

ARTIKEL 2.

Met de onderdanen van de verdragsluitende landen worden gelijkgesteld de onderdanen of burgers der niet tot deze schikking toegetreden landen, die, op het grondgebied van de door deze gevormde Unie van beperkten omvang, voldoen aan de voorwaarden, vastgesteld bij artikel 3 van het algemeen verdrag.

ARTIKEL 3.

Iedere aanvraag voor internationale inschrijving zal moeten worden aangeboden op het formulier, voorgeschreven door het reglement van uitvoering, en de Administratie van het land van oorsprong van het merk zal de verklaring afgeven, dat de aanduidingen, die op dat aanvraagformulier voorkomen, overeenstemmen met die van het nationale register.

Indien de inzender de kleur als onderscheidend kenmerk van zijn merk verlangt, zal hij gehouden zijn :

1° hiervan melding te maken en bij de inzending eene verklaring te voegen, welke de verlangde kleur of vereeniging van kleuren aanwijst;

2° bij zijne aanvraag gekleurde exemplaren van bedoeld merk te voegen, welke zullen worden gehecht aan de kennisgevingen van inschrijving, uitgaande van het Internationaal Bureau. Het aantal dezer exemplaren zal worden bepaald bij het Reglement van uitvoering.

Het Internationaal Bureau zal de overeenkomstig artikel 1 gedeponcerde merken onmiddellijk inschrijven. Het zal van die inschrijving zonder verwijl aan de verschillende Administraties kennis geven. De ingeschreven merken zullen wor-

den openbaar gemaakt in een door het Internationaal Bureau uitgegeven, regelmatig verschijnend blad, met gebruikmaking van de aanduidingen, vervat in de aanvraag om inschrijving en van een door den inzender verstrekt cliché.

Met het oog op de in de verdragsluitende landen aan de ingeschreven merken te geven openbaarheid, zal elke Administratie kosteloos van het Internationaal Bureau zooveel exemplaren van de bovenvermelde publicatie ontvangen, als zij zal willen aanvragen. Deze openbaarheid zal in alle verdragsluitende landen als volkomen voldoende worden beschouwd, en geene andere zal van den inzender kunnen gevorderd worden.

ARTIKEL 4.

Van het tijdstip der aldus bij het Internationaal Bureau gedane inschrijving af, zal de bescherming van het merk in elk der verdragsluitende landen dezelfde zijn, als ware dit merk daar rechtstreeks gedeponceerd.

Elk merk, dat het voorwerp is geweest van een internationale inschrijving, zal het recht van voorrang genieten, bij artikel 4 van het algemeen verdrag vastgesteld, zonder dat het noodig is de formaliteiten te vervullen, voorgeschreven onder letter *d* van dat artikel.

ARTIKEL 4 bis.

Wanneer een merk, reeds gedeponceerd in een of meer der verdragsluitende landen, daarna is ingeschreven door het Internationaal Bureau ten name van denzelfden persoon of van diens rechtverkrijgende, zal de internationale inschrijving beschouwd worden als in de plaats te zijn getreden van de vroegere nationale inschrijvingen, zonder afbreuk te doen aan de rechten, door de laatstvermelde inschrijvingen verkregen.

ARTIKEL 5.

In de landen, waar hare wetgeving haar daartoe machtigt, zullen de Administraties, aan welke het Internationaal Bureau van de inschrijving van een merk zal kennis geven, de bevoegdheid hebben te verklaren dat de bescherming niet op haar grondgebied aan dat merk kan worden verleend. Eene dergelijke weigering zal alleen geoorloofd zijn op grond van omstandigheden die, krachtens het algemeene verdrag, van kracht zouden zijn ten aanzien van een merk, ter nationale inschrijving ingezonden.

De Administraties, die van deze bevoegdheid wenschen gebruik te maken, moeten van haar weigering, onder opgave van de redenen, mededeeling doen aan het Internationaal Bureau binnen den termijn, door de wet van haar land bepaald, en uiterlijk vóór het einde van een jaar, te rekenen van de internationale inschrijving van het merk af.

Het Internationaal Bureau zal zonder verwijl aan de Administratie van het land van oorsprong en aan den eigenaar van het merk of aan zijn gemachtigde, indien deze door genoemde Administratie aan het Bureau is opgegeven, een der exemplaren doen toekomen van de aldus te zijner kennis gebrachte verklaring van weigering. De belanghebbende zal dezelfde middelen van verhaal hebben als ware het merk door hem rechtstreeks gedeponceerd in het land, waar de bescherming wordt geweigerd.

De Administraties, die binnen den termijn van ten hoogste één jaar als hier-

boven aangeduid, geenerlei kennisgeving aan het Internationaal Bureau hebben gedaan, zullen geacht worden het merk aanvaard te hebben.

ARTIKEL 5bis.

De bewijsstukken betreffende de wettigheid van het gebruik van zekere in de merken vervatte bestanddeelen, als wapens, wapenschilden, portretten, eervolle onderscheidingen, titels, handelsnamen of namen van personen anders dan dien van den aanvrager, of andere overeenkomstige vermeldingen, welke door de Administraties der Verdragsluitende Landen mochten worden gevorderd, zullen vrijgesteld zijn van elke andere waarmaking of legalisatie dan die van de Administratie van het land van oorsprong.

ARTIKEL 5ter

Het Internationaal Bureau zal aan een ieder, die daartoe aanvraag doet, tegen eene in het reglement van uitvoering bepaalde taks, een afschrift afgeven van de aantekeningen, in het register ingeschreven met betrekking tot een bepaald merk.

Het zal zich ook tegen vergoeding mogen belasten met een onderzoek onder de internationale merken naar nieuwheid.

ARTIKEL 6.

De bescherming, voortvloeiende uit de inschrijving bij het Internationaal Bureau, zal twintig jaren duren van het tijdstip dezer inschrijving af (onder voorbehoud van hetgeen bepaald is in artikel 8 voor het geval dat de inzender slechts een gedeelte van het internationaal emolument zal hebben gestort), maar zij zal niet kunnen worden ingeroepen ten behoeve van een merk, dat niet meer de wettelijke bescherming in het land van oorsprong mocht genieten.

ARTIKEL 7.

De inschrijving zal steeds kunnen worden vernieuwd volgens de voorschriften van de artikelen 1 en 3 voor een nieuw tijdvak van 20 jaar, te rekenen van den datum van vernieuwing af.

Zes maanden vóór den afloop van den termijn van bescherming zal het Internationaal Bureau den eigenaar van het merk, door het zenden van een officieus bericht, den juisten datum, waarop de termijn afloopt, in herinnering brengen,

Indien het merk, dat aangeboden wordt ter vernieuwing van een voorafgaand depôt, eene vormverandering heeft ondergaan, zullen de Administraties kunnen weigeren het in te schrijven bij wijze van vernieuwing, en hetzelfde recht zal haar toekomen in geval van verandering in de aanwijzing der waren, waarvoor het merk bestemd is, tenzij na mededeeling van de bezwaren, door tussenkomst van het Internationaal Bureau, de belanghebbende verklaart af te zien van de bescherming voor de andere waren dan die, welke in dezelfde bewoordingen waren aangeduid ten tijde van de voorafgaande inschrijving.

Wanneer het merk niet bij wijze van vernieuwing wordt toegelaten, zal rekening kunnen worden gehouden met de rechten van de vorige indiening of andere rechten, verkregen door het feit, dat het merk reeds vroeger was ingeschreven.

ARTIKEL 8.

De Administratie van het land van oorsprong zal naar goedgevonden vaststellen en te haren voordeele innen een nationale taks, welke zij zal vorderen van den eigenaar van het merk, waarvan de internationale inschrijving wordt gevraagd.

Deze taks zal worden verhoogd met een internationaal emolument (in Zwitsersche franken) van 150 franken voor het eerste merk en van 100 franken voor elk volgend merk, tezelfder tijd bij het Internationaal Bureau op naam van denzelfden eigenaar ingezonden.

De inzender zal de bevoegdheid hebben om op het oogenblik van het internationaal depôt slechts een emolument van 100 franken voor het eerste merk en 75 franken voor elk der merken, tegelijk met het eerste ingezonden, te voldoen.

Indien de inzender van deze bevoegdheid gebruik maakt, zal hij vóór het einde van een termijn van 10 jaar te rekenen van de internationale inschrijving af, bij het Internationaal Bureau een aanvullingsemolument van 75 franken moeten storten voor het eerste merk en van 50 franken voor elk der merken, tegelijk met het eerste ingezonden, bij gebreke waarvan hij na afloop van dien termijn, het genot van zijn inschrijving zal verliezen. Zes maanden vóór den afloop zal het Internationaal Bureau den inzender voor de goede orde van zaken door een officieus bericht herinneren aan den juisten datum van den afloop. Indien het aanvullingsemolument niet bij het Internationaal Bureau gestort is vóór het eind van dien termijn, zal dit Bureau het merk doorhalen, van deze verrichting kennis geven aan de Administraties en de doorhaling bekend maken in zijn blad.

Wanneer de lijst van waren, voor welke de bescherming gevraagd wordt, meer dan 100 woorden bevat, zal de inschrijving van het merk eerst geschieden na betaling van een extra bedrag, te bepalen bij het reglement van uitvoering.

De jaarlijksche opbrengst der verschillende ontvangsten voor de internationale inschrijving zal tusschen de verdragsluitende landen in gelijke deelen verdeeld worden door de zorgen van het Internationaal Bureau, na aftrek der gemeenschappelijke onkosten, veroorzaakt door de uitvoering dezer schikking.

Indien op het oogenblik van het in werking treden van deze herziene schikking, een land haar nog niet bekrachtigd heeft, zal het slechts recht hebben, tot op den datum van zijn latere toetreding, op een uitkeering van het overschot der ontvangsten, berekend op den grondslag der oude taksen.

ARTIKEL 8bis.

De eigenaar van een internationaal merk kan steeds afstand doen van de bescherming in een of meer der verdragsluitende landen, door middel van eene verklaring, afgegeven aan de Administratie van het land van oorsprong van het merk, ter mededeeling aan het Internationaal Bureau, dat haar ter kennis zal brengen van de landen, waarop deze afstand betrekking heeft.

ART. 9.

De Administratie van het land van oorsprong zal aan het Internationaal Bureau kennis geven van elke nietigverklaring, doorhaling, afstand, overdracht en van andere wijzigingen, aangebracht in de inschrijving van het merk.

Het Bureau zal deze wijzigingen in het internationaal register inschrijven, er

op zijn beurt kennis van geven aan de Administraties der Verdragsluitende Landen en ze terstond in zijn blad openbaar maken.

Op dezelfde wijze zal worden gehandeld wanneer de eigenaar van het merk mocht vragen de lijst der waren, waarvoor het merk bestemd is, te beperken.

Voor deze verrichtingen kan een taks worden geheven, die door het reglement van uitvoering zal worden bepaald.

De latere toevoeging aan de lijst van een nieuwe waar is niet mogelijk dan door een nieuw dépôt, verricht overeenkomstig de voorschriften van artikel 3.

Met de toevoeging wordt gelijkgesteld de vervanging van een waar door een andere.

ARTIKEL 9bis.

Indien een in het internationaal register ingeschreven merk mocht worden overgedragen aan een persoon, gevestigd in een ander der verdragsluitende landen dan het land van oorsprong van het merk, zal de overdracht door de Administratie van dat land van oorsprong ter kennis van het Internationaal Bureau worden gebracht. Het Internationaal Bureau zal na de toestemming verkregen te hebben van de Administratie waaronder de nieuwe gerechtigde behoort, de overdracht inschrijven, haar aan de andere Administraties mededeelen en haar in zijn blad bekend maken, zoo mogelijk onder vermelding van den datum en het nummer van inschrijving van het merk in het nieuwe land van oorsprong.

Overdracht van een in het internationaal register ingeschreven merk ten behoeve van een persoon, die niet bevoegd is tot het doen inschrijven van een internationaal merk, zal niet worden ingeschreven.

ARTIKEL 9ter.

De bepalingen van de artikelen 9 en 9bis betreffende de overdrachten, hebben niet tot gevolg wijziging van de wetgevingen der verdragsluitende landen, welke de overdracht van het merk niet toelaten zonder den gelijktijdigen afstand van de inrichting van nijverheid of handel, ter onderscheiding van welker waren het merk dient.

ARTIKEL 10.

De Administraties zullen in gemeen overleg de bijzonderheden betreffende de uitvoering van deze schikking regelen.

ARTIKEL 11.

De landen der Unie tot bescherming van den industrieelen eigendom, die aan deze schikking geen deel hebben genomen, zullen daartoe op hunne aanvraag mogen toetreden, in den vorm, voorgeschreven bij het algemeene verdrag.

Zoodra aan het Internationaal Bureau zal zijn bericht, dat een land of een van zijne koloniën tot deze schikking is toegetreden, zal het aan de Administratie van dat land, overeenkomstig artikel 3, eene collectieve opgave verstrekken van de merken, welke op dat oogenblik de internationale bescherming genieten.

Deze kennisgeving zal op zich zelve voldoende zijn om aan genoemde merken het genot der voorafgaande bepalingen op het grondgebied van het toegetreden land te verzekeren en zal den termijn van een jaar doen aanvangen, gedurende welchen de betrokken Administratie de verklaring zal kunnen afleggen, bedoeld in artikel 5.

Echter zal elk land bij zijn toetreding tot deze schikking kunnen verklaren dat, behalve voor zoover betreft de internationale merken, welke reeds eerder in dat land het voorwerp hebben uitgemaakt van een overeenkomstige nationale inschrijving, welke nog van kracht is, en welke merken op verzoek van de belanghebbenden onmiddellijk erkend zullen worden, de toepassing van deze akte beperkt zal blijven tot die merken die zullen worden ingeschreven van den dag af, waarop die toetreding in werking zal treden.

Deze verklaring zal het Internationaal Bureau ontheffen van de verplichting de hierboven bedoelde collectieve opgave te verstrekken. Het zal zich er toe bepalen kennis te geven van de merken, ten behoeve waarvan het, onder vermelding van nauwkeurige gegevens, binnen den termijn van een jaar van de toetreding van het nieuwe land af, een verzoek zal ontvangen om ze onder de uitzondering, bedoeld in de vorige alinea, te brengen.

ARTIKEL 12.

Deze schikking zal worden bekrachtigd, en de akten van bekrachtiging zullen worden nedergelegd te 's Gravenhage, uiterlijk den 1^o Mei 1928.

Zij zal in werking treden eene maand na dien datum en zal dezelfde kracht en duur hebben als het algemeen verdrag.

Deze akte zal, in de betrekkingen tusschen de landen, die haar zullen hebben bekrachtigd, de schikking van Madrid van 1891, herzien te Washington op 2 Juni 1911, vervangen. Echter zal deze van kracht blijven in de betrekkingen met de landen, die deze akte niet zullen bekrachtigd hebben.

Ten blijke waarvan de wederzijdsche gevolmachtigden deze schikking hebben geteekend.

Gedaan te 's Gravenhage, in een enkel exemplaar, den 6^o November 1928.

Voor Duitschland :

VIETINGHOFF,
V. SPECHT,
KLAUER,
Albert OSTERRIETH.

Voor Oostenrijk :

Dr Carl DUSCHANEK,
Dr Hans FORTWANGLER.

Voor België :

CAPITAINE,
Louis ANDRÉ,
Thomas BRAUN,
D. COPPIETERS.

Voor de Vereenigde Staten van Brazilië :

J. A. BARBOZA CARNEIRO,
Carlos Americo BARBOSA DE OLIVEIRA.
R. DE LA TORRE.

Voor Cuba :

St. KOZMINSKI.

Voor de Vrije Stad Dantzig :

Voor Spanje :

SANTIAGO MENDEZ DE VIGO,
FERNANDO CABELLO LAPIEDRA,
JOSÉ GARCIA MONGE.

<i>Voor Frankrijk :</i>	Ch. DE MARCILLY, Marcel PLAISANT, Ch. DROUETS, Georges MAILLARD.
<i>Voor Hongarije :</i>	ELEMER DE POMPERY.
<i>Voor Italië :</i>	DOMENICO BARONE, LETTERIO LABOCCETA, MARIO GHIRON.
<i>Voor Marokko :</i>	Ch. DE MARCILLY.
<i>Voor de Vereenigde Staten van Mexico :</i>	Julio POULAT.
<i>Voor Nederland :</i>	J. ALINGH PRINS, BIJLEVELD, DIJCKMEESTER.
<i>Voor Portugal :</i>	BANDEIRA.
<i>Voor het Koninkrijk der Serviers, Kroaten en Slovenen :</i>	Dr Yanko CHOUMANE, MILHAÏLO PREDITCH.
<i>Voor Zwitserland :</i>	A. DE PURY, W. KRAFT.
<i>Voor Tsjecho-Slowakkije :</i>	BARACEK, Prof. Dr Karel HERMANN-OTAVSKY, Ing. BOHUSLAV PAVLOUSEK.
<i>Voor Tunis :</i>	Ch. DE MARCILLY.
<i>Voor Turkije :</i>	

SCHIKKING VAN 'S GRAVENHAGE**van 6 November 1925 betreffende het internationaal depot
van teekeningen of modellen van nijverheid.**

De ondergeteekenden, gevolmachtigden van de Regeeringen hierboven met name genoemd,

Gezien artikel 15 van het internationale Unieverdrag van 20 Maart 1883 tot bescherming van den industrieelen eigendom, herzien te Brussel op 14 December 1900 en te Washington op 2 Juni 1911,

Hebben in gemeen overleg en onder voorbehoud van bekrachtiging, de volgende Schikking vastgesteld :

ARTIKEL EÉN.

De onderdanen van elk van de verdragsluitende landen, evenals de personen, die op het gebied van de beperkte Unie voldaan hebben aan de voorwaarden, gesteld door artikel 3 van het algemeen verdrag; zullen zich in al de andere verdragsluitende landen de bescherming van hunne teekeningen of modellen van nijverheid kunnen verzekeren door middel van een internationaal depôt, verricht bij het Internationaal Bureau voor den industrieelen eigendom te Bern.

ARTIKEL 2.

Het internationaal depôt zal de teekeningen of modellen omvatten, hetzij in den vorm van het industrieele voortbrengsel, waarvoor zij bestemd zijn, hetzij in den vorm van een teekening, een photographie, of elke andere voldoende graphische voorstelling van genoemde teekening of genoemd model.

De voorwerpen moeten vergezeld gaan van een verzoek om internationaal depôt, in tweevoud, dat in de Fransche taal de aanwijzingen moet bevatten, welke door het reglement van uitvoering nauwkeurig bepaald zullen worden.

ARTIKEL 3.

Zoodra het Internationaal Bureau te Bern het verzoek zal hebben ontvangen om tot een internationaal depôt over te gaan, zal het dit verzoek in een daarvoor bestemd register inschrijven, van deze inschrijving kennis geven aan de Administratie, welke door ieder verdragsluitend land zal zijn aangewezen, en haar bekend maken in een regelmatig verschijnend blad, waarvan het kosteloos aan elke Administratie het gewenschte aantal exemplaren zal doen toekomen.

De in depôt gegeven voorwerpen zullen bewaard worden in de archieven van het Internationaal Bureau.

ARTIKEL 4.

Hij die een internationaal depôt verricht van een teekening of model van nijverheid zal, behoudens tegenbewijs, als eigenaar van het werk beschouwd worden.

Het internationaal depôt heeft een zuiver verklarend karakter. Als depôt zal

het in elk der verdragsluitende landen dezelfde kracht hebben alsof de teekeningen of modellen er rechtstreeks waren gedeponneerd op den datum van het internationaal depôt onder voorrecht echter van de bijzondere regelen, door deze schikking vastgesteld.

De bekendmaking, genoemd in het voorafgaande artikel, zal in alle verdragsluitende landen als voldoende beschouwd worden, en geen enkele andere bekendmaking zal van hem, die het depôt heeft verricht, kunnen geëischt worden, behoudens de vervulling van de formaliteiten, noodig voor de uitoefening van het recht, overeenkomstig de binnenlandsche wet.

Het recht van voorrang, vastgesteld door artikel 4 van het algemeen verdrag, zal gewaarborgd worden voor elke teekening of elk model, dat het voorwerp is geweest van een internationaal depôt, zonder verplichting van een enkele der formaliteiten, voorgeschreven door genoemd artikel.

ARTIKEL 5.

De verdragsluitende landen komen overeen om niet te eischen, dat de teekeningen of modellen, welke het voorwerp van een internationaal depôt hebben uitgemaakt, voorzien zijn van een verplichte vermelding. Zij zullen dezelve doen vervallen noch wegens niet-exploitatie, noch wegens den invoer van voorwerpen gelijk aan de beschermde.

ARTIKEL 6.

Het internationaal depôt kan omvatten, hetzij een enkele teekening of model, hetzij meer dan een, waarvan het aantal in het verzoek om depôt nauwkeurig zal moeten worden aangegeven.

Het depôt kan geschieden hetzij in open, hetzij in gesloten omslag. Met name zullen als middelen voor depôt in gesloten omslag aangenomen worden dubbele enveloppen met een doorgeslagen contrôlenummer (systeem Soleau) of ieder ander systeem, geschikt om de vaststelling van de identiteit te verzekeren.

De maximum afmetingen van de voorwerpen, welke gedeponneerd kunnen worden, zullen door het reglement van uitvoering bepaald worden.

ARTIKEL 7.

De duur van de internationale bescherming is vastgesteld op 15 jaar, te rekenen van de dagteekening af van het depôt bij het Internationaal Bureau te Bern; deze termijn is verdeeld in twee tijdperken, te weten een van 5 jaar en een van 10 jaar.

ARTIKEL 8.

Gedurende het eerste tijdperk van bescherming zullen de depôts hetzij in open, hetzij in gesloten omslag toegelaten worden; gedurende het tweede tijdperk zullen zij alleen open worden toegelaten.

ARTIKEL 9.

Tijdens den duur van het eerste tijdperk zullen de depôts in gesloten omslag op verzoek van hem, die het depôt verricht heeft of van een bevoegde rechtbank, kunnen worden geopend; na afloop van het eerste tijdperk zullen zij

geopend worden in verband met den overgang naar het tweede tijdperk, op een verzoek van verlenging.

ARTIKEL 10.

Het internationaal Bureau zal binnen de eerste 6 maanden van het vijfde jaar van het eerste tijdperk aan hem, die het depôt van de teekening of het model heeft verricht, een officieus bericht omtrent het verval doen toekomen.

ARTIKEL 11.

Wanneer hij, die een depôt heeft verricht, de verlenging van de bescherming wenscht te verkrijgen, door overgang naar het tweede tijdperk, moet hij uiterlijk 3 maanden vóór het einde van den termijn tot het Internationaal Bureau een verzoek om verlenging richten.

Het Bureau zal overgaan tot het openen van den omslag zoo deze gesloten is, zal van de plaats gehad hebbende verlenging aan alle Administraties mededeeling doen en haar in zijn blad bekend maken.

ARTIKEL 12.

De teekeningen en modellen, behoorende tot depôts, welke niet verlengd zijn, benevens die, waarvan de bescherming is geëindigd, zullen, in den staat, waarin zij verkeerden, aan hun eigenaren op hun verzoek en op hun kosten worden teruggegeven. Indien zij niet worden teruggevraagd, zullen zij na verloop van 2 jaar vernietigd worden.

ARTIKEL 13.

Zij, die een depôt verricht hebben, kunnen daarvan op ieder tijdstip, hetzij geheel, hetzij gedeeltelijk, afstand doen, door middel van een verklaring, gericht tot het Internationaal Bureau; dit laatste zal daaraan de bekendheid geven, bedoeld in artikel 3.

De afstand brengt niet zich teruggave van het depôt op kosten van hem, die het depôt verricht heeft.

ARTIKEL 14.

Wanneer een rechtbank of iedere andere bevoegde autoriteit gelast, dat een geheime teekening of een geheim model te harer kennis worde gebracht, zal het Internationaal Bureau, op regelmatige wijze daartoe aangezocht, overgaan tot het openen van het gedeponeerde pakket, de teekening of het model waarom gevraagd is er uit halen en aan de verzoekende autoriteit doen toekomen. Het aldus ter kennis gebrachte voorwerp zal binnen den kortst mogelijken termijn teruggegeven en wederom in den gesloten omslag of in het omhulsel geplaatst moeten worden.

ARTIKEL 15.

De taksen van het internationaal depôt, die moeten worden voldaan voordat tot inschrijving van het depôt kan worden overgegaan, zijn vastgesteld als volgt :

1° Voor een enkele teekening of model en voor het eerste tijdperk van 5 jaar: een bedrag van 5 frank;

2° Voor een enkele teekening of model, bij het eindigen van het eerste tijd-

perk en voor den duur van het tweede tijdperk van 10 jaar : een bedrag van 10 frank;

3° Voor een meervoudig depôt en voor het eerste tijdperk van 5 jaar : een bedrag van 10 frank;

4° Voor een meervoudig depôt, bij het eindigen van het eerste tijdperk, en voor den duur van het tweede tijdperk van 10 jaar : een bedrag van 50 frank;

ARTIKEL 16.

De netto opbrengst van de taksen zal, overeenkomstig de wijze, bepaald in artikel 8 van het reglement, na aftrek van de gemeenschappelijke kosten, veroorzaakt door de uitvoering van deze schikking, door de zorg van het Internationaal Bureau onder de verdragsluitende landen verdeeld worden.

ARTIKEL 17.

Het Internationaal Bureau zal in zijn registers inschrijven alle veranderingen, den eigendom van de teekeningen of modellen betreffende, waarvan het van de zijde der belanghebbenden kennis zal hebben gekregen; op zijn beurt zal het van deze veranderingen mededeeling doen aan de Administraties der verdragsluitende landen en dezelve in zijn blad bekend maken.

Voor deze verrichtingen kan een taks worden geheven, die door het reglement van uitvoering zal worden vastgesteld.

ARTIKEL 18.

Het Internationaal Bureau zal aan een ieder, op verzoek en tegen een door het reglement te bepalen taks, een afschrift verstrekken van de vermeldingen ingeschreven in het register met betrekking tot een bepaalde teekening of een bepaald model.

Het afschrift zal vergezeld kunnen gaan van een exemplaar of een afbeelding van de teekening of het model, welke oogerlijkerwijs aan het Internationaal Bureau verstrekt zijn, en welke het Bureau als gelijkvormig aan het voorwerp, ingediend als open depôt, zal waarmerken. Indien het Bureau niet in het bezit is van dergelijke exemplaren of afbeeldingen, zal het er laten maken op verzoek van de belanghebbenden en op hunne kosten.

ARTIKEL 19.

De archieven van het Internationaal Bureau zijn, voor zoover zij open depôts bevatten, toegankelijk voor het publiek. Een ieder kan er in tegenwoordigheid van een ambtenaar kennis van nemen, of van het Bureau schriftelijke inlichtingen verkrijgen over den inhoud van het register, een en ander tegen betaling van de taksen, vast te stellen door het reglement.

ARTIKEL 20.

De toepassing van deze schikking zal, wat betreft de ondergeschikte punten, bepaald worden door een reglement van uitvoering, waarvan de voorschriften te allen tijde in gemeen overleg tusschen de Administraties der verdragsluitende landen zullen kunnen worden gewijzigd.

ARTIKEL 21.

De bepalingen van deze schikking houden slechts een minimum bescherming in. Zij beletten niet aanspraak te maken op de toepassing van de voorschriften van wijdere strekking, die mochten zijn uitgevaardigd door de binnenlandsche wetgeving van een verdragsluitend land; zij laten evenzoo onaangetast de toepassing van de bepalingen van de herziene Berner conventie van 1908, betrekking hebbende op de bescherming der kunstscheppingen en werken van kunst, toegepast op de nijverheid.

ARTIKEL 22.

De landen die lid zijn van de Unie en geen deel hebben genomen aan deze schikking, zullen daartoe op hunne aanvraag mogen toetreden in den vorm, voorgeschreven door de artikelen 16 en 16*bis* van het algemeene verdrag.

ARTIKEL 23.

Deze schikking zal worden bekrachtigd en de akten van bekrachtiging zullen worden nedergelegd te 's Gravenhage uiterlijk den 1^o Mei 1928.

Zij zal tusschen de landen, die haar zullen hebben bekrachtigd, in werking treden een maand na genoemden datum, en zij zal dezelfde kracht en duur hebben als het algemeene verdrag.

Ten blijke waarvan de gevolmachtigden der hierboven genoemde Staten deze schikking hebben geteekend.

Gedaan te 's Gravenhage, in een enkel exemplaar, den 6^o November 1925.

Voor Duitschland :

VIETINGHOFF,
v. SPECHT,
KLAUER,
Albert OSTERRIETH.

Voor België :

CAPITAINE,
Louis ANDRÉ,
Thomas BRAUN,
D. COPPIETERS.

Voor de Vrije Stad Dantzig :

St. KOZMINSKI.

Voor de Dominicaansche Republiek :

Voor Spanje :

SANTIAGO MENDEZ DE VIGO,
FERNANDO CABELLO LAPIEDRA,
JOSÉ GARCIA MONGE.

Voor Frankrijk :

Ch. DE MARCILLY,
Marcel PLAISANT,
Ch. DROUETS,
Georges MAILLARD.

Voor Marokko :

Ch. DE MARCILLY,

Voor Nederland :

J. ALINGH PRINS,
BIJLEVELD,
DIJCKMEESTER.

Voor Portugal :

BANDEIRA.

Voor Zwitserland :

A. DE PURY,
W. KRAFT.

Voor Syrië en den Grooten Libanon :

Ch. DE MARCILLY.

Voor Tsjecho-Slowakkië :

Voor Tunis :

Ch. DE MARCILLY.
